Evaluation Finale du programme 2017-2021

'Travailler ensemble pour l'eau, pour un avenir durable'

Outcome 6 – Mali :

D'ici 2021, l'accès à l'eau (potable et productive), l'hygiène et l'assainissement dans le District de Bamako et les Régions de Koulikoro et Mopti est amélioré de façon participative, durable et équitable

Version définitive – février 2022

Liste des abréviations et des acronymes

Abréviations/ acronymes	Explication
ADéCB	Association pour le Développement des Communautés à la Base
AEPHA	Approvisionnement en Eau Potable, Hygiène et Assainissement
AES	Adduction d'Eau Sommaire
AGR	Activité Génératrice de Revenus
AMASBIF	Association Malienne pour la Sauvegarde du Bien-être Familial
APD	Avant-Projet Détaillé
APS	Avant-Projet Sommaire
ATPC	Assainissement Totale Piloté par les Communautés
AUEP	Association des Usagers de l'Eau Potable
BE	Bureau d'Etude
BF	Borne Fontaine
BFP	Borne Fontaine Publique
C I	Commune I du District de Bamako
C IV	Commune IV du District de Bamako
CAP	Connaissances, Aptitudes, Pratiques
CAR	Cellule d'Appui Régionale
CdG	Comité de Gestion
CDQ	Comité de Développement des Quartiers
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CGPE	Comité de Gestion du Point d'Eau
CGS	Comité de Gestion Scolaire
CLE	Comité Local de l'Eau
CREDD	Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable
CREE	Commission de Régulation de l'Electricité et de l'Eau en milieu urbain
CSC	Cadre Stratégique Commun
CVEHA	Comité Villageois de l'Eau, de l'Hygiène et de l'Assainissement
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DGD	Direction générale Coopération au développement et Aide humanitaire
DRACPN	Direction Régionale de l'Assainissement et du Contrôle des Pollutions et des Nuisances
DRHE-DB	Direction Régionale de l'Hydraulique et de l'Energie du District de Bamako
DRS-DB	Direction Régionale de la Santé du District de Bamako
DTF	Dossier Technique et Financier
FDAL	Fin de Défécation à l'Air Libre
GHM	Gestion de l'Hygiène Menstruelle
H&A	Hygiène et Assainissement
HAMS	Hygiène et Assainissement en Milieu Scolaire
IEC	Information, Education, Communication
IS	Ingénierie Sociale
MINUSMA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali
MOC	Maitrise d'Ouvrage Communale
MYP	Multi-Year Plan
OCDE	Organisation pour la Coopération et le Développement Economique

ODD	Objectif de Développement Durable
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OSC	Organisation de la Société Civile
PDSEC	Programme de Développement Social, Economique et Culturel
PE	Point d'Eau
PIV	Petite Irrigation Villageoise
PM	Périmètre Maraîcher
PMH	Pompe à Motricité Humaine
PV	Procès-Verbal
RA	Recherche-Action
RC	Renforcement des Capacités
REFAID	Réseau d'Egout à Faible Diamètre
SHVA	Système Hydraulique Villageois Amélioré
SOMAGEP	Société Malienne de Gestion de l'Eau Potable
ST	Service Technique
STBV	Station de Traitement des Boues de Vidange
TDR	Termes de Références
UE	Union Européenne
VAD	Visite à Domicile
VIP	Ventilated Improved Pit
WASH	WAter, Sanitation, Hygiene

Contenu

1. Résumé 6
2. Introduction 9
2.1. Objectif de l'évaluation 9
2.2. Brève description du programme 9
2.3. Description du contexte au Mali 10
2.4. Description du processus d'auto-évaluation assistée 11
2.4.1. Equipe d'évaluation 11
2.4.2. Formation en ligne 12
2.4.3. Travail de terrain 12
2.4.4. Restitution 13
2.4.5. Rapport 14
2.4.6. Limites de l'évaluation 14
3. Résultats du programme en fonction des indicateurs objectivement vérifiables 15
3.1. Introduction 15
3.1.1. Concepts clé 15
3.1.2. Analyse critique de l'analyse de risques initiale 16
3.1.3. Analyse critique du cadre logique et des indicateurs 17
3.2. Discussion des résultats et des indicateurs 18
3.2.1. Outcome 18
3.2.2. Résultat 1 20
3.2.3. Résultat 2 23
3.2.4. Résultat 3 25
3.2.5. Résultat 4 26
3.2.6. Résultat 5 27
4. Changements induits par le programme 28
4.1. Aperçu global 28
4.2. Questions évaluatrices spécifiques 28
4.2.1. Gouvernance 28
4.2.2. Plaidoyer 29
4.2.3. Accès à l'eau potable et à l'assainissement 30
4.2.4. GIRE 31
5. Points forts et faibles 31
5.1. Pertinence 31
5.2. Efficience 33
5.2.1. Consommation du budget 33
5.2.2. Niveau d'implémentation et respect de la planification 34
5.3. Efficacité 35

5.3.1. Outcome 35
5.3.2. Résultat 1 36
5.3.3. Résultat 2 36
5.3.4. Résultat 3 36
5.3.5. Résultat 4 37
5.3.6. Résultat 5 37
5.4. Impact 38
5.4.1. Impacts/effets sur la santé 38
5.4.2. Impacts/effets sur le plan économique 38
5.4.3. Impacts/effets environnementaux 39
5.5. Durabilité 39
5.5.1. Durabilité institutionnelle 39
5.5.2. Durabilité financière 40
5.5.3. Durabilité sociale 41
5.5.4. Durabilité Technique 41
5.5.5. Durabilité environnementale 41
5.6. Genre 42
5.7. Participation 42
6. Avec le recul, qu'aurions-nous fait différemment ? 43
7. Conclusions et recommandations 46
8. Annexes 51
8.1. Etapes et activités de l'évaluation et personnes impliquées 51
8.2. Questions d'évaluation et préparation de la collecte des données 53
8.3. Programme de travail de terrain, composition des sous-équipes, personnes rencontrées 56
8.4. Cadre logique du programme 58
8.5. Guides d'entretien des visites de terrain 63
8.6. Rapports de mission des entretiens et visites de terrain 66
8.7. Compte rendu de l'atelier de restitution avec les acteurs 66
8.8. Consommation du budget 70
8.9. Genre : besoins pratiques, intérêts stratégiques 71
8.10. Echelle de participation 72
8.11. Bibliographie 73

1. Résumé

L'évaluation du programme 2017-2021 au Mali a été faite par une auto-évaluation assistée faite par l'équipe d'AMASBIF, ADéCB, Commune I et IV de Bamako, Commune de Mountougoula et de Join For Water (Mali, Bénin et Gand) et appuyée par le bureau externe Calipso-Ida. Le travail de terrain et les analyses ont eu lieu du 8 au 17/12/2021, suivi de restitution au 28/01/2022.

L'objectif de l'évaluation était de rendre compte des résultats obtenus et d'aider Join For Water, ses partenaires et d'autres parties prenantes dans la définition, l'amélioration et la mise en œuvre de futurs programmes. La forme d'auto-évaluation a été choisie pour augmenter l'appropriation des analyses et résultats de l'évaluation par les équipes des partenaires et Join For Water et renforcer leurs capacités en suivi-évaluation.

Le programme de Join For Water et ses partenaires au Mali s'est déroulé dans les communes I et IV de Bamako, la commune de Mountougoula (région de Koulikoro) et initialement dans les communes de Kewa, Konna, Korombana, Fatoma, Néma Badenya Kafo et Ouroubé Doudé (région de Mopti). Par la suite les communes de Kewa et Néma Badenya Kafo ont été remplacées par Socoura à mi-chemin pour des raisons de sécurité. Il visait *L'amélioration de l'accès à l'eau (potable et productive), l'hygiène et l'assainissement de façon participative, durable et équitable dans le District de Bamako et dans les Régions de Koulikoro et Mopti.*

Principales conclusions

A. Les **résultats** ont été atteints en majeure partie

1. Résultat 1 : la disponibilité d'infrastructures fonctionnelles d'eau et d'assainissement a été améliorée par la réalisation et la réhabilitation des points d'eau (PMH, AES, SHVA,..), des blocs de latrines dans des écoles et des communautés Bozo, des latrines familiales et d'un REFAID. Les valeurs d'indicateurs ont même été dépassées, dû en partie après l'annulation de la construction de la STBV et la réallocation du budget. Les superficies de PM valorisés a augmenté à Koulikoro et les superficies de PM et PIV à Mopti ont été valorisées en continu.
2. Résultat 2 : le pourcentage de la population des zones cibles ayant amélioré leurs pratiques d'hygiène et d'assainissement a largement dépassé les valeurs attendues à Bamako (98% réalisé contre 73% attendu) et Koulikoro (75% réalisé contre 50% attendu), mais à Mopti il y a eu une diminution en comparaison avec la ligne de base (55% réalisé contre 60% en 2017) du fait de la dégradation de la situation sécuritaire. Cette tendance est aussi reflétée dans le nombre de latrines/lavoirs-puisard construits ou réhabilités sans subvention où à Bamako la cible a été atteinte, à Koulikoro dépassé avec 50% et à Mopti a resté 50% en-dessous de l'attente. Toutes les « écoles propres » obtenu ce statut courant le programme l'ont maintenu jusqu'à la fin.
3. Résultat 3 : Les cibles de ces indicateurs de ce résultat n'ont pas été tous atteintes en fin de programme. Au lieu d'élaborer 2 conventions à Mountougoula il a été opté pour 1 seule au niveau global (communale) pour stimuler la vision globale et intégrée de la gestion des ressources naturelles. Toutefois, les fondements et l'environnement propice pour l'aboutissement des processus enclenchés sont mis en place. La plupart des producteurs applique des techniques de valorisation d'eau et autres techniques culturales dans les PM. A Koulikoro la cible a été dépassée largement, ce qui n'est pas le cas à Mopti, mais ça s'explique par l'impact de l'insécurité qui rend l'accès aux champs risqué.
4. Résultat 4 : Le degré d'application de la MOC est bon seulement à Bamako. A Koulikoro et Mopti le résultat reste en-dessous de la cible. En milieu rural l'insuffisance des ressources humaines et financières empêche aux communes de jouer pleinement leur rôle. La performance technique et financière des fournisseurs de services d'eau potable et d'assainissement s'est nettement améliorée à Bamako et Koulikoro. La

moindre performance à Mopti est surtout liée à l'insécurité. Le nombre/pourcentage de femmes aux postes-clé des structures de gestion n'a pas beaucoup évolué, car le mandat des structures de gestion est assez long (3 à 5 ans) et il est aussi à remarquer, qu'en milieu rural le leadership féminin n'est pas assez fort au regard des pesanteurs socio-culturelles.

5. Résultat 5 : le nombre de personnes atteint par des produits de capitalisation a été largement dépassée avec au moins 2 000 personnes. Les résultats de la recherche-action ont été partagés avec d'autres acteurs en vue de susciter leur intérêt autour des questions ciblées et de recueillir également leurs contributions.

B. L'objectif a aussi été obtenu en majeure partie avec certains défis :

1. Notamment à Koulikoro il manque encore la gestion autonome de plusieurs points d'eau (pas de reddition de comptes, vente d'eau au volume pas encore acquise)
2. La fonctionnalité et l'entretien continus des ouvrages d'assainissement, notamment au niveau familial, ne sont pas encore acquis et il n'a pas été tenu compte des capacités financières des populations pour les assurer
3. A la fin du programme, à Mopti seulement le PM de Socoura était encore exploité, les autres sites étant abandonnés dû à l'insécurité

C. Pertinence : le programme est jugé pertinent vis-à-vis des priorités et des besoins. Le défi majeur à Bamako est de compléter la chaine de gestion des boues de vidange par la réalisation d'une STBV. Pour la GIRE une approche plus « bottom up » et participative à Mountougoula n'a pas été possible à cause des mesures de distanciation sociale liées au Covid-19. Le suivi de l'opérationnalisation des conventions à Mopti était compliqué par l'insécurité. Pour l'utilisation de l'eau productive le défi reste de la rendre plus efficiente par l'introduction et l'adoption des technique d'irrigation plus efficiente.

D. Efficience : le programme a été largement exécuté comme prévu, tant à l'utilisation du budget, la réalisation des activités prévues que le respect du calendrier. Les défis se situent au niveau de l'insécurité à Mopti ce qui a résulté dans une circulation réduite des animateurs et chez la population l'attention était détournée vers d'autres préoccupations. Dans l'application de la MOC et la gestion qualitative des fournisseurs de services le défi reste d'identifier et d'appliquer l'approche qui stimule et maintient l'engagement des autorités et fournisseurs de services.

E. Efficacité : l'ensemble des résultats a mené à l'atteinte de l'objectif. Une réflexion plus approfondie des indicateurs au début du programme aurait évité d'avoir quelques indicateurs difficiles à suivre ou des valeurs cibles pas tout à fait appropriées. La prise en compte des recommandations de l'évaluation à mi-parcours a fortement contribué aux résultats atteints, notamment en matière d'accès universel à l'eau potable et la durabilité financière des services. Pour l'assainissement reste le défi d'améliorer l'accès et la gestion demeure.

F. Impact : la mission d'évaluation a pu observer des changements importants au niveau de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement et de cette façon à une amélioration des conditions de vie dans le domaine WASH de la population. Il y a aussi des contributions à la santé, la productivité agricole, la scolarisation des filles, des changements de mentalité, une meilleure estime de soi, une plus grande compréhension des défis environnementaux et une meilleure articulation entre usagers, autorités et services techniques. Le défi reste de pouvoir mieux quantifier dans les budgets communaux la part consacrée dans le WASH et d'améliorer la gestion et le suivi financiers par les structures de gestion. Un autre défi est de suivre la ressource en eau souterraine, qui est mobilisée en partie pour la production maraîchère afin de pouvoir suivre l'impact de cette mobilisation sur la ressource même et sur les écosystèmes.

G. Durabilité

Institutionnelle : les communes en tant que maitres d'ouvrage sont assez outillées pour jouer le rôle de catalyseur et d'interface vis-à-vis des communautés bénéficiaires. De façon réglementaire, il existe des cadres formels de concertation réunissant les acteurs. Au niveau local, on constate un réel engagement de la communauté dans la gestion de leurs points d'eau,

mais le travail largement bénévole induit un risque de désengagement à plus long terme. En même temps, et malgré le choix pour la MOC, le renforcement et l'accompagnement des différents acteurs impliqués dans la mise en place et la gestion des services AEPHA, l'assimilation et/ou la mise en pratique des formations et outils mis à disposition demeurent faible en raison de l'état actuel de la décentralisation.

Financière : les communes ont la capacité et la volonté de cofinancer – soit-peu – l'extension et/ou le renouvellement des ouvrages d'eau potable. L'organisation interne et le mécanisme indiqués dans les contrats entre commune et structure de gestion, semblent permettre d'assurer une continuité dans l'offre du service. En matière d'assainissement, les communautés prennent elles-mêmes le lead du changement de comportement et les coûts d'entretien des ouvrages scolaires sont financés par les communes. En milieu rural, il y a le défi de quantifier explicitement les frais liés à la durabilité du service de l'eau potable et productive. La durabilité des services en milieu urbain est menacée par d'autres ouvrages, qui opèrent hors cadre réglementaire. Les conclusions de la recherche-Action des systèmes de prépaiement seraient capitalisées et partagées avec les communes, les comités de gestion et les acteurs du secteur sur les plus-values.

Sociale : Les bases sont jetées pour la pérennisation des investissements à travers l'acceptation par les usagers et les fournisseurs du paiement du service. Les usagers sont mieux organisés et susceptibles de revendiquer leurs droits aux services et s'acquittant de leurs devoirs citoyens. La prise en compte de certaines spécificités sociales ne sont toujours pas prises systématiquement en compte

Technique : La plupart des ouvrages réalisés répondent aux normes et standards de qualité technique et les bénéficiaires sont impliqués dans la maintenance et la réparation. L'un des défis reste de transformer les latrines familiales construites en matériaux locaux lors de l'ATPC soient renforcées avec des matériaux plus durables afin de maintenir l'état FDAL.

Environnementale : En milieu rural, l'engagement d'atteindre l'état FDAL est le fruit d'une prise de conscience sur les effets de cette pratique sur l'environnement. C'est le même pour l'adoption des techniques culturales soucieuses de l'agroécologie. Le défi est d'arriver à l'adoption des techniques d'arrosage plus efficientes. En milieu urbain, il faudrait instaurer un système de suivi de qualité de l'eau des REFAID. Enfin, l'absence d'une STBV et la pratique de déversement des boues de vidange dans la nature, présentent des risques environnementaux et sanitaires.

H. Genre : le programme a contribué à des changements visibles tant au niveau des besoins pratiques qu'au niveau des intérêts stratégiques. Il y a néanmoins une marge de progrès quant à la réelle représentativité des femmes dans des organes et des lieux d'échange ce qui nécessitera une stratégie genre plus explicite.

I. Participation : il y a une grande participation des autorités et en moindre mesure des services techniques dans les différentes phases du programme, surtout pour l'eau potable. Toutefois, cette participation n'implique pas forcément une implication journalière suffisante. Quant aux usagers, ils participent de manière directe et indirecte à travers la prise en compte de leurs avis sur le choix des sites d'installation des ouvrages et leur représentation dans les différentes structures de gestion. Cependant du progrès reste à faire pour atteindre une réelle gestion participative et représentative.

Principales recommandations

i. Continuer où possible encore approfondir la collaboration avec les autorités et les services techniques et les synergies avec d'autres acteurs de développement
ii. Donner suffisamment d'attention à la bonne formulation des indicateurs, des valeurs à atteindre et la méthodologie de renseignement
iii. Assainissement familial : Poursuivre la sensibilisation des ménages sur l'atteinte et le maintien de l'état FDAL et le respect des consignes pour ceux raccordés aux REFAID. Instaurer un mécanisme ou instrument d'appui financier aux ménages qui souhaitent investir dans des latrines en matériaux durs

iv. Assainissement scolaire : choisir le nombre de latrines correspondant au nombre d'usagers et au moins une latrine GHM contribuant à la continuité de l'enseignement, notamment des filles. Porter suffisamment d'attention sur la connaissance de l'hygiène
v. GIRE et eau productive : Adopter une approche « bottom up » et participative pour l'analyse et la cartographie des enjeux autour de l'eau en créant des structures réellement représentatives pour les différents groupes d'usagers. Promouvoir des techniques d'arrosage/d'irrigation plus efficiente dans le maraîchage. En cas de nouveaux aménagements : adopter une approche plus soucieuse de l'environnement
vi. Gouvernance et gestion : Mettre en place (et faire respecter) des dispositifs de gestion inclusif un système de tarification, qui assurent la durabilité (financière) du service et l'accès universel
vii. Augmenter l'attention pour le genre, tant au niveau du programme qu'au sein des équipes
viii. Chercher des méthodes d'implication plus directe des usagers dans les différentes phases du programme
ix. Déterminer au préalable les sujets de plaidoyer et en fonction élaborer des produits de capitalisation

2. Introduction

2.1. Objectif de l'évaluation

Il s'agit d'une auto-évaluation assistée. Ceci implique que l'évaluation a été faite par les partenaires ONG et communaux et Join For Water avec l'appui du bureau Calipso.Ida. L'objectif de cette évaluation est de rendre compte des résultats obtenus à la DGD, mais l'évaluation aidera aussi Join For Water, ses partenaires et autres parties prenantes dans la définition, l'amélioration et la mise en œuvre de projets/programmes futurs. La forme d'une auto-évaluation assistée a été choisie pour augmenter l'appropriation des analyses et résultats par les équipes des partenaires et Join For Water.

2.2. Brève description du programme

Le programme de Join For Water au Mali présenté en 2016 dans le cadre du programme pluriannuel 2017-2021 et cofinancé par la DGD visait à améliorer l'accès à l'eau, l'hygiène et l'assainissement à travers 5 axes :

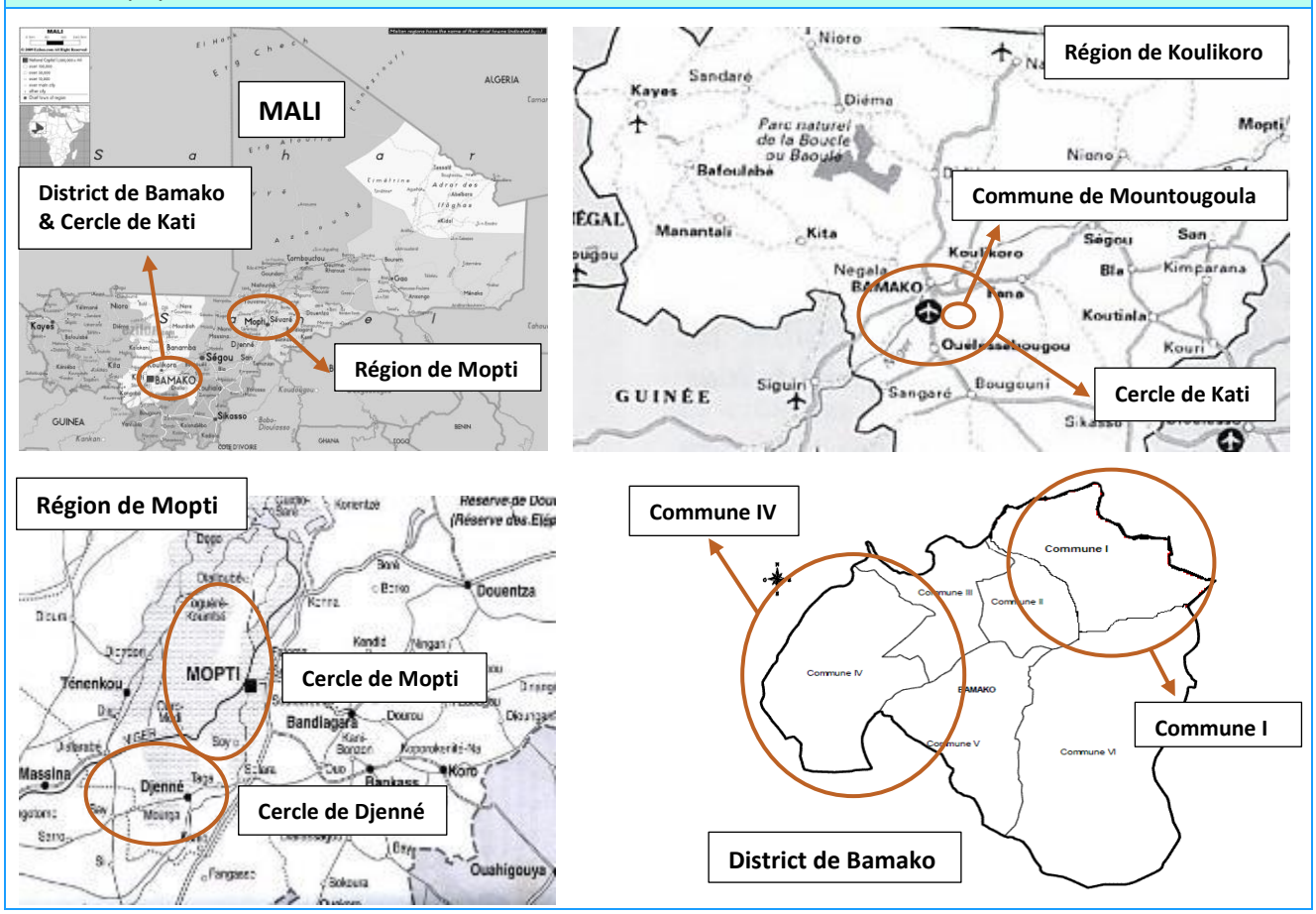
1. un meilleur accès aux infrastructures d'eau potable et productive et d'assainissement où la durabilité était prise en compte par l'approche basée sur la Maitrise d'Ouvrage Communale et le choix des technologies appropriées ;
2. l'amélioration des pratiques d'hygiène et d'assainissement par la prise de conscience avec un focus sur leur maintien dans le temps ;
3. l'application des principes GIRE avec la mise en valeur des ressources naturelles et l'eau qui contribue à la sauvegarde de la nappe phréatique, à la gestion des conflits autour de l'eau et à la gestion des ressources naturelles y afférentes ;
4. un service public de qualité grâce à la bonne compétence des acteurs et les bonnes relations entre eux grâce au renforcement des capacités ;
5. la valorisation d'expériences acquises par l'ensemble des partenaires et le plaidoyer.

Vu le contexte, œuvrer à un meilleur accès à l'eau et aux services d'hygiène et assainissement restait une priorité. Toutefois, suivant les acquis et les expériences tirées lors des programmes précédents, il était clair que se focaliser uniquement sur l'accès n'était pas suffisant pour aller vers un développement viable. Une attention particulière était donnée à la durabilité des acquis, qui était au cœur du programme et de la recherche-action qu'y était menée.

Ce programme impliquait la collaboration avec des partenaires communaux (Communes 1 et 4 de Bamako, Mountougoula dans la région de Koulikoro et Kewa, Konna, Korombana, Fatoma, Nema

Badenya Kafo et Ouroubé Doudé dans la région de Mopti) et les ONG : AMASBIF, ADéCB et Action Mopti. Notons que les communes de Kewa et Nema Badenya Kafo de la région de Mopti ont été abandonnés à mi-chemin du programme pour des raisons de sécurité et la commune de Socoura a été ajoutée.

Carte du pays avec localisation des interventions



2.3. Description du contexte au Mali

Pendant les cinq ans du programme la situation politique a resté instable, situation qui a commencé en 2012 avec des conflits armés dans le nord du pays et un coup d'état par des éléments de l'armée malienne. En 2020, Ibrahim Boubacar Keïta, le président démocratiquement élu en 2013, a été enlevé dans un autre coup d'état sous le commandement du colonel Assimi Goïta. Le président de transition, Bah N'Daw, était déjà mis de côté après quelques mois et succédé, à nouveau, par Assimi Goïta, jadis vice-président de la transition. Il a été proclamé par la cour constitutionnel comme président de la transition. Sous la pression de la CEDEAO et de la communauté internationale en sens large, il devrait annoncer un trajet menant à la restauration de la démocratie à court terme (élections au 27 février 2022), mais visiblement cela ne sera pas possible au regard des nouvelles orientations des autorités de la transition. En réaction, la CEDEAO a annoncé des sanctions. Cependant, d'autres observateurs extérieurs estiment en majorité qu'en l'état actuel, le Mali ne peut pas organiser des élections crédibles et sécurisés pour le retour à une vie constitutionnelle normale à cette échéance du 27 février 2027. En décembre 2021, les autorités de la transition ont organisé les Assises Nationales de la Refondation dont les résolutions donnent un délai de 6 mois à 5 ans pour l'organisation d'élections générales et le retour à une vie constitutionnelle normale.

En 2013, la signature des accords entre l'état malien et des groupes rebelles au nord y a instauré un certain ordre et stabilité. Dans le centre du pays (Région de Mopti) la situation est toujours très instable avec des conflits croisés entre armée malienne, MINUSMA, islamistes et djihadistes, interethniques et intercommunautaires, qui ont fait beaucoup de victimes. Les conflits se sont répandus vers les régions frontalières avec le Burkina Faso, le Niger et récemment avec la Mauritanie. A part des attentats aux lieux touristiques à Bamako en 2015 et 2017, la ville a été épargnée de la violence jusqu'à présent. Cependant l'instabilité dans le pays a résulté dans une affluence massive des populations affectées vers la ville, qui a connu une croissance énorme ainsi mettant de pression sur des infrastructures, services de base et ressources naturelles. Généralement, la situation socio-économique dans le pays est faible.
Au Mali, le 1er cas confirmé positif au COVID-19 a été enregistré courant le 1er trimestre 2020. Depuis, les statistiques nationales font état d'une évolution en dents de scie de la maladie selon les vagues successives. Le Gouvernement a immédiatement mis en place une stratégie de riposte contre cette pandémie avec les communications sur les mesures barrières et par la suite par se doter de vaccins de divers types. Malheureusement, on note une certaine réticence de la population à se faire vacciner. A cela il faut ajouter les mesures sociales et économiques au profit de la population et des opérateurs économiques en vue d'atténuer les effets de la pandémie. Dans un premier temps le bureau de Join For Water Mali s'est conformé aux mesures barrières édictées par l'Etat et les institutions internationales (port de masque, télétravail, lavage des mains, distanciation sociale…). Par la suite, Join For Water Mali s'est associé aux efforts nationaux en vue de réduire, voire arrêter, la progression de la maladie. Diverses actions ont été menées par Join For Water et ses partenaires, notamment l'information et la formation des populations et la distribution de kits d'hygiène.
A Bamako et Mountougoula, la mise en œuvre du programme n'a pas connu des grandes difficultés, si ce n'est pas que le nombre et la taille des infrastructures réalisées ne suivent pas la croissance démographique, la pression sur les ressources naturelles augmente et les autorités locales ont souvent d'autres priorités que le domaine de l'eau. Malgré la situation précaire dans la région de Mopti, l'ONG Action Mopti en collaboration avec les autorités locales et les communautés ont pu réaliser la plupart des activités prévues. Ceci a nécessité de la prudence et du courage de ces acteurs sous menace des groupes armés. Dans ce contexte, des missions de suivi par Join For Water étaient quasi impossibles et des réunions étaient tenues hors zone d'intervention ou en ligne. Aussi l'auto-évaluation du programme n'a pas pu être exécutée sur le terrain même et a été remplacée par des échanges entre acteurs.
Pour ce qui concerne le travail de terrain de l'auto-évaluation, il a pu être mené à bien, mais l'implication et la disponibilité des autorités n'étaient pas optimale et beaucoup de temps était perdu dans la circulation, notamment sur le trajet Bamako-Mountougoula.

2.4. Description du processus d'auto-évaluation assistée

L'auto-évaluation comportait trois étapes. D'abord, une phase préparatoire au cours de laquelle les participants de Join For Water et les partenaires ont été formés par Calypso.lda par le biais de 3 sessions discontinues en ligne. Ensuite, le travail sur le terrain et la synthèse ont été effectués. Finalement, les conclusions du travail de terrain ont également été discutées et distribuées lors d'une restitution finale avec un groupe représentant les parties prenantes dans le programme. Après, un rapport a été rédigé sur la base des résultats du travail sur le terrain et de l'analyse des sources d'information objectives (voir tableau annexe 8.1).

2.4.1. Equipe d'évaluation

Outre les deux membres de Calipso.lda, Nico Bakker et Raja Litwinoff, l'équipe d'auto-évaluation était composée de membres des partenaires ONG et communes et de Join For Water (du Mali, du Bénin et de la Belgique). Cette configuration visait à créer une équipe avec des regards internes et externes et

des points de vue différents, ainsi pour faciliter l'apprentissage. Dans le tableau ci-dessous, la composition de l'équipe est présentée.
NB : Notons que l'ONG Action Mopti, partenaire de la mise en œuvre du programme à Mopti n'a pas participé à ce processus d'auto-évaluation et que les visites de terrain n'ont pas concernées cette zone pour raison d'insécurité. Toutefois, les rapports, enquêtes et suivis réalisés au cours du programme ont été pris en compte dans l'analyse et les résultats.

AMASBIF	Boubacar DIARRA
ADéCB-Mali	Abdoul Karim KEITA et Birama SAMAKE
Commune I	Souleymane DEMBELE
Commune IV	Bakary DIALLO
Commune de Mountougoula	N'koro DOUMBIA
Join For Water – Mali	Ahmed KAM, Moussa FOFANA, Awa TRAORE, Yassi DIABY
Join For Water – Bénin	Jean-Patient KAPKO
Join For Water – Belgique	Brent DE SMEDT (8-10/12), Harald van der HOEK

Débout de gauche à droite : Harald, Diarra, Samaké, Kady, Fofana, Kam, Dembélé, Diallo, Bana, Jean Patient, Yassi, Toutouba
Assis de gauche à droite : N'koro, Abdoul, Awa

2.4.2. Formation en ligne

Pendant la formation, des questions évaluatrices ont été formulées pour compléter celles du siège. Les questions spécifiques sont adressées dans le chapitre 4 sur les changements induits par le programme (voir annexe 8.2).

2.4.3. Travail de terrain

L'équipe d'évaluation a été enrichie par l'arrivée de 2 collègues de Join For Water (une personne du siège et une personne du Bénin). Le chef du service programme au siège en mission au Mali a participé à l'évaluation pendant les 3 premiers jours. La phase terrain de la mission d'évaluation qui s'est déroulée du 8 au 17 décembre a été consacrée à la présentation du programme, des outils d'évaluation et du planning finalisés à l'ensemble de l'équipe d'évaluation, aux visites et entretiens terrain. Cela a

permis notamment aux 3 personnes externes de mieux comprendre le contexte d'implémentation du programme et de son évaluation.

Le travail de terrain a consisté en des groupes de discussion, des entretiens semi-structurés, des observations de terrain, etc... Les différentes séances d'échanges ont été modérées par le personnel des organisations partenaires (communes et ONG) et de Join For Water. Des guides d'entretien élaborés par type de partie prenante ont soutenu ces rencontres (voir annexe 8.5).

Les parties prenantes enquêtées lors de la mission d'évaluation

Parties prenantes
Communes (Maire ou adjoint du Maire, le Président de la commission EHA de la commune, 2 agents : Segal + régisseur/plateformes)
AUEP-CGPE/fontainiers, CVEHA
CLE
Ecoles (élèves, enseignants)
Ménages

Pendant la mission, les critères de l'OCDE et les thèmes sur le genre et de la participation ont structuré l'analyse de l'ensemble des informations collectées par les équipes d'évaluateurs (données recueillies lors des enquêtes, données du suivi-évaluation, suivi budgétaire, rapports annuels …). Les principaux changements induits, les forces et faiblesses du programme ont été répertoriés par l'équipe d'évaluation afin d'intégrer ces éléments d'analyse dans le rapport final.

Comme déjà mentionné, pour des raisons sécuritaires le travail de terrain n'a pas pu être effectué dans les communes de la région de Mopti. Afin de pouvoir collecter un minimum de données sur place, le coordinateur de projet en charge du volet Mopti a profité de la réunion de clôture du programme en fin décembre pour avoir une discussion avec les parties prenantes réunies. Lors de cette rencontre de Mopti, il a recueilli les impressions de l'équipe de l'ONG Action Mopti sur le déroulé du programme et les témoignages de certaines autorités locales impliquées dans la mise en œuvre.

2.4.4. Restitution

Tenue le 28 janvier 2022, dans la salle de conférence de Join For Water/Protos – Bamako en présentielle et ligne, la restitution des premières conclusions de l'évaluation du MYP4 Mali a eu lieu. Elle a connu la participation des structures suivantes (voir liste de présence en annexe)

- Communes : 4 Elus, coordinateurs de plateformes, technicien communal
- Services techniques : 3 DRA (Koulikoro), DRH (Bamako), CAP
- Villages et quartiers : 2 Chefs de villages et chefs de quartiers
- ONG IS : 5 Directeur de programme (AMASBIF), coordinateurs (ADéCB, Action Mopti et AMASBIF)
- Ecoles : 2 directeurs d'écoles
- Organisations communautaires de base : 4 AUEP, CGPE, CLE, associations de maraichères
- Join For Water Mali : 1 Coordinateurs pays, 2 coordinateurs de projet et programme et 1 assistant technique
- Join For Water Belgique : Service programme (1 collaborateur)
- Calipso : 2 Consultants

A la suite de la présentation des résultats et analyses axés sur : (i) Principaux résultats atteints, (ii) Changements induits, (iii) Forces et faiblesses et (iv) Qu'aurions-nous pu faire différemment ? Les représentants de toutes les structures présentes se sont exprimés sur le contenu du rapport provisoire.

Les participants ont validé les résultats et conclusions présentés. Des interventions ont eu lieu et se répartissent en : **(i)des témoignages et remerciements et (ii) des contributions et des commentaires qui sont pris en compte dans ce présent rapport** (voir annexe 8.7).

2.4.5. Rapport

Ce présent rapport a été rédigé sur base de différentes sources d'information suivantes dont la triangulation a permis la validation des conclusions.

- **Travail de terrain** : Informations issues d'entretiens et d'exercices participatifs avec les différentes parties prenantes du projet et observations lors des visites de terrain.
- **Système de suivi de Join For Water et des partenaires :** rapports annuels, cadre logique, etc.
- **Documents à l'appui de l'atteinte des indicateurs**, tels que les contrats, les rapports de réunion, enquêtes et autres outils utilisés pour le renseignement des indicateurs du cadre logique, etc.
- **La restitution** : Les recommandations formulées par les participants à la restitution.

Les sources d'information figurent dans les annexes et les références bibliographes.
Ce rapport est l'œuvre de l'équipe Join For water (Mali & Siège) assisté par le bureau de consultants Calipso.Ida.

2.4.6. Limites de l'évaluation

Les limites de l'évaluation peuvent être signalées à différents niveaux :

- **Inexpérience de l'équipe :** malgré la diversité de l'équipe d'évaluation (Join For Water, AMASBIF, ADéCB, Communes), il n'y avait pas d'expert en la matière d'auto-évaluation. Cette évaluation a été un processus d'apprentissage pour tous les membres de l'équipe impliqués, tant en termes de réflexion sur les réalisations du projet que sur son développement et son évaluation. Les leçons tirées de ce processus seront utiles à toutes les parties à l'avenir. Cependant, une auto-évaluation par une équipe ayant peu d'expérience sur le terrain reste un exercice assez difficile, même si des évaluateurs externes étaient disponibles pour des conseils et un soutien à distance. Un développement plus poussé des outils de collecte et d'analyse aurait pu aider davantage à la préparation d'activités d'évaluation.
- **Triangulation :** L'organisation en trois équipes qui répétaient les mêmes types de visites a permis d'avoir de multiples sources d'information, et combinées avec d'autres sources, ont aidé à trianguler les résultats et les observations. Cependant, en raison des contraintes de temps (voir ci-dessous), la taille des échantillons pour les entretiens était limitée, ce qui restreint le degré de triangulation des résultats. De même, en se divisant en équipes, l'accent n'a pas été mis de la même manière sur plusieurs problèmes/questions, malgré le fait qu'on disposait du même guide et de la même liste de questions. (Si une seule personne pose toutes les questions, il est plus facile d'être cohérent). Des interprétations différentes dans la prise de notes peuvent également avoir une influence sur les résultats et les conclusions finales.
- **Disponibilité du temps** : Le travail sur le terrain a été effectué en 4 jours. C'était très court surtout pour la zone Mountougoula, en absence d'un hôtel, beaucoup de temps était perdu dans les embouteillages. Cependant, grâce à une bonne préparation et planification, à la division en trois équipes et à des discussions approfondies, nous avons réussi à rassembler les informations.

- **Accessibilité géographique** : Le contexte sécuritaire dans la région de Mopti décrit ci-dessus, l'a exclue de l'évaluation proprement dit. Aussi la distance et le temps limité auraient été des facteurs contraignants pour une considération réelle de cette zone

dans l'évaluation. Néamoins dernier comité de pilotage du programme organisé par Action Mopti avec les autorités locales a permis de récolter des données et autres informations, mais des visites de terrain étaient impossibles ;

- **Accessibilité de l'information** : Toutes les données n'étaient pas disponibles au démarrage du travail de terrain. Par exemple, les données des enquêtes renseignant les valeurs d'indicateurs du cadre logique étaient analysées seulement vers la fin. Il ressort des enquêtes que les budgets et les dépenses consacrés à l'eau et à l'assainissement se sont accrus de 2017 à 2021 sans que cela soit traçable dans les documents financiers des communes. Les constatations et analyses sont réalisées sur base des données disponibles et les perceptions et appréciations des personnes interviewées. Cela limite les possibilités de soutenir de manière approfondie les résultats basés sur des données objectives. Cependant, en combinant différentes sources d'information (entretiens avec les bénéficiaires, entretiens avec des représentants des communes et des ONG et documentation telle que les contrats et les plans d'action), nous pensons avoir fait le meilleur usage des données disponibles.
- **Collecte de l'information** : L'évaluation n'a pas consulté les données des centres de santé dans le but de confirmer ou infirmer la tendance en lien avec l'amélioration de la santé. Aussi, l'évaluation ne s'est pas penchée véritablement sur la part de l'autoconsommation dans l'alimentation des ménages. Puis, le programme a investi dans les réalisations d'ouvrages de mobilisation des ressources en eau surtout souterraines sans pour autant mettre en place un système de suivi (réseau piézométrique) donc une évaluation des impacts au cours, moyen et long terme sur la ressource elle-même mais aussi sur les écosystèmes. Enfin, l'évaluation n'a pas prévu des discussions avec les responsables des ONG partenaires et les représentants de l'Etat. Plus de temps disponible à consacrer au travail de terrain aurait pu combler au moins partiellement ces lacunes.
- **Difficultés à apprécier les impacts** du programme : les indicateurs du cadre logique n'abordent pas cet aspect, aucun suivi spécifique n'a pu être mené là-dessus, ce qui rend très difficile la triangulation des quelques éléments d'impacts relatés lors des rencontres avec les bénéficiaires.

Signalons tout de même que l'exercice de l'évaluation a été globalement très bien apprécié par l'équipe mise en place, notamment en termes d'apprentissage interne et de capitalisation du programme.

3. Résultats du programme en fonction des indicateurs objectivement vérifiables

3.1. Introduction

Avant de discuter du degré d'atteinte des résultats et des indicateurs correspondants, nous donnerons d'abord un aperçu de certains concepts clés utilisés tout au long du programme et de leurs définitions par Protos/Join For Water dans le cadre de ce MYP5. Nous fournirons également une brève analyse critique de l'analyse initiale des risques et des indicateurs du cadre logique (voir le cadre logique en Annexe 8.5).

3.1.1. Concepts clé

Définition d'accès universel aux services d'eau potable et/ou assainissement (extrait TDR évaluation à mi-parcours) : L'accès universel signifie que tous les habitants d'une zone bien définie peuvent avoir accès à l'eau potable et/ou à l'assainissement. L'accès universel inclut donc aussi les plus vulnérables.

L'accès à un service signifie qu'il n'y a pas

- de freins techniques
    - pour l'eau potable : l'infrastructure existe et l'eau arrive où il le faut, à une distance acceptable de tous les domiciles ;

    - pour l'assainissement : il y a des modèles de latrines disponibles pour tous, le service de vidange est capable de se rendre sur place partout ;
- de freins sociaux : le service fonctionne de manière équitable sans privilégier en aucun moment le service à qui consomme et paye plus ;
- de freins physiques : les personnes à mobilité réduite (handicap, âge, …) peuvent faire appel au service ;
- de freins financiers : le prix est tel qu'aussi les familles plus vulnérables peuvent se permettre d'acheter le minimum vital ;
- de freins institutionnels : les politiques communales facilitent l'accès des vulnérables aux services.

Notons que les projets de Protos/Join For Water sont sensés **contribuer** à cet accès universel, mais ne peuvent ou doivent pas toujours avoir l'ambition d'arriver à cet accès universel vu les moyens qui restent souvent limités comparés aux défis. Il s'agit donc plutôt de la mise en place de stratégies appropriées qui permettent – au fil du temps – d'arriver à cet accès universel. Par exemple : par le renforcement des autorités locales dans la mise en pratique de la maîtrise d'ouvrage communale, les communes auront les capacités pour augmenter l'accès. Ce qui ne signifie pas que cet accès sera réalisé dans le cadre du projet.

Finalement : un accès universel ne signifie pas toujours l'utilisation universelle car ceci est lié au propre choix (p.ex. ne pas vouloir payer).

GIRE et vision intégrée : La gestion intégrée des ressources en eau est souvent définie comme "*un processus qui favorise le développement et la gestion coordonnés de l'eau, de la terre et des ressources connexes, afin de maximiser le bien-être économique et social qui en résulte de manière équitable sans compromettre la durabilité des écosystèmes vitaux*" (Partenariat mondial de l'eau). Avec la GIRE, il est important de garder à l'esprit qu'il ne présente pas un ensemble de solutions clairement définies. Il s'agit en réalité d'un processus qui tente de gérer l'eau à partir d'une vision intégrée, en adhérant à plusieurs principes : (1) l'intégration entre les secteurs (par exemple santé, infrastructures, environnement, développement), (2) l'intégration des utilisations de l'eau (par exemple, l'eau potable, l'assainissement, l'hygiène), (3) l'intégration avec l'environnement, et (4) l'intégration avec les communautés.

3.1.2. Analyse critique de l'analyse de risques initiale

Une évaluation initiale des risques a été réalisée avant le début du programme. Les risques possibles étaient l'insécurité politique, sociale et physique, l'occurrence des conflits communautaires, le contexte économique instable, la remise en question des politiques sectorielles ou de décentralisation, des évènements climatologiques ou épidémiologiques, la mobilisation insuffisante des services techniques, des conflits entre communautés et groupements d'utilisateurs, des changements importants chez des partenaires. Après 5 ans, nous devons confirmer malheureusement que pratiquement tous les risques sont réellement devenus des défis, auxquels les partenaires et Join For Water ont dû réagir.

Risques/défis	Effets
Insécurité politique, sociale et physique Occurrence des conflits communautaires	La volatilité de la situation sécuritaire dans la Région de Mopti a amené les équipes opérationnelles à développer constamment des plans « B ». Même si des résultats ont pu être atteints, le programme a dû abandonner 2 communes dans le delta intérieur. Plusieurs Maires et autres élus ainsi que des agents de services techniques ont abandonnés leurs postes et n'étaient plus

Mobilisation insuffisante des services techniques	disponible pour apporter leur rôle à la mise en œuvre du programme. Une série de grèves a empêché l'implication effective des agents de services techniques et du personnel d'école à plusieurs reprises. Ceci a mené au report des activités et diminué l'ancrage institutionnel.
Contexte économique instable	Des transactions entre banques ont été perturbées, ce qui a été ressentie notamment par les prestataires de services et de biens. Les communautés avaient moins de capacités financières pour payer le service d'eau potable et pour des investissements dans l'assainissement (latrines, lavoirs-puisards).
Remise en question des politiques sectorielles ou de décentralisation	Malgré les coups d'état et la phase de transition, le programme n'a pas vraiment ressenti les effets. Les conseils communaux n'ont pas été dissous et ont pu continuer à fonctionner.
Evènements climatologiques ou épidémiologiques	La pandémie Covid-19 et les mesures de distanciation sociale du gouvernement et de Join For Water ont sérieusement impacté le déroulement de bon nombre d'activités « soft ».
Nouveau risque/défi	
Crise alimentaire	Du fait de l'impossibilité pour une partie de la population dans la Région de Mopti à exploiter leurs exploitations agricoles, la famine s'est installée dans certaines zones d'intervention. Dans ce contexte, la population concernée est plutôt préoccupée par la recherche d'alimentation qu'autre chose. Les activités programmatiques auxquelles ces populations sont sollicitées ne sont plus une priorité pour elles.

3.1.3. Analyse critique du cadre logique et des indicateurs

Le cadre logique, comprenant les résultats et les indicateurs, a été développé au début du programme et approuvé par la DGD. Néanmoins, au cours du programme quinquennal et de l'auto-évaluation, il est apparu clairement que certains indicateurs posent certains problèmes pour évaluer les changements réels qui se sont produits. Tous les indicateurs ne sont pas faciles à mesurer, ou les données externes ne sont pas collectées de manière cohérente tout au long du programme. Les indicateurs et les défis sont discutés ci-dessous, ainsi qu'une appréciation de la réalisation des résultats. L'expérience acquise avec ces indicateurs nous aidera à affiner notre stratégie de suivi et d'évaluation dans les programmes futurs (voir les recommandations).

Les valeurs de certains indicateurs du cadre logique initial ont fait l'objet d'une modification à mi-chemin de l'intervention, via un avenant soumis par Join For Water et approuvée par la DGD. A la suite des difficultés dans la réalisation de la Station de Traitement des Boues de Vidange (STBV) à Bamako, Join For Water et ses partenaires ont conclu que cette infrastructure fortement attendue n'est plus réalisable. A partir de cet instant, les fonds non encore engagés ont été réinvestis au profit d'autres types d'ouvrages avec l'accord de la DGD.

Logique d'intervention et cadre logique

- Les résultats 1, 2 et 4 entrent entièrement dans la logique d'intervention pour atteindre le changement final au niveau de l'objectif (= accès durable à l'eau et à l'assainissement) : il faut d'abord que les infrastructures soient disponibles et fonctionnelles et chaque acteur doit avoir les capacités pour jouer son rôle dans l'utilisation, l'accompagnement, la gestion etc.

- Le contenu du résultat 3 cadre aussi dans la logique d'intervention, mais va aussi plus loin que 'l'accès amélioré' et s'inscrit déjà dans la nouvelle stratégie de Join For Water : la protection et la conservation des ressources en eau afin de pouvoir valoriser les services écosystémiques.
- Le résultat 5 est un résultat plus transversal de capitalisation et de partage d'expériences ; il contribue à la durabilité et au renforcement du secteur. Il a donc aussi sa place logique dans l'intervention.

Indicateurs

- Le nombre d'indicateurs par résultat/objectif est limité : ceci est un choix volontaire de Join For Water et les partenaires et aussi demandé par la DGD. De ce fait, les indicateurs donnent certaines indications sur l'avancement des résultats mais ne peuvent pas couvrir la totalité des aspects.
- La formulation de certains indicateurs est plutôt au niveau 'output' (voir IR1.1, IR1.2, IR1.3, IR2.2 et IR5.1).
  - Cependant, pour IR1.1 la construction/réhabilitation d'ouvrages eau potable va au-delà d'une simple activité, mais montre aussi tout un processus de maîtrise d'ouvrage qui est derrière ces réalisations. Et pour IR1.2 et IR2.2 l'indicateur dépasse la simple construction mais regarde aussi le changement au niveau de l'utilisation.
  - Pour le R5, il serait idéal d'avoir un indicateur qui mesure l'utilisation des expériences par d'autres acteurs, mais un tel indicateur est très difficile à suivre et des changements chez d'autres acteurs sont encore plus difficiles à attribuer à la diffusion d'expériences.
- Certains indicateurs sont qualitatifs ce qui ne devrait pas poser un problème en soi pour leur suivi, pour autant que leur formulation soit bien claire. Dans les scénarios de suivi (cf. Manuel de suivi), il est explicitement décrit ce qu'on veut vraiment mesurer.
- Les sources mentionnées dans le cadre logique concernent surtout les rapports (internes) d'activités, des observations de terrain et les rapports d'autorités et services techniques. Le nombre de sources externes est limité et les chiffres se basent largement sur des données internes. Lors de l'évaluation l'équipe a essayé de collecter des données des sources, mais n'y a pas bien réussi. Parfois ces données n'existent pas, ou pas très désagrégées comme les budgets communaux, qui ne reflètent pas la partie pour le domaine de l'eau dans le budget total.
- Malgré les marges de progrès indiqués dans le cadre logique, l'évaluation a pu analyser les différents indicateurs pour tirer des conclusions suffisamment solides sur l'atteinte des résultats et de l'objectif.

3.2. Discussion des résultats et des indicateurs

Ce chapitre est inspiré d'une interprétation de l'atteinte des différentes cibles des indicateurs. Deux types d'indicateurs ont été suivis dans le cadre du programme : i) les indicateurs d'objectif spécifique qui sont orientés sur les impacts de l'action et ii) les indicateurs de résultats qui sont axés sur la réalisation des activités et leurs effets.

L'analyse des indicateurs a été facilitée du fait de l'existence d'un système de suivi des indicateurs dont les grands éléments sont déclinés dans un manuel de suivi et évaluation élaboré en interne. Les données récoltées lors de la dernière collecte annuelle de décembre 2021, ont servi de matière pour affiner l'analyse des indicateurs.

3.2.1. Outcome

Outcome/Objectif spécifique : D'ici 2021, l'accès à l'eau (potable et productive), l'hygiène et l'assainissement dans le District de Bamako et dans les Régions de Koulikoro et Mopti est amélioré de façon participative, durable et équitable.

IO.1 : Proportion des populations ayant un accès à un point d'eau géré de manière efficace, efficiente et durable		
	Valeur prévue	Valeur réalisée
Bamako	50%	90%
Koulikoro	90%	78%
Mopti	75%	85%

Commentaires : Cet indicateur d'objectif dans le cadre du programme prend en compte l'existence des infrastructures d'approvisionnement en eau potable combinée aux mécanismes de leur bonne gestion. Les cibles sont totalement atteintes pour les zones de Bamako et Mopti et partiellement atteintes pour Koulikoro. Ce résultat est le fruit de la qualité du processus de réalisation des ouvrages, de suivi des travaux et d'opérationnalisation des systèmes et outils de gestion. L'évaluation à mi-parcours a mis en relief les points d'attention et la réponse managériale a permis de prendre en compte ces points : (i) amélioration du rôle social et communautaire des points d'eau potable, (ii) la révision de la tarification du service d'eau, (iii) renforcer le suivi des dépenses des comités de gestion, (vi) renforcer le plaidoyer envers les communes.
Pour la zone de Koulikoro, précisément la commune rurale de Mountougoula, la cible n'est pas totalement atteinte, non pas parce que des ouvrages de qualité n'existent pas et/ou sont mal gérés, mais seulement qu'il manque encore l'autonomisation totale au niveau de certains points de gestion, telles que les tenues des séances de reddition de comptes et la vente de l'eau au volume en milieu rural.
Explication de l'indicateur : L'accès à un point d'eau fait ici référence à l'existence d'ouvrages d'eau potable à proximité toutefois sans définir la distance, ni du niveau de satisfaction et de capacités à payer le service. Par rapport la gestion efficace, efficiente et durable, l'indicateur ne mesure que : (i) le bilan global annuel de gestion financière du point d'eau, (ii) le nombre de jour fonctionnel, le niveau de propreté, (iii) sa mise en œuvre et suivi par une délégation de service communale et (iv) les tenues de séances de redditions de compte par le gestionnaire et la collectivité.
Critiques/insuffisances : Cet indicateur ne prend pas en compte certains critères aussi importants de l'accès tels que : la disponibilité réelle de l'eau en quantité et qualité pour les usages et usagers et des conditions et modalités pour bénéficier du service et en fonction des besoins. Aussi, la notion de proportion ne répond pas totalement à la rigueur statistique en rapport avec la taille des échantillons pris lors des enquêtes et ne fait pas référence/ou ne reflète pas la réalité de tout le territoire communal. En dépit de ces insuffisances, cet indicateur fournit une appréciation de l'offre en termes de disponibilité et des mécanismes de gestion des ouvrages.

IO.2 : Proportion des populations ayant un accès à un service d'assainissement efficace, efficiente et durable		
	Valeur prévue	Valeur réalisée
Bamako	80%	94%
Koulikoro	65%	76%
Mopti	80%	82%

Commentaires :Les cibles de cet indicateur sont atteintes dans toutes les zones. En plus de la qualité de la stratégie mise en place, des facteurs internes et externes ont contribué à cette atteinte, p.ex. en interne l'abandon de la STBV a réorienté des fonds prévus comme apport au projet ACASIA (UE) vers la réalisation d'ouvrages et l'extension du processus ATPC dans zones supplémentaires en milieu rural. En termes de facteur externe, l'avènement de pandémie COVID-19 avec l'implication et l'amplification de l'importance de l'hygiène, a boosté l'amélioration des pratiques.
Explication de l'indicateur : Cet indicateur est basé sur la disponibilité surtout de latrine familiale répondant aux standards nationaux dans les ménages et leurs utilisations effective par les ménages

(hommes, femmes et enfants) et aussi des latrines scolaires. IL prend aussi en compte l'existence de "service professionnel" de vidange mécanique et manuelle.

Critiques/insuffisances : Cet indicateur d'objectif tout comme le précédent n'est pas statistique. Il prend en compte les facilités, disponibilités, usages et pratiques en termes d'assainissement et les mécanismes mis en place pour un service de qualité, accessible et bien géré. Tout comme OS.1, l'indicateur OS.2 n'est pas fondé sur une méthodologie statistique rigoureuse et ne tient pas compte de l'échelle d'assainissement. La gestion efficace, efficiente et durable se résume au bon usage et à l'entretien des ouvrages familiaux et à la bonne fonctionnalité des comités de gestion scolaire des ouvrages et des comités des ouvrages publiques (Réseaux d'Egout à Faible Diamètre (REFAID) et latrines communautaires publiques). La qualité du service de vidange ainsi que les capacités financières des populations ne sont pas intégrées dans la mesure de cet indicateur.

IO.3 : Augmentation des bénéfices moyens par producteur/ productrice des jardins maraîchers et périmètres irrigués		
	Valeur prévue	Valeur réalisée
Koulikoro	550.000 FCFA/ha	620.000 FCFA/ha
Mopti	800.000 FCFA/ha	718.000 FCFA/ha

Commentaires : Cet indicateur qui ne concerne que les zones de Koulikoro et Mopti mesure les revenus monétaires de l'exploitation des périmètres et jardins maraichers réalisés et/ou encadrés dans le cadre du programme. Cet indicateur ne prend pas directement en compte la part des productions consommée par les exploitantes quant bien qu'une partie non négligeable est auto-consommée. Nonobstant, les cibles de cet indicateur ont été atteintes dans les deux zones. A Mopti, pour les raisons d'insécurité, seul le périmètre de la commune de Socoura est exploité à ce jour. Les résultats révèlent la qualité des intervenants, des choix technologiques adoptés, de l'organisation et gestion des exploitantes car les périmètres et jardins sont en majorité exploités par les femmes regroupées en association ou coopérative.

Explication de l'indicateur : Cet indicateur mesure les bénéfices globaux en termes de revenus financiers de l'exploitation des périmètres encadrés ramenées à l'hectare. Il est calculé sur la base des comptes d'exploitations des associations et coopératives exploitantes et aussi sur la base des productions.

Critiques/insuffisances : Les bénéfices ne sont pas directement calculés par productrice mais par périmètre et par commune. Etant donné que plusieurs sortes de système d'exploitation existent : (i) exploitation individuelle en rotation, (ii) exploitation collective avec bénéfice partagé, (iii) exploitation collective à produits partagés et une partie de revenu épargnée ; les montant mentionnés ne peuvent donner une appréciation réelle de l'augmentation des bénéfices par productrices. Et vue les différentes formes d'exploitation, l'écart-type peut être très grand d'une exploitante à l'autre voir d'un périmètre à l'autre.

3.2.2. Résultat 1

R1 : D'ici 2021, la disponibilité en infrastructures d'eau et d'assainissement est accrue dans les Communes I et IV du District de Bamako et dans la Commune de Mountougoula de la Région de Koulikoro

Ce résultat du programme sur les infrastructures est basé sur la disponibilité des points d'eau potable dans les zones avec les réalisations et réhabilitations prévues mais aussi la fonctionnalité.

IR.1.1 : Nombre supplémentaire d'infrastructures d'eau fonctionnelles		
	Valeur prévue	Valeur réalisée
Bamako	+2 PE dans les quartiers ; +7 PE dans les écoles	+7 PE dans les écoles +5 PE dans les communautés (dont 1 kiosque dans les quartiers et 4

		systèmes de traitement d'eau dans les campements Bozo)
Koulikoro	+15 PE au total	+4 nouveau PMH dans les écoles +11 PMH réhabilités dans les villages +4 nouveaux SHVA (eau potable et productive) +4 puits surcreusés de PM (attribués aux besoins agricoles)
Mopti	+0	+1 AES réhabilitée

Les cibles qui étaient de 9 points d'eau (7 dans les écoles et 2 en communautés) à Bamako et de 15 points d'eau à Koulikoro (4 dans les écoles et 11 en communautés) ont été atteintes voir dépassées avec **12 points d'eau potable à Bamako** (7 dans les écoles et 5 en communautés) et **19 Points d'eau potable réalisés/réhabilités à Koulikoro, 4 puits à grand diamètre pour les besoins d'eau agricole ont été surcreusés.**

SHVA mixte du village de Tangala dans la commune de Mountougoula

A Mopti il n'était pas prévu d'ajouter ou de réhabiliter des infrastructures d'eau, mais grâce à la réorientation des fonds destinés à la STBV, un AES a pu être réhabilitée. Rappelons que l'AES réhabilitée est située dans le village de Bokoré, dans le Commune rurale de Ouroubé-Doudé. La taille du village est d'environ 6000 personnes.

Il est à noter qu'au regard des besoins en ouvrages dans les zones, des capacités de réalisation de l'équipe Mali, le siège de Join For Water a alloué au programme de fonds additionnels[1] pour améliorer davantage la disponibilité des ouvrages et pour renforcer les capacités des jeunes filles au niveau scolaire. Ces fonds ont permis les réalisations de 2 blocs de latrines GHM à Bamako, 1 forage de renforcement de capacité du SHVA à Tangala et 1 borne fontaine à Tiéné à Koulikoro.

IR.1.2 : Nombre supplémentaire d'infrastructures d'assainissement fonctionnelles		
	Valeur prévue	Valeur réalisée
Bamako	+12 latrines scolaires ; +1 REFAID avec 70 branchements +1 STBV	+12 latrines VIP dans les écoles +4 blocs latrines GHM scolaire (8 cabines) +7 blocs de latrines VIP (14 cabines) aux campements Bozo

[1] Il s'agit d'un redistribution du budget d'autres pays dans le cadre du programme DGD

		1 REFAID réhabilité avec 6 nouveaux branchements
Koulikoro	+30 latrines scolaires	+35 latrines scolaires

Cet indicateur de résultat avait une valeur cible de 12 latrines scolaires, 1 REFAID avec 70 branchements et 1 STBV pour la zone de Bamako. Pour le milieu rural, notamment Koulikoro (Mountougoula), il était prévu 30 latrines scolaires. La cible a été atteinte voir dépassé à **Koulikoro avec 35 latrines scolaires et à Bamako avec 20 latrines scolaires et 14 latrines à usage communautaire public** pour les populations spécifiques dans des campements Bozo sur les ilots du fleuve Niger à Bamako.

Bloc de latrine scolaire avec cabine pour la Gestion Hygiénique des Menstrues à l'école Falaba Issa en commune I de Bamako

Par contre, le nouveau REFAID prévu en commune 1 de Bamako n'a pas été réalisé eu regard de l'incapacité de l'autorité communale à son temps de trouver des solutions idoines en vue de faciliter les investissements dans la commune notamment la STBV n'a pas pu être construite pour raison de litige foncier au cours de l'exécution. Dans la prudence, certains investissements ont été réorientées et/ou converties. Toutefois, un ancien REFAID (quartier de Sikoro en CI de Bamako) a été réhabilité et a connu 6 nouveaux branchements et aussi l'engagement des ménages connectés à payer les frais de cotisation.

IR.1.3 : Superficies de périmètres/ jardins maraîchers valorisée		
	Valeur prévue	Valeur réalisée
Koulikoro	+4 ha PM	+ 4,75 ha PM
Mopti	+0 ha PM, PIV	7 + 0 ha PM 39 + 0 ha PIV

Cet indicateur de résultat a pour cibles les superficies des exploitations maraichères valorisées. Ceci avec l'aménagement et la mise en exploitation de nouveaux périmètres et l'exploitation et l'encadrement d'anciens périmètres.

Périmètre maraicher du village de Tangala dans la commune de mountougoula

Comme cible à atteindre, il y avait 2,5 ha existants et 4 ha supplémentaires à réaliser à Koulikoro (Mountougoula) et 7 ha de périmètres maraichers et 39 ha de Petites Irrigations Villageoises existants à mettre et/ou encadrer pour exploitation dans la région de Mopti.
Ces cibles ont été atteintes avec 4,75 ha de nouveaux périmètres aménagés et exploités à Koulikoro (Mountougoula) et les 7 ha de périmètres maraichers et 39 ha de PIV mis en exploitation à Mopti jusqu'à ce que la situation d'insécurité a atteint le point qu'aucun exploitation et suivi n'en soit possible**.**

3.2.3. Résultat 2

R2 : D'ici 2021, la population des quartiers d'intervention des Commune I et IV (District de Bamako), de la Commune de Mountougoula (Région de Koulikoro) et de la Commune de Kewa (Région de Mopti) a adopté de bonnes pratiques en matière d'eau, hygiène et assainissement.
En plus d'améliorer l'accès à des ouvrages d'eau, d'assainissement et d'hygiène, le programme ambitionnait l'adoption des bonnes pratiques en matière d'eau, d'hygiène et d'assainissement. Les cibles de cet indicateur de résultat ont été globalement atteintes aussi bien en milieu scolaire que communautaire. Ce résultat est le fruit en plus des actions de sensibilisation, d'IEC, de la mise en place des comités d'hygiène et d'assainissement dans les quartiers et villages mais il faut aussi noter que l'avènement de la COVID-19 a boosté positivement l'adoption des bonnes pratiques d'hygiène avec l'amplification des messages par nous et plusieurs autres acteurs.

IR.2.1 : Pourcentage de la population des zones cibles ayant amélioré leurs pratiques d'hygiène et d'assainissement		
	Valeur prévue	Valeur réalisée
Bamako	73%	98%
Koulikoro	50%	75%
Mopti	80%	55%

Les résultats de cet indicateur sur la base d'enquête annuelle ont varié au cours du programme, toutefois avec les valeurs supérieures ou proches des cibles. Ainsi, pour la dernière année du programme, **les cibles pour les zones de Bamako et Koulikoro sont atteintes soit 98% et 75%** pour des cibles de 80% et 73% respectivement. **Par contre la cible de la région de Mopti n'a pas été atteinte (55% contre 80% comme cible).** Notons que la forte insécurité dans la région avec ses corolaires,

surtout le mouvement des populations, ont affecté les capacités et moyens des communautés à adopter et/ou maintenir les bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement.

IR.2.2 : Nombre de latrines/lavoirs-puisards fonctionnels construits-réhabilités sans subvention		
	Valeur prévue	Valeur réalisée
Bamako	+330 latrines / lavoirs-puisards	+329 lavoirs/puisards
Koulikoro	+187 latrines	+414 latrines (dont 115 réhabilitations)
Mopti	+700 latrines	+356 latrines

Ce sous-indicateur de résultat bien qu'en lien avec des ouvrages a été placé ici car ces ouvrages sont sans subvention du programme et relève donc de l'engagement et du financement du bénéficiaire. Les actions de sensibilisation, d'IEC et le processus ATPC mis en place ont permis l'atteinte des cibles. Au terme du programme, les cibles dans les zones de Bamako et Koulikoro sont atteintes avec **329 ouvrages d'assainissement à Bamako et 489 à Koulikoro** pour des cibles de 330 et 300 respectivement. Pour la région de **Mopti**, la cible de 700 latrines n'a pas été atteinte car seulement **356 latrines ont été réalisées/réhabilitées**. La raison principale est celle évoquée précédemment : l'insécurité dans la zone.

IR.2.3 : Nombre de "écoles propres" ayant maintenu ce statut jusqu'à la fin du projet		
	Valeur prévue	Valeur réalisée
Bamako	+4	+4
Koulikoro	+5	+5
Mopti	+7	+10

L'intervention dans les écoles avait pour objectif entre autres que le milieu scolaire soit un modèle de lieu assaini avec les bonnes pratiques par les acteurs. Pour ce faire, ce sous-indicateur de résultat a été défini pour le nombre "d'écoles propres" ayant obtenu et maintenu ce statut selon les critères établis jusqu'en fin du projet. **Les cibles de ce sous-indicateur ont été atteintes, soit 19 écoles** (4 à Bamako, 5 à Koulikoro et 10 à Mopti) pour une cible de 16 écoles.

Lavage de main d'une élève lors de la récréation

Notons que sur les 19 écoles, 11 avaient déjà le statut et l'ont maintenu et 8 écoles ont obtenu ce statut pendant la mise en œuvre du programme et l'ont maintenu. La stratégie HAMS mise en œuvre dans les écoles a été efficace avec le concours de toutes des parties prenantes.

3.2.4. Résultat 3

R3 : D'ici 2021, les ressources en eau sont mises en valeur selon les principes GIRE de la Commune de Mountougoula (Région de Koulikoro) et la Commune de Ouroubé Doudé et Konna (Région de Mopti)

Ce résultat en lien avec la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) ne concerne que le milieu rural à savoir les régions Koulikoro et Mopti. Les indicateurs mesurent le progrès de la tenue des principes de la GIRE dans la gestion des ressources naturelles. Les cibles de ces indicateurs de résultat n'ont pas été tous atteintes en fin de programme. Toutefois, les fondements et l'environnement propice pour l'aboutissement des processus enclenchés sont mis en place.

IR3.1 : Nombre de conventions de gestion locale des ressources en eau signées et suivies		
	Valeur prévue	Valeur réalisée
Koulikoro	+2	+1
Mopti	+0	2 +0

Il était prévu la signature de 2 nouvelles conventions à Mountougoula et le suivi-accompagnement de la mise en application de 2 conventions déjà existantes dans la région de Mopti. **Ce sous-indicateur est partiellement atteint avec 1 nouvelle convention de gestion de ressources en eau au niveau communale (Mountougoula) signée et appuyée dans l'application et le suivi-accompagnement de 2 conventions à Mopti.**

A l'inverse de Mountougoula, dans la région de Mopti, il existe déjà 2 conventions (mises en place lors des programmes précédents) dans les Communes de Konna et Ouroubé Doudé. Il s'est agi lors du programme en cours d'assurer via un suivi que les dispositions pertinentes de ces 2 conventions ont été appliquées et que les usagers divers exploitent les ressources sans restriction.

Pour les nouvelles conventions, étant une première dans la commune de Mountougoula, le choix a été fait d'en faire au niveau global (communale) pour stimuler la vision globale et intégrée de la gestion des ressources naturelles et favoriser par la suite des conventions de gestion spécifique.

IR3.2 : Pourcentage de producteurs/-trices qui appliquent des techniques de valorisation d'eau dans leurs périmètres/jardins		
	Valeur prévue	Valeur réalisée
Koulikoro	30%	95%
Mopti	100%	78%

Ce sous-indicateur prend en compte surtout les conseils et techniques de l'encadrement pour l'exploitation des périmètres/jardins maraichers. Il n'est donc pas limité spécifiquement à des questions de maitrise d'eau d'irrigation (efficience-efficacité). Les valeurs de ce sous-indicateur ont souvent varié d'une année à l'autre et d'une zone à autre compte tenu du mode exploitation : les périmètres sont exploités de façon rotative par les femmes de la localité et toutes n'ont pas les mêmes capacités et moyens d'application des techniques conseillées. **Pour la dernière campagne 2021, les pourcentages étaient de 95% pour Koulikoro et 78% à Mopti pour des cibles de 30% et 100% respectivement.** Par contre les pourcentages étaient de 92% à Koulikoro et 85% à Mopti pour la campagne 2020. Si l'on peut constater des variations des taux, la tendance globale est une progression avec l'acquisition de l'expérience des producteurs/trices des périmètres maraichers.

3.2.5. Résultat 4

R4 : D'ici 2021, la gestion des services d'eau potable et d'assainissement est améliorée dans les Communes I et IV (District de Bamako), de la Commune de Mountougoula (Région de Koulikoro) et les Communes de Konna, Korombana, Fatoma et Ouroubé Doudé (Région de Mopti)

Ce résultat quand bien que pouvant être jugé insatisfaisant au regard des sous-indicateurs ne peut être résumé à un échec. En effet, le but recherché étant de renforcer les capacités des collectivités dans la maitrise d'ouvrage communale en matière d'eau et d'assainissement et d'ouvrir un meilleur service public. Des progrès significatifs ont été faits par toutes les communes d'intervention en dépit de ce résultat qui ne tient pas compte d'autres facteurs.

IR.4.1 : Degré moyen d'application de la MO par les Communes en gestion/suivi des services de l'eau et l'assainissement		
	Valeur prévue	Valeur réalisée
Bamako	90%	87%
Koulikoro	90%	55%
Mopti	90%	45%

Signalons que ce sous indicateur est mesuré sur la base des critères tels : (i) le taux d'ouvrage géré par contrat de délégation et suivi par la commune par des outils de gestion, (ii) le taux de recouvrement des redevances eau et les organisations de séances de reddition de compte aussi bien par les délégateurs que par les communes.

Pour ce sous-indicateur, seule la valeur pour **la zone de Bamako est proche de la cible : 87% pour une cible de 90%. Quant aux zones de Koulikoro et Mopti, les taux sont de 55% et 45% pour des cibles de 90% pour chacun.** Si à Bamako la valeur est proche de la cible, par contre à Koulikoro et Mopti, les valeurs sont très faibles. Le milieu rural est à ses débuts de la maitrise d'ouvrage communale en matière d'AEPHA (Etude diagnostic de Join For Water en 2017 sur la MOC) et avec très peu de moyens humains et financiers, les communes rurales connaissent des difficultés majeures pour jouer pleinement leurs rôles dans le processus de décentralisation.

IR.4.2 : Degré moyen de performance (technique et financière) des fournisseurs des services d'eau potable et d'assainissement		
	Valeur prévue	Valeur réalisée
Bamako	0%	85%
Koulikoro	70%	55%
Mopti	80%	50%

Ce sous indicateur est mesuré sur base des critères : (i) fonctionnalité temporaire annuel des ouvrages (points d'eau, REFAID), (ii) le bilan de gestion financière, (iii) la sécurisation des fonds et la bonne gouvernance du comité et gestion.

Système de prépaiement ToKen Tap installé sur une borne fontaine en commune 1 à Bamako

Bien que les cibles de ce sous-indicateur ne sont pas totalement atteintes, les valeurs y sont proches : **Bamako : 85% pour une cible de 60%, Koulikoro : 55% pour une cible de 70% et Mopti : 50% pour une cible de 80%.** Comparé aux valeurs de base : 20% à Bamako, 17% à Koulikoro et 66% à Mopti, on note une nette progression à Bamako et Koulikoro. Pour la zone de Mopti, la régression est fortement liée à l'insécurité.

IR.4.3 : Nombre de femmes sur les postes-clé des structures de gestion		
	Valeur prévue	Valeur réalisée
Bamako	65%	48%
Koulikoro	65%	52%
Mopti	45%	45%

Les cibles de ce sous-indicateur qui ne prend en compte que les postes de président, secrétaire général et commissaire aux comptes n'ont pas été totalement atteintes non plus. Les valeurs sont de 48%, 52% et 45% pour des cibles de 65%, 65% et 45% respectivement pour Bamako, Koulikoro et Mopti. Ce sous-indicateur a très peu progressé au cours du programme en dépit des efforts, car le mandat des structures de gestion est assez long (3 à 5 ans) et il est aussi à remarquer, qu'en milieu rural le leadership féminin n'est pas assez fort au regard des pesanteurs socio-culturelles.

3.2.6. Résultat 5

R5 : D'ici 2021, les expériences sont capitalisées et utilisées dans les échanges entre acteurs du secteur, le plaidoyer au niveau local et national et l'information vers le grand public

Le programme s'est déroulé dans une approche de recherche-action (RA), dont les résultats ont été exploités pour le plaidoyer, la capitalisation, la communication et le partage d'expérience. En début de programme des thèmes de recherche-action ont été définis et des comités RA mis en place pour conduire le processus. Durant le programme, des expériences en termes de pilotage et de résultats ont été capitalisées et partagées avec des acteurs et partenaires. Les supports de diffusion ont été divers : ateliers/rencontres, rapports d'études, brochures, vidéos, publications au site web et réseaux sociaux…

IR.5.1 : Nombre de personnes atteintes par la présentation des produits de capitalisation	
Valeur prévue	Valeur réalisée
500 par les produits du programme 17-21	220 (REFAID) + 250 rapports Cart'Eau + 200 dépliants Kolochilikélan + 3 vidéos diffusées sur le site web de Join For water et les réseaux sociaux

La cible de ce sous-indicateur de 500 personnes a été largement dépassée avec au moins 2 000 personnes.
Les résultats du programme dans le cadre de la recherche-action ont été partagés avec d'autres acteurs en vue de susciter leur intérêt autour des questions ciblées et de recueillir également leurs contributions.

4. Changements induits par le programme

Les changements induits par le programme sont analysés à travers les témoignages collectés auprès des acteurs communaux ; les résultats d'enquêtes de ménages et usagers des services AEPHA et des observations directes sur le terrain. Au regard des constats faits, des changements sont remarquables dans la gouvernance locale du secteur eau, dans le dialogue social pour l'eau, dans l'accès à l'eau et à l'assainissement puis dans la gestion intégrée des ressources en eau.

4.1. Aperçu global

- Pour les changements directs, nous référons au chapitre 3 (cadre logique) avec l'aperçu des résultats et l'évolution des indicateurs.
- Pour les changements à plus long terme ou de façon plus globale, nous référons au chapitre 5.4 sur l'analyse de l'impact.

4.2. Questions évaluatrices spécifiques

Suite aux sessions de formation dispensées par bureau de conseil Calipso.Ida, l'équipe d'évaluation Mali a procédé à la formulation des questions et sous question évaluatrices en rapport avec les thématiques retenues. Ces questions formulées ont été discutées et validées par le siège sous le regard des consultants. Les outils d collecte des données ont été élaborés sur base ce ces questions.

Note : *les réponses sur les questions sont un résumé des observations, échanges, focus groupes et entretiens dont les détails se trouvent dans les autres chapitres, principalement l'analyse du cadre logique et l'analyse des critères OCDE. Des sous-questions ont été formulées sur la base des questions principales d'évaluation dans le but de récolter le maximum de données.*

4.2.1. Gouvernance

Le programme MYP4 a-t-il apporté une amélioration du budget consacré à l'AEPHA et sa gestion dans les communes d'intervention ? L'exercice de fonction par les femmes dans les comités de gestion a-t-il augmenté et/ou influencé leur prise de position dans les structures de gestion communautaires ?

La gouvernance du secteur de l'eau s'est améliorée dans les zones d'intervention du programme en considérant les facteurs suivants :

- Les acteurs communaux jouent de mieux en mieux leurs rôles dans la gouvernance de l'eau. Dès le démarrage des activités, le programme a accompagné la mise en place d'une

commission d'eau et d'assainissement dans la commune rurale de Mountougoula et appuyé les plateformes communales dans le district de Bamako (BESE en commune I et COPIDUC/AEP en commune IV). Ces structures s'investissent dans le suivi des activités du secteur AEPHA et offrent leur support pour faire face aux difficultés rencontrées par les élus communaux dans l'accomplissement de leurs missions (cf. rapports mensuels COPIDUC, BESE et CCEHA Mountougoula). Les communes participent au financement des travaux de réalisation/réhabilitation des ouvrages d'eau et d'assainissement dans leurs circonscription. La commune rurale de Mountougoula a contribué financièrement dans la réalisation du SHVA mixte de Tiéné et a renouvelé des équipements du SHVA de Darani suite au vol de ces derniers. Cependant, les données budgétaires fournies par les communes montrent seulement l'évolution du budget global d'une année à l'autre sans faire distinction entre les différentes rubriques et attributions. Ainsi, il est impossible de savoir, quel part du budget est destinée à l'AEPHA et son origine, et de connaître les montants prévus et exécutés.

- Les comités de gestion ont été transformés en Associations d'Usagers d'Eau Potable (AUEP) avec des documents statutaires et réglementaires mais sont aussi dotés de récépissé délivré par les autorités préfectorales (cas de la commune rurale de Mountougoula). Les autorités communales sur appui du programme ont élaboré et signé des contrats de délégation avec les structures de gestion. Pour les communes I et IV de Bamako, la prise en charge des recommandations de l'évaluation à mi-parcours à travers i) la dynamisation et renouvellement des comités de gestion des points d'eau et ouvrages d'assainissement collectifs et ii) un suivi accru des communes, a amélioré fortement la gouvernance des services. On note à ce titre la formalisation de certains contrats, les tenues de journées de redevabilité de gestion, le paiement des redevances.

  Le nombre de femmes sur des postes clé n'a pas beaucoup évolué, ce qui n'est pas bien reflété dans le pourcentage : un changement d'une personne au sein du comité impacte le pourcentage considérablement Aussi pour une autre raison l'indicateur a été mal choisi : le remembrement des comités par des élections se fait tous les 4-5 ans seulement. Des interviews et focus groupes est apparu que des femmes jouent leurs rôles au sein des comités et prennent progressivement de confiance en elles. Toutefois, beaucoup préfèrent de ne pas passer au premier plan.

4.2.2. Plaidoyer

Quelles ont été les actions du programme pour l'engagement de certaines OSC dans le secteur WASH ? Les données et résultats du programme sont-ils partagés et connus des autorités locales et nationales ?

Dans le pilotage du programme, des populations sont appuyées dans leur démarche auprès des autorités locales (communes) pour améliorer leurs conditions de vie notamment en termes d'eau potable et d'assainissement. Les ONG partenaires ainsi que les comités de développement des quartiers au travers de l'information et des formations dans le domaine du WASH se sont engagées davantage à la participation des actions au profit des populations mais aussi au plaidoyer envers les autorités locales. C'est ainsi que Join For Water a accompagné les mairies (plateformes COPIDUC et BESE) des communes I et IV du district de Bamako dans la prise en compte des doléances de la population à travers un appui financier dans la réalisation de quatre points d'eau potable et sept blocs de latrines dans quatre campements Bozo. Dans les 2 communes, le service public d'approvisionnement en eau potable dans les quartiers d'intervention est de plus en plus assuré par la SOMAGEP. Il a donc été entrepris au cours du programme, la mutation des comités de gestion et des associations d'usagers de l'eau en "association des clients/consommateurs d'eau" qui doivent veiller à la qualité du service.

Un atelier d'information et de formation des OSC sur la problématique du service public de l'eau potable et de l'assainissement a permis d'attirer leur attention sur ce secteur et susciter l'introduction des actions y relatives dans leurs plans d'action.
L'étude Cart'Eau réalisée par Join For Water et ses partenaires est en soi un outil de plaidoyer. L'atelier organisé par l'ambassade de Belgique sur les Fleuves Niger et Sénégal a été une belle opportunité de présentation des résultats aux participants (autorités nationales, PTF, ONG nationales et internationales, OSC, la presse) et des engagements aussi bien des autorités et des OSC ont été prises pour le suivi et d'autres actions.

4.2.3. Accès à l'eau potable et à l'assainissement

Les ouvrages d'approvisionnement d'eau potable réalisés dans le cadre du programme sont-ils techniquement, socialement et économiquement adaptés pour les bénéficiaires ? Quels effets des points d'eau scolaires sur le cadre de vie scolaire et l'apprentissage pédagogique ?

Les ouvrages d'eau potable sont plus disponibles du fait des réalisations et de réhabilitations par le programme dans la communauté (1 ouvrage d'eau potable ou renforcé à Bamako, 4 SHVA mixtes à Mountougoula et 4 points d'eau dans les campements Bozo à Bamako) et dans les écoles (4 PMH réalisés à Mountougoula et 4 kiosques à eau avec 7 BF réalisés à Bamako). Ces réalisations/réhabilitations ont contribué à :

- La réduction de la corvée d'eau permettant du coup aux femmes de mener des activités génératrices de revenus
- La réduction des conflits conjugaux liées à la pénibilité de la corvée d'eau
- La réduction des maladies hydriques et donc diminution des frais d'ordonnance

Les populations ont pris conscience de la consommation de l'eau de qualité. En effet le programme a accompagné la population à travers la réalisation des ouvrages d'eau et la mise en place des structures de gestion. A Mountougoula, beaucoup de ménages continuent à utiliser des puits traditionnels dans les cours. Dorénavant, ils ajoutent régulièrement du chlore à l'eau pour sa potabilité. D'autres ménages utilisent l'eau de forage au moins pour l'eau de boisson et de cuisine. L'eau de puits traditionnels sert pour d'autres usages.

Les pratiques d'assainissement sont améliorées dans les localités touchées par l'ATPC et l'Hygiène et Assainissement en Milieu Scolaire (HAMS). Ceci est rendu possible grâces aux nombreuses réalisations/réhabilitations du programme :

- 45 latrines scolaires réalisées/réhabilitées
- 1 REFAID réhabilité
- 5 blocs de 2 latrines GHM scolaires
- 7 blocs de latrines dans les campements Bozo
- 16 villages (Mountougoula) et 13 (Mopti) bénéficiaires de l'ATPC avec 489 latrines (Mountougoula) et 356 latrines (Mopti) réalisées/réhabilitées sans subventions
- 9 écoles accompagnées sur le HAMS

L'instauration des journées de salubrité communautaires et l'organisation d'actions de sensibilisation (porte à porte ou grand public) sont des changements majeurs à souligner au niveau des localités qui ont bénéficiés des activités ATPC. Ces activités, menées par les bénéficiaires, appuyés au départ par le programme sont devenues au fil du temps monnaie courant dans ces localités et ont permis de réduire considérablement les maladies liées au manque d'eau potable et d'hygiène.

4.2.4. GIRE

Quel est le niveau de satisfaction des parties prenantes dans les cadres de concertation GIRE ? Les conventions GIRE ont-elles permis de baisser les tensions et/ou conflits entre usagers ? Quels sont les bénéfices générés pour les exploitantes des périmètres irrigués ?

La mobilisation des acteurs/usagers autour des questions liées à la ressources en eau est une réalité dans la commune rurale de Mountougoula. En effet le programme a appuyé les usagers d'eau de ladite commune dans la mise en place et l'accompagnement d'un CLE (Comité Local de l'Eau) regroupant tous les acteurs de l'eau. La création du CLE est de fin 2021 et une campagne d'information au sein de la population est à organiser pour expliquer son rôle, ses attributions, sa représentativité et ses relations avec les autorités communales. Les changements observés sont encore timides.
Il est noté une prise de conscience des membres de ce CLE sur certaines de leurs attributions (érection de clôtures autour des périmètres, aire d'abreuvage du bétail, besoins d'informations sur la caractérisation technique des ouvrages d'eau, développement d'AGR-tontine avec intérêt (pour soutenir le fonctionnement du CLE)) mais aussi la connaissance des menaces sur la ressource (érosion, changements climatiques, déforestation, mauvaises techniques culturales) et son rôle dans la prévention et gestion des conflits autour des ressources en eau.

5. Points forts et faibles

Ce chapitre reprend le processus d'analyse des forces et faiblesses par rapport à chaque critère. Aussi, il indique les résultats ainsi que ce qui a été impliqué dans l'exercice. Par la suite l'analyse explique en quoi l'intervention est restée en phase avec les critères initiaux pour fournir au finish des éléments objectifs dans la perspective des recommandations pour les futures interventions.
L'exercice a commencé par une formation organisée à l'attention de l'équipe d'évaluateurs (Join For Water et partenaires). Au terme de cette formation, l'équipe a été familiarisée et outillée sur l'analyse des critères OCDE dans un contexte d'auto-évaluation. La deuxième étape de l'analyse a consisté en une plénière lors de laquelle les évaluateurs ont discuté des changements observés en lien avec chaque critère. Ensuite, l'analyse des critères a été peaufinée par une revue documentaire en vue d'une triangulation des données tout en mettant en relief les forces et les faiblesses de chaque critère étudié. Enfin, à la suite des missions d'évaluation sur le terrain, l'analyse de ces critères a été faite par l'équipe d'évaluateurs en séance plénière.

5.1. Pertinence

La pertinence du programme a été analysée selon le degré avec lequel l'intervention est en ligne avec les priorités du groupe-cible, les politiques en vigueur dans le pays et les interventions des autres organismes partenaires.
Aucun changement de fonds de contexte n'est intervenu, qui a pu fondamentalement remettre en cause la pertinence de l'intervention.
<u>L'eau (potable et productive) et l'assainissement au cœur des politiques et des préoccupations</u> : la disponibilité des infrastructures WASH et la gestion du service, restent une préoccupation dans les plans de développement des communes cibles et sont restées en phase avec les stratégies et les politiques nationales et les aspirations de la population. Les approches programmatiques, notamment la planification ascendante des investissements, ont permis d'assurer la pertinence de l'intervention. Nonobstant la crise que vit le Mali depuis 2012, le pays se relève peu à peu et s'est engagé dans une nouvelle stratégie nationale de développement, intitulé « Cadre Stratégique pour la Relance Économique et le Développement Durable » (CREDD 2019-2023). Le cinquième axe de la stratégie nationale concerne le développement du capital humain qui réserve une place importante au secteur

eau et assainissement. Malgré les péripéties, le Mali est resté fidèle à l'axe de sa politique de développement économique et social. En somme, l'intervention est parfaitement alignée sur le CREDD. Aussi, la feuille de route élaborée par les différentes autorités (y compris celles de la transition actuelle) qui gèrent les affaires du pays, s'inscrit dans les grandes priorités du CREDD. Pareillement, le programme a confirmé sa pertinence et sa contribution au Cadre Stratégique Commun (CSC) Mali (notamment la cible 6, mais également les cibles 1, 2 ,3 et 4), ainsi qu'aux ODD, avec un focus spécifique sur l'ODD 6, mais aussi avec un apport aux ODD 2, 3, 4, 9, 11, 12 et 15. Enfin, l'évaluation à mi-parcours thématique (durabilité financière et accès aux services d'eau et d'assainissement) n'a pas remis en cause la pertinence de l'intervention.

L'accès à l'eau potable et l'assainissement au cœur des Plans Communaux de Développement Social, Economique et Culturel (PDSEC) des communes des zones d'intervention : *Bamako* : Si la Société Malienne de Gestion de l'Eau Potable (SOMAGEP) est chargée du service public d'approvisionnement en eau dans le district de Bamako, force est de constater que tous les quartiers, surtout ceux périphériques, ne sont pas encore couverts par le réseau. Aussi, il faut noter à certaines périodes de l'année et dans la journée, des difficultés d'assurer convenablement le service d'approvisionnement liées aux capacités actuelles de la SOMAGEP. Ainsi, les communes du district de Bamako s'investissent dans la recherche de solution pour l'approvisionnement en eau potable à toutes les populations de leur territoire en témoigne l'accroissement des budgets consacrés à ce secteur dans leur PDSEC. Quant au volet hygiène et assainissement, la ville de Bamako est confrontée à d'énormes difficultés que certains qualifiaient de « crise d'assainissement » tant qu'il manque des ouvrages adaptés et de mauvaises pratiques. L'expérimentation des REFAID en dépit de quelques difficultés donne une piste de solution, qui est fort appréciée aussi bien par les autorités que par les bénéficiaires. *Koulikoro et Mopti* : le taux d'accès à l'eau potable et à l'assainissement en milieu rural reste faible et il faut noter que ce secteur a totalement été transféré par l'Etat aux collectivités locales. Pour l'heure, le nombre d'ouvrages d'approvisionnement en eau potable en milieu rural demeure faible ainsi que le niveau de service. Concernant l'assainissement, il faut noter que la défécation à l'air libre est assez pratiquée dans les villages par manque de latrines et de sensibilisation des communautés. Eu égard, la priorité des communes, notamment Mountougoula et celles de Mopti, est l'approvisionnement en eau potable des populations et l'accès aux ouvrages d'assainissement de base auxquels elles accordent une grande importance dans leur PDSEC et cherchent des moyens de réalisation. L'activité principale en milieu rural étant la production agricole essentiellement en saison des pluies, la mobilisation et la disponibilité de l'eau productive en contre-saison permettent des activités de maraîchage génératrices de revenus surtout pour les femmes qui sont doublement affectées par la pauvreté. Les périmètres maraichers sont une des solutions de lutte contre la pauvreté et la malnutrition d'autant plus que les exploitantes pourront valoriser les compétences acquises dans l'auto-promotion. L'application des principes GIRE dans l'exploitation des ressources naturelles est gage de durabilité.

En 2020 l'Ambassade de Belgique a pris le lead du Groupe Sectoriel WASH des Partenaires Techniques et Financiers au Mali, alors qu'Enabel met en œuvre un projet WASH – le PEPAK – dans la Région de Koulikoro dans le cadre du programme de coopération bilatérale belgo-malien. Cette circonstance favorable intervenue, montre que le secteur d'intervention du MYP4 est pertinent non-seulement pour l'Etat malien, mais aussi pour la coopération au développement belge dans ce pays.

Développement de stratégies opérationnelles en lien avec l'évolution du contexte : les équipes opérationnelles ont développé des stratégies flexibles, qui ont anticipé et réagi au contexte sécuritaire assez volatile et qui ont permis de dérouler l'intervention.

Dans la région de Mopti par exemple, les agents de l'ONG Action Mopti ont adapté les moyens de déplacement et intensifié la communication avec les autorités locales en vue d'apprécier la situation sécuritaire et de prendre les dispositions idoines avant et pendant les déplacements. Aussi, la relocalisation de certaines activités dans des communes relativement calmes, décidée par Join For Water en 2018, a permis d'exécuter relativement bien l'intervention dans la région de Mopti, malgré les actions perpétrées par les djihadistes et autres groupes armés. Ainsi les communes de Kewa et Néma Badenya Kafo (situées dans le delta intérieur du fleuve Niger) pressenties pour être couvertes à l'entame du programme ne l'ont plus été. En revanche, l'intervention a été élargie à la commune de Socoura en 2018. Rappelons que la commune de Socoura n'était pas une cible au départ de l'intervention.
Afin de fermer la chaine de gestion des boues de vidange, la construction de la STBV aurait été et restera pertinente. Cependant, les investissements alternatifs proposés pour le budget y destinés sont aussi pertinents et contribuent à l'accès amélioré à l'eau potable et productive et à l'assainissement.
La GIRE en tant qu'approche préconisée pour la gestion des ressources en eau et les services écosystémiques y liés cadre bien avec les politiques nationales. Ainsi, c'est dommage que l'opérationnalisation de deux conventions GIRE dans la région de Mopti n'ont pas pu être bien suivi pour des raisons de sécurité. A Mountougoula un travail plus participatif et « bottom up » était prévu, mais les mesures liées au Covid-19 ont rendu impossible pendant une longue période des réunions de groupes. Puis, pour la même raison un appui en cartographie participative par un prestataire externe n'a pas pu être organisé.
Concernant la mobilisation de l'eau productive et tenant compte du taux d'évaporation élevé, des techniques plus efficientes d'arrosage des cultures maraîchers auraient dû être proposées.

Eu égard et malgré quelques défis et faiblesses, nous pouvons conclure que la pertinence du programme a demeuré tout le long du temps d'exécution dans les zones d'intervention.

5.2. Efficience

Trois facteurs sont utilisés pour évaluer l'efficience du projet :

- La consommation du budget total et par partenaire
- Le degré d'implémentation des activités planifiées
- Le respect du planning de mise en œuvre

5.2.1. Consommation du budget

Voir Annexe 8.8 pour la comparaison entre budget et dépenses. Le tableau des dépenses se base sur le format accordé entre DGD et le secteur. Il se limite à un nombre de rubriques-clé. Il n'y a pas non plus un suivi budgétaire par résultat. Ce choix est la suite logique de la volonté de l'ensemble du secteur pour augmenter la simplification administrative en limitant le nombre de niveaux du suivi financier. Ceci limite aussi les analyses qu'on peut faire sur base de ce tableau. Les chiffres sont partiels et provisoires au moment de la rédaction du rapport d'évaluation : pas toutes les données sont déjà intégrées et des corrections sont possibles après le processus de contrôle et de consolidation.

Pour les investissements, il semble y avoir une sous-utilisation des fonds sur la base des chiffres enregistrés. Cela s'explique en partie par le fait de la non-réalisation de la STBV à Bamako. Cependant, les investissements dans des infrastructures d'eau potable et d'assainissement pour les communautés Bozo ne sont pas encore pris en compte dans ces chiffres. Ainsi, sur la base du pronostic qui prend en compte ces matériaux, environ 94% du budget prévu pour les investissements aura été dépensé.
Le budget de la STBV a été réalloué pour d'autres investissements. Ceci a permis de réaliser plus d'infrastructures en eau potable et en assainissement scolaire. A Mopti, où d'investissements dans

l'eau potable n'étaient pas prévus une AES pour 6.000 habitants a pu être réhabilitée. A Mountougoula, une PMH a été transformée en SHVA bénéficiant le maraîchage et permettant l'introduction d'un système de prépaiement pour l'eau potable.
Suite à l'insécurité dans la région de Mopti, la commune péri-urbaine de Secoura a remplacé 2 communes rurales de Kewa et Néma Badeya Kafo. Dans cette commune il n'y a pas d'espace pour élargir les périmètres maraîchers et rizicoles.

Les coûts de fonctionnement dépasseront légèrement les limites du budget prévu selon le pronostic. Les frais de bureau et de fournitures sont plus élevés que prévus, mais ce qui a été largement compensé par moins de dépenses sur déplacement et véhicules à cause de moins de mission à Mopti. Les coûts liés à l'auto-évaluation n'ont pas encore été comptabilisés.

Les coûts de personnel sont aussi plus élevés que le budget prévu, principalement en raison des coûts plus élevés pour le personnel local et au siège. Cela peut être lié à la grande expérience et à l'ancienneté de nombreux membres de l'équipe. Cela n'en dit pas beaucoup sur l'efficience du programme.

Les dépenses par partenaires dévient considérablement de ce qui était prévu. Pour Action Mopti, ça s'explique par une moindre intensité des activités à cause de l'insécurité. A Bamako et Mountougoula, il était prévu que Join For Water recruterait un technicien en appui aux communes. Cependant, cette option a été remplacé par un appui plus intensif à travers les plateformes et l'ONG ADéCB. En plus, à Mountougoula, le projet devrait financer 50% du salaire d'un technicien communal. Toutefois, la commune ne pouvait pas garantir le complément du salaire sur fonds propres et au lieu à opté pour le renforcement institutionnel de sa commission eau, hygiène et assainissement.

5.2.2. Niveau d'implémentation et respect de la planification

Cette section vise à répondre à la question : « *Dans quelle mesure l'entièreté des types d'activités subsidiés sont mis en œuvre dans les délais prévus ?* »

Résultat 1, 2 et 3 : La mise en œuvre d'activités pour ces trois résultats sont les points forts par rapport à l'efficience. Des progrès constants ont été réalisés tout au long du programme. Pour le résultat 1, la décision de ne pas continuer avec STBV a résulté dans la réalisation d'autres infrastructures et ainsi pas vraiment impacté l'efficience. Pour les résultats 2 et 3, les activités se sont déroulées généralement comme prévu à Bamako et Mountougoula. L'impact du Covid-19 a été minime sur ce déroulement et par contre, a probablement augmenté l'intérêt des communautés pour des aspects d'hygiène. Seulement, l'insécurité à Mopti a résulté dans une circulation réduite des animateurs et chez la population l'attention était détournée vers d'autres préoccupations. Ceci a résulté à une atteinte des résultats moins satisfaisante.

Résultat 4 : Pour ce résultat, les activités ont eu lieu, mais les résultats ne sont pas pour une bonne partie à la hauteur des attentes. Seulement à Bamako où l'évaluation à mi-parcours avait signalé des lacunes dans les approches, la mise en œuvre des mesures correctives ont pu renverser la tendance. Le défi reste d'identifier et d'appliquer l'approche qui stimule et maintient l'engagement des autorités et fournisseurs de services.

Résultat 5 : L'approche de recherche-action sur différentes thématiques tout au long du programme et son suivi rigoureux ont résulté dans un nombre de produits de capitalisation, qui ont attiré l'attention d'un public divers.

5.3. Efficacité

L'atteinte des résultats et de l'objectif spécifique du programme reste globalement bonne mais ils demeurent fragiles du fait des enjeux de durabilité et du contexte politique.
Join For Water et ses partenaires se sont dotés d'une méthodologie en ce qui concerne la mise en œuvre du programme et le suivi des indicateurs : suivi mensuel, trimestriel et annuel (cf. Rapports trimestriels et annuels internes). La mise en place et l'opérationnalisation du dispositif de suivi et évaluation a constitué un des éléments déterminants de l'efficacité de l'intervention.
D'une façon générale, l'insécurité dans la région de Mopti a eu un effet négatif sur la mise en œuvre des activités programmées et l'atteinte des résultats. Surtout les activités qui avaient besoin d'un contact fréquent et intensif entre animateur et communauté ont souffert de cette situation. Des stratégies alternatives n'étaient pas disponibles ou moins efficaces.
Des mesures en lien avec Covid-19, mais aussi des grèves du personnel d'enseignement, ont perturbé des activités de sensibilisation et de mobilisation sociale. Des réunions en petits groupes étaient quand-même possible et ainsi les animateurs ont pu travailler avec les relais communautaires, qui à leur tour contactaient la population. Une fois la plupart des mesures levées, le programme a pu rattraper le retard.

5.3.1. Outcome

Sur la base de différentes sources d'information et confirmé par des observations faites lors des visites de terrain, on peut dire que le programme a réussi à contribuer à l'amélioration participative, durable et équitable de l'accès à l'eau (potable et productive), l'hygiène et l'assainissement dans les zones d'intervention.

L'accès à l'assainissement, et donc aussi sa gestion, est resté limité à certaines écoles. Cet aspect du programme n'a pas été professionnalisé par rapport à l'accès à l'eau, mais cela n'était pas non plus possible sur la seule base des activités prévues dans les écoles.

Si la cible de l'indicateur IO.1 relatif à l'accès durable et inclusif à l'eau potable n'est pas totalement atteinte, il faut reconnaitre que les valeurs cibles pour la zone de Koulikoro étaient assez ambitieux compte tenu de la ligne de base. Au cours des entretiens à Mountougoula, il a été indiqué que certaines personnes préfèrent encore utiliser l'eau de leurs puits traditionnels. L'eau de forage est surtout utilisée pour l'eau boisson et le cuisson.

Par contre, les cibles de deux indicateurs de résultat IO.2 et IO.3 en lien avec l'accès durable aux services d'assainissement et la gestion des ressources naturelles ont été atteintes à la satisfaction. Nonobstant la non-construction de la STBV, le reliquat du budget lié a servi pour des activités d'amélioration de l'accès à des services d'eau potable et d'assainissement dans les zones du programme en incluant des communautés Bozo de Bamako marginalisées et des infrastructures dans la région de Mopti où elles n'étaient pas prévues.
L'ensemble des infrastructures prévues dans le cadre logique modifié (préparé et soumis par Join For Water et approuvé par la DGD en 2020) a été réalisé, ainsi que les activités programmées (voir cadre logique).
Notons que l'évaluation thématique à mi-parcours de l'intervention en fin 2019 a formulé des recommandations dont la prise en charge a fortement contribué aux résultats atteints, notamment en matière d'accès universel et durabilité financière des services WASH.

5.3.2. Résultat 1

D'ici 2021, la disponibilité en infrastructures d'eau et d'assainissement est accrue dans les Communes I et IV du District de Bamako et dans la Commune de Mountougoula de la Région de Koulikoro

L'efficacité de ce résultat est assez mitigée. Tout d'abord la non-réalisation de la STBV et un REFAID supplémentaire, pour lesquels des investissements considérables étaient prévus, a empêché de boucher le « sanitation gap ». Si l'on note que toutes les infrastructures d'eau et d'assainissement prévues après modification du DTF ont été réalisées dans le temps et aussi dans des communautés qui n'étaient pas ciblées au départ, cependant il faut signaler que certaines quand bien même que n'ayant aucun défaut technique ne délivrent pas le service attendu à souhait : bornes fontaines sur le réseau SOMAGEP du fait des problèmes de pression du réseau ; le vandalisme des postes d'eau dans les écoles à Bamako. Toutefois, le choix des types d'ouvrage, la qualité des réalisations et l'implication et accompagnement des communautés dans le processus ont favorisé la réalisation des nouveaux ouvrages et donc participé à l'accroissement des infrastructures dans les communes.

5.3.3. Résultat 2

D'ici 2021, la population des quartiers d'intervention des Commune I et IV (District de Bamako), de la Commune de Mountougoula (Région de Koulikoro) et de la Commune de Kewa (Région de Mopti) a adopté de bonnes pratiques en matière d'eau, hygiène et assainissement.

Le changement de comportement en matière d'eau, hygiène et d'assainissement a été l'objectif de toutes les actions de sensibilisation, d'information, d'éducation et de communication. Le programme a été efficace donné ces activités eu égard la réalisation non seulement de celles programmées (animation grand public, visite à domicile (VAD), focus-group) mais aussi d'autres additionnelles, complémentaires et conjoncturelles : ateliers de communication/plaidoyer, messages dans les médias de masse, vidéos, posters aussi bien sur les thèmes du programme que sur la pandémie COVID-19. L'efficacité des actions pour ce changement de comportement peut être jugée satisfaisante à titre illustratif par le taux des populations qui pratiquent le lavage des mains aux moments critiques : communes I de Bamako : 93% en 2021 contre 36% en 2014, commune IV de Bamako : 94% en 2021 contre 73% en 2014 et Mountougoula: 98% en 2021 contre 92% en 2017 (rapports CAP finaux).
Seulement pour Mopti, l'on observe une tendance à la baisse. La chute s'explique essentiellement par la fermeture des écoles sur une longue période et à la situation sécuritaire de la région qui ont fortement perturbé les activités de promotion de l'hygiène en milieux scolaire et communautaire.

5.3.4. Résultat 3

D'ici 2021, les ressources en eau sont mises en valeur selon les principes GIRE de la Commune de Mountougoula (Région de Koulikoro) et la Commune de Ouroubé Doudé et Konna (Région de Mopti)

La GIRE étant un concept, les actions du programme se sont focalisées sur l'information-sensibilisation et la mise en place d'une dynamique de bonne gestion des ressources naturelles dont les ressources en eau. A Mountougoula, les communautés ont ainsi été accompagnées à l'identification des ressources en eau, des ouvrages d'eau potable et des sites de potentiel conflit d'usage. Elles ont donc identifié des actions de prévention et de gestion des conflits et aussi se constituées en comité local de l'eau (CLE). Cependant, les actions du programme n'ont pas pu conduire à l'application des conventions de gestion donc à tester l'efficacité des dispositifs. Toutefois, les fondements et l'environnement propice pour l'aboutissement des processus enclenchés sont mis en place.

Comme pour toutes les activités, qui exigeaient des contacts fréquents et intensifs avec les communautés, l'insécurité a empêché un bon suivi de l'application des dispositions pertinentes des conventions existantes à Mopti.
L'implication des services techniques dans l'accompagnement de la production maraîchère et rizicole a porté ses fruits. Progressivement, les producteurs appliquent des techniques de valorisation de l'eau et autres techniques culturales, qui contribuent à des rendements et revenus plus élevés. Encore une fois, cet effet s'est fait moins sentir à Mopti pour des raisons de sécurité où des agents n'ont pas pu aller sur le terrain fréquemment et certains ont quitté leur poste. Également, les producteurs n'ont pas pu aller au champ pour entretenir leurs cultures comme il faudrait.

5.3.5. Résultat 4

D'ici 2021, la gestion des services d'eau potable et d'assainissement est améliorée dans les Communes I et IV (District de Bamako), de la Commune de Mountougoula (Région de Koulikoro) et les Communes de Konna, Korombana, Fatoma et Ouroubé Doudé (Région de Mopti)

L'efficacité pour ce résultat peut se mesurer non seulement à la satisfaction des usagers des points d'eau potable, des maitres d'ouvrages envers les délégateurs et aussi des comptes d'exploitation des gestionnaires. Dans ce sens, les actions du programme ont été assez efficaces car le renforcement de capacités, le coaching des gestionnaires, des plateformes communales, des commissions communales de l'eau et les élus dans leurs rôles respectifs et l'appui avec des outils de gestion ont fortement amélioré la gestion des services d'eau potable et d'assainissement dans les zones d'intervention. Si l'équipe programme a déroulé l'ensemble des activités du renforcement de capacités, l'assimilation et/ou la mise en pratique des formations et outils mis à disposition demeurent faible en raison de leur non adaptation au faible niveau d'instruction de base et de l'analphabétisme de certains acteurs (fontainières, membres de comité,…), de l'état actuel de la décentralisation (faible ressource en RH et finances des communes, du turn-over des équipes,…). Pour ce faire, l'efficacité quant aux activités menées est assez bonne et celle du résultat l'est aussi, mais avec des écarts considérables entre communes et points d'eau et laissant des marges de progrès.

5.3.6. Résultat 5

D'ici 2021, les expériences sont capitalisées et utilisées dans les échanges entre acteurs du secteur, le plaidoyer au niveau local et national et l'information vers le grand public

L'efficacité des activités pour ce résultat est très satisfaisante en ce sens que des diverses formes de documents sur les expériences du programme ont été produites et partagées tout le long avec les partenaires et acteurs du secteur. Au-delà de ces documents, l'équipe a partagé ces informations/expériences capitalisées lors des séminaires, ateliers, forums et échanges formels et informels.
Le partage des expériences/informations avait pour but non seulement pour informer des acteurs mais aussi pour faire du plaidoyer. A titre d'exemple, la présentation de l'étude Cart'Eau lors du séminaire sur les fleuves Niger et Sénégal organisé par l'ambassade de Belgique au Mali en mai 2021 et qui a réuni les services techniques de l'Etat du Mali, les partenaires au développement, le monde académique et de la recherche, a permis d'attirer l'attention de l'ensemble de ces parties sur la question de pollution de fleuve Niger par les eaux usées urbaines de la ville de Bamako. Le Directeur National de l'Hydraulique présent, a déclaré que son département ne ménagera aucun effet pour trouver des solutions idoines à cette problématique.

De la Recherche-Action a été menée sur le thème : *« comment améliorer de façon globale et durable la salubrité et l'hygiène dans un milieu semi-urbain : cas de Dialakorobougou de la Commune de Mountougoula) ? ».* Le produit de cette expérience en phase de finalisation apporte des réponses et pistes pour réussir l'assainissement en milieu péri-urbain.

5.4. Impact

A défaut de pouvoir mesurer l'impact de l'intervention à l'horizon 2021, l'évaluation a pu mener des discussions avec les parties prenantes, lesquelles ont permis d'apprécier les changements obtenus sur les années successives. Le programme a apporté plusieurs changements et certains effets de ces changements ont pu être déjà identifiés de manière théorique par l'équipe d'évaluation. Ces changements constatés se rapportent essentiellement à la santé, l'économie et l'environnement.

5.4.1. Impacts/effets sur la santé

Forces : Les enquêtes menées auprès des bénéficiaires et autres parties prenantes ont révélé une diminution des risques de maladies hydriques du fait de la prise de conscience des communautés à la suite des activités de sensibilisation ATPC et HAMS ; des constructions d'ouvrages d'eau et d'assainissement.
En outre, on note l'instauration de bonnes pratiques d'hygiène se traduisant par l'amélioration de la propreté dans les ménages, une meilleure hygiène corporelle et la diminution des frais d'ordonnances médicales. Enfin, l'autoconsommation des produits issus de l'activité maraichère a permis l'amélioration de l'état nutritionnel des enfants.
Faiblesses : L'évaluation n'a pas consulté les données des centres de santé dans le but de confirmer ou infirmer la tendance en lien avec l'amélioration de la santé. Aussi, l'évaluation ne s'est pas penchée véritablement sur la part de l'autoconsommation dans l'alimentation des ménages. Donc la tendance distillée des enquêtes et des observations sur le terrain n'a pas été triangulée.

5.4.2. Impacts/effets sur le plan économique

Forces : Sur le plan économique, l'intervention a produit des effets. LA réponse de management déployée à la suite de l'évaluation à mi-parcours du programme a jeté les bases pour la rentabilisation du service d'eau potable dans le milieu urbain (District de Bamako) (source : collecte de données 2021). Dans le milieu rural, l'intervention a permis de renforcer la dynamique de continuité du service d'eau potable dans un contexte de gestion communautaire.
Qu'il s'agisse du milieu urbain ou rural, l'installation du système de prépaiement de l'eau (Token Tap) sur les ouvrages, procède de la volonté d'assainir la gestion financière des ouvrages et de maximiser l'impact économique. Aussi, le coût du service de l'eau a été établi sur base des calculs tenant compte de la durabilité financière du service tout en mettant en place des dispositions exceptionnelles pour les personnes vulnérables et/ou à faible revenu (exemple : les populations des zones rurales ont convenu que lors des évènements sociaux : baptême, décès, mariage, l'eau sera gracieusement ouverte à la famille. A Bamako, les comités donnent de l'eau aux mendiants et autres personnes très pauvres gracieusement).
Les revenus des producteurs et des groupements de producteurs des périmètres maraichers ont sensiblement augmenté de 2017 à 2021, ce qui traduit les retombées financières de l'intervention.
Certains acteurs de la gestion du service d'approvisionnement en eau potable tel que les fontainiers(es) tirent un modeste revenu de l'activité de vente d'eau au niveau des bornes fontaines. Cependant, en plus des crédits non payés qu'elles font à certains usagers, la majorité de ces fontainiers

ne font pas un suivi régulier de leurs recettes. En fait, ils en puisent quotidiennement pour payer leurs besoins personnels. A la fin du mois, ils comptent seulement le solde en caisse sans tenir compte des recettes déjà dépensées.

Faiblesses : Il ressort des enquêtes que les budgets et les dépenses communaux consacrés à l'eau et à l'assainissement se sont accrus de 2017 à 2021 sans que cela soit traçable dans les documents financiers des communes. Une analyse poussée a permis de comprendre que la nomenclature budgétaire actuelle des communes ne permet pas d'arriver à un tel degré de précision.

La faible organisation de la majorité des fontainiers(es) ne les permet pas de se rendre compte des « bénéfices » de la vente d'eau.

Dans le système de gestion, il n'y a pas de ristourne (tout le gain est laissé directement) pour les fontainières alors qu'elles ne peuvent pas garder ou même se rendre compte des gains liés à l'activité de gestionnaire de borne fontaine.

La non-réalisation de la STBV et les mesures d'accompagnement (sanimarketing, etc.) en lien avec les plans d'affaires, ont eu pour effet un anéantissement de l'élan de Join For Water et de ses partenaires dans la mise en place et le suivi d'un véritable business autour de la STBV.

5.4.3. Impacts/effets environnementaux

Forces : Les changements induits dans le domaine de l'environnement sont le fruit de la sensibilisation et la conscientisation des principaux acteurs (autorités communales) sur les enjeux et les défis environnementaux. L'intervention a prôné des études de faisabilité comportant un volet environnemental. C'est ainsi que les études d'impact environnemental sont dorénavant partie intégrante des études menées en amont des investissements (STBV, SHVA, forages à PMH, etc.) ; ce conformément aux dispositions en vigueur au Mali et qui stipulent la prise en charge systématique d'impact environnemental et social dans le cadre des investissements des ONG et autres intervenants. Les conventions de gestion des ressources naturelles signées et suivies ont pour finalité l'exploitation durable et la protection de l'environnement.

Faiblesses :

Le programme a investi dans la réalisation d'ouvrages de mobilisation d'eau surtout souterraine sans pour autant mettre en place un système de suivi (réseau piézométrique) donc l'impact à court, moyen et long terme sur la ressource elle-même mais aussi sur les écosystèmes ne peut pas être évalué.

5.5. Durabilité

La question de la durabilité de l'intervention a été traitée sous différents angles lors de l'évaluation. En générale, l'intervention s'inscrit dans les dispositions nationales et les mécanismes propres au programme en matière de durabilité. L'évaluation a révélé qu'aucune stratégie de sortie digne de foi n'est mise en place et suivie pendant la phase active de l'intervention. Les aspects ci-après de durabilité ont été abordés lors de l'évaluation.

5.5.1. Durabilité institutionnelle

Forces

- Join For Water travaille avec des organisations locales et nationales, notamment les ONG nationales qui ont un ancrage avéré. Le travail de renforcement des capacités mené a conféré à ces structures une certaine durabilité institutionnelle.
- La Maitrise d'Ouvrage Communale (MOC) appuyée dans le cadre de l'intervention s'inscrit en droite ligne avec la vision et les directives des autorités nationales et communales,

- La collaboration avec les services de l'Etat et leurs démembrements, via des protocoles, s'inscrit dans un processus continu de fourniture des services sociaux de base pour lesquels l'Etat a le devoir régalien.
- L'implication continue des acteurs de la société civile, les élus et les services techniques déconcentrés dans la mise en œuvre du programme notamment à travers le comité de pilotage a été un gage de durabilité institutionnelle en ce sens qu'ils s'approprient des interventions et participent au processus de prise de décision.
- Les communes en tant que maitre d'ouvrage sont assez outillées aujourd'hui pour jouer le rôle de catalyseur et d'interface vis-à-vis des communautés bénéficiaires. De façon réglementaire, il existe des cadres formels de concertation réunissant les acteurs.

Faiblesses

- L'évaluation a noté une insuffisance, voire un manque d'appui institutionnel conséquent de Join For Water à l'attention des ONG partenaires.
- Malgré le choix pour la MOC, le renforcement et l'accompagnement des différents acteurs impliqués dans la mise en place et la gestion des services AEPHA, l'assimilation et/ou la mise en pratique des formations et outils mis à disposition demeurent faible en raison de l'état actuel de la décentralisation.

5.5.2. Durabilité financière

Forces

- L'organisation interne et le mécanisme indiqués dans le contrat établi entre la Commune et l'association d'usagers, font croire que la gestion via l'association d'usagers a permis d'assurer une certaine continuité dans l'offre du service.
- Les Communes consacrent de plus en plus de ressources financières au secteur AEPHA en participant financièrement aux coûts des investissements. L'exemple de la Commune de Mountougoula mérite d'être partagé ici. En effet, la Commune de Mountougoula a contribué aux coûts d'investissement de 2 SHVA à travers son accord de principe pour cofinancement des 2 SHVA. Ceci montre que la Commune a la capacité et la volonté de cofinancer – soit-peu – l'extension et/ou le renouvellement des ouvrages d'eau potable.
- Les discussions menées auprès des communes et des usagers, indiquent que 100% des ouvrages qui ont connu un arrêt de fonctionnement sont été réparés localement et les frais de réparation ont été pris en charge par les comités de gestion. Cela a été facilité, notamment dans la Commune de Mountougoula, par la dotation à la Commune d'une caisse à outils pour la réparation des pompes à motricité humaine et de la formation de 10 artisans réparateurs. Ces derniers ont constitué un secteur privé dynamique et rentable qui a établi un contrat avec la Commune pour assurer les réparations sur le terrain.
- En matière d'assainissement, les communautés prennent elles-mêmes le lead du changement de comportement au-delà du programme (y compris en ce qui concerne le financement des ouvrages familiaux comme les latrines). Si les coûts d'investissement des latrines scolaires sont pris en charge entièrement par Join For Water, les charges d'entretien et de maintenance sont prises systématiquement en charge par la Commune à travers le comité de gestion scolaire, qui constitue le bras technique de la Commune en charge des questions d'éducation.
- L'expérimentation en milieu rural et urbain du système de prépaiement de l'eau (Token Tap) s'avère être une alternative crédible et garantit la continuité du service d'eau potable.

Faiblesses

- Les frais liés à la durabilité du service ne sont pas explicitement quantifiés dans la gestion communautaire (milieu rural).
- La mobilisation des redevances pour l'utilisation de l'eau dans les périmètres maraichers liés aux SHVA n'est pas assez lisible, notamment en milieu rural. Au moyen et long terme, ceci peut constituer un facteur défavorisant de la durabilité financière de l'exploitation des PM.

- La durabilité financière et économique des services d'eau et d'assainissement fournis par nos ouvrages dans les communes d'intervention à Bamako est durement impactée de façon négative par la présence des ouvrages (forages) privés qui desservent d'eau au public hors cadre réglementaire.

5.5.3. Durabilité sociale

Forces

- L'organisation et la formation continue des usagers et des fournisseurs de services ont jeté les bases pour une certaine pérennisation des investissements à travers une acceptation du paiement du service de l'eau.
- Le travail de plaidoyer a participé à la durabilité des investissements en ce sens que les usagers mieux organisés, sont susceptibles de revendiquer leurs droits aux services tout en assurant la veille citoyenne. En même temps, ils sont favorables à jouer pleinement leurs rôles tout en s'acquittant de leurs devoirs citoyens
- La communication pour le changement de comportement est axée sur la conscientisation des communautés et le volontariat. L'approche 'Child to Child' où les élèves sont entre autres vecteurs de changements, contribue à la pérennisation des résultats du programme.
- L'état FDAL obtenu à la suite d'une prise de conscience individuelle et collective est traduit dans la construction et l'utilisation systématique des latrines aux normes.
- Les membres des Comités Villageois Eau Hygiène et Assainissement (CVEHA) ainsi que les relais de santé se disent engagés de continuer à animer les réunions communautaires en vue de perpétuer les bonnes pratiques d'hygiène.

Faiblesses

- L'inclusion sociale autour des ouvrages réalisés n'est pas encore acquise. Des efforts de la part des communautés et des gestionnaires de service appuyés par les autorités locales seront encore nécessaires pour réaliser cette inclusion.

5.5.4. Durabilité Technique

Forces

- L'évaluation a révélé que l'essentiel des investissements réalisés répond aux normes et standards de qualité techniques admis au Mali (APS, APD, dossier d'appel d'offres (DAO)).
- L'implication des bénéficiaires dans la mesure de leurs capacités aux opérations de maintenance et d'entretien

Faiblesses

- Quelques malformations ont été signalés à Bamako et à Mountougoula. A Bamako, l'évaluation à mi-parcours de 2019 a montré des défaillances techniques dans la conception du REFAID de Sikoro en Commune I. A Mountougoula, des erreurs dans l'installation du champ solaire du SHVA de Tiéné ont entrainé un arrêt temporaire du service et par ricochet un arrêt momentané des activités dans ce village.
- Les latrines familiales construites lors de l'ATPC sont en matériaux locaux peu durable. Ça présente des risques de sécurité (la dalle pourrait se casser pendant une personne utilise la latrine). En plus, afin de garder l'état FDAL, des efforts supplémentaires sont nécessaires permettant des investissements pour la construction des latrines en matériaux durables.

5.5.5. Durabilité environnementale

Forces

- En milieu rural, l'engagement individuel et collectif à mettre un frein à la défécation à l'air libre est le fruit d'une prise de conscience sur les effets de cette pratique sur l'environnement.

- L'adoption des techniques culturales soucieuses de l'agroécologie a des effets bénéfiques sur l'environnement, ce qui paraît d'être comprise progressivement par les exploitants des périmètres maraichers.

Faiblesses

- L'évaluation a révélé que le programme ne s'est pas investi dans l'irrigation plus efficiente que celle par les bassines. Ceci entraine un certain gaspillage de la ressource en eau, ce qui ne cadre pas forcément avec les mesures nationales en matière d'atténuation et de réduction des effets du changement climatique.
- Pas de suivi de la qualité de l'eau à la sortie des stations des REFAID avant rejet dans la nature.
- Par la non-réalisation de la STBV, la pratique de déverser les boues de vidange dans la nature continue, ce qui présente des risques environnementaux et sanitaires.

5.6. Genre

Les observations sur les changements apportés par le programme au niveau du genre ont été classées selon 'besoins pratiques' et 'intérêts stratégiques'. Certaines observations couvrent les deux aspects. Les changements observés sont repris dans l'annexe **Fout! Verwijzingsbron niet gevonden.**. Ces observations ont été faites pendant les visites de terrain, les entretiens avec les ménages et les focus groupes.

- Points forts
  - Les changements observés pendant la mission d'évaluation montrent qu'il y a un avancement genre, tant au niveau des besoins pratiques que des intérêts stratégiques.
  - Pour les besoins pratiques, il s'agit d'avancements quant à l'accès plus grand pour les femmes (et particulièrement les filles) et les hommes à l'eau potable et l'assainissement, l'amélioration des conditions d'hygiène aux écoles surtout pour les filles et là où les latrines sont séparées de celles des garçons et du type GHM, l'accès des femmes à des ressources productives, la diminution de temps de la corvée de l'eau pour les femmes et les filles et l'augmentation des revenus des femmes.
  - Pour les intérêts stratégiques, on constate une amélioration de l'estime de soi (dignité, renforcement du tissu social, leadership), de la relation de force entre femmes et hommes, de la participation des femmes sur des postes de responsabilité dans les comités de gestion et de l'amélioration de l'accès des filles à l'éducation.
- Défis
  - Dans les structures de gestion, les femmes gardent encore un profil bas. Culturellement, elles ne peuvent ou veulent pas être dans le centre d'attention. Peu d'autres femmes se présentent pour des postes de responsabilités.
  - L'augmentation de la connaissance sur l'hygiène au niveau de l'école ne change pas encore fondamentalement la position des filles car pour l'entretien de l'école, les interviews montrent encore une répartition de rôles assez classique. La seule tâche exécutée par des garçons est le puisage de l'eau pour le nettoyage.

5.7. Participation

Le degré de participation des parties prenantes au programme n'a pas été explicitement abordé au cours de l'évaluation. Au lieu de cela, cela a été fait par l'équipe d'évaluation après le travail sur le terrain en triangulant plusieurs sources d'information et d'observations. En s'appuyant de l'échelle de participation en Annexe 8.10, des exemples concrets sont présentés pour la partie prenante principale à chaque barreau de l'échelle avec le niveau de participation de 2 ou 3 autres parties prenantes. Un exercice d'auto-évaluation par chaque acteur n'était pas possible dans le délai et la portée de cette

évaluation. Des remarques de plusieurs parties prenantes lors de la restitution ont cependant pu nuancer ou confirmer certaines conclusions du résumé ci-dessous.

- Points forts
  - Il y a eu une forte participation des autorités et en moindre mesure des services techniques, certainement pour l'eau potable (choix de la zone, conception des ouvrages, mise en œuvre à travers la maîtrise d'ouvrage communale, contribution financière, etc.). Pour l'assainissement, ceci a été moins explicite vu que les interlocuteurs principaux sont d'abord les ménages et les écoles.
  - Comme les structures de gestion sont mises en place par des usagers, les usagers individuels participent indirectement dans le programme. Une fois les comités de gestion installés, la participation des usagers dans le suivi devient plus directe par leur contrôle sur le fonctionnement des comités et leur participation aux différentes décisions qui influencent la gestion, comme la tarification de l'eau. En milieu urbain des structures de veille citoyenne sont naissantes qui suivent la gestion par la SOMAGEP.
  - Le comité de pilotage est le lieu par excellence pour la participation de tous les acteurs, y compris ceux qui ne sont pas directement impliqués dans le programme. La large participation des différents acteurs dans les ateliers de restitution de l'évaluation montre leur intérêt et volonté de participation.
- Défis
  - Même si sur papier les structures de gestion sont fonctionnelles et la participation citoyenne existe, en réalité il y a certainement de progrès à faire dans la réelle gestion participative et représentative. Ceci est illustré par un forage d'eau à Bamako, où les membres du comités gestion n'habitent pas dans le quartier ou ne dépendent pas du point d'eau, pendant que la fontainière doit faire face à tous les défis de gestion et les usagers ne sont pas prêts à payer pour le service.
  - La participation dans les différentes phases n'implique pas forcément une implication journalière suffisante. Quelques exemples: une implication plus forte des autorités communales et nationales aurait pu contribuer à la réalisation de la STBV ; à Mountougoula le président de la commission EHA, qui est aussi conseiller communal, n'était pas au courant de la construction d'un AES dans un des villages depuis environ un an ; les autorités de la Commune I n'ont pas empêché la construction des bâtiments dans le canal d'évacuation du REFAID ainsi diminuant le débit d'évacuation de l'affluent et causant des inondations des habitations.

6. Avec le recul, qu'aurions-nous fait différemment ?

Afin avoir l'avis des acteurs, cette question récurrente a été systématiquement posée lors des interviews et entretiens. Cela a permis de recueillir les points de satisfaction, de non satisfaction, des souhaits et suggestions de l'ensemble des structures. D'une manière générale, les groupes cibles ont apprécié les approches programmatiques utilisées. Ils estiment que les approches ont permis d'atteindre un niveau encourageant des indicateurs. **Cependant, ils ont émis des réserves sur des aspects de l'intervention lesquels mis en œuvre autrement, allaient contribuer à maximiser son impact.** Le tableau ci-dessous résume cette situation

Structures	Avis et suggestions
	- ***Renforcement institutionnel des partenaires*** : les communes ont salué le travail de RC entrepris sur la durée de l'intervention. Aujourd'hui, à la faveur de ce RC, les élus des communes d'intervention et services communaux ont des capacités renforcées dans le cadre de la MOC.

Communes	Toutefois, les élus estiment qu'il serait intéressant de compléter le RC mené à travers un renforcement institutionnel. • ***Dans le domaine du maraichage*** : les élus ont trouvé intéressant la réalisation des jardins maraichers qui permet aujourd'hui aux femmes de mener des activités qui leurs génèrent des revenus. Ces revenus sont généralement utilisés pour subvenir à certains besoins spécifiques des femmes, mais aussi aux besoins familiaux. Vu que cette activité contribue à l'autonomisation des femmes, les élus souhaiterait avoir un appui par rapport à l'extension des jardins maraichers pour permettre à plus de femmes de mener cette activité. • ***Dans le domaine de l'assainissement*** : Les élus trouvent que les résultats du volet assainissement (ATPC) a eu des effets positifs car il y a eu plusieurs réalisations de latrines. Mais ces latrines ont été construites avec le moyen de bord des ménages. Ce qui fait que la plupart de ces latrines surtout en milieu rural sont avec des dalles soit en bois soit en banco. Pour plus de sécurité et durabilité, des dalles en béton armé conviendrait mieux.

Ménages	• En général, les personnes interviewées dans les ménages ont toutes appréciés l'intervention du projet, c'est-à-dire la réalisation des ouvrages d'eau et d'assainissement et toutes les activités de sensibilisation qui ont accompagné le processus de mise en œuvre. Cependant selon la majorité de ces personnes jusqu'à présent, tout le monde n'a pas accès aisé aux ouvrages d'eau et d'assainissement, donc, elles proposent de :
	  ○ Construire des points d'eau supplémentaires pour rendre l'eau plus accessible à la population
	  ○ Améliorer le service d'eau avec sa disponibilité tout le temps
	  ○ Renforcer les matériels d'assainissement (brouettes, pelles etc…) dans les villages bénéficiaires de l'ATPC

AUEP/CG	• Les structures de gestion (eau et assainissement) rencontrées dans le cadre de cette évaluation estiment, que les 5 années de mise en œuvre du projet ont été bénéfiques en matière d'amélioration de gestion des ouvrages avec la mise en place des structures et le R/C de ces structures. Ces organes estiment tout de même un besoin de suivi-accompagnement afin d'assurer et assumer la durabilité des ouvrages. Ils notent que la mairie ne joue pas pleinement souvent son rôle de suivi. Donc proposent : ○ La mairie doit assumer en faisant un suivi régulier des ouvrages réalisés car ils doivent fonctionner pour que l'accès à l'eau et l'assainissement soit facilité même à l'absence du projet • Aussi, tous les villages doivent être dotés de point d'eau potable pour assurer plus de couverture zonale • Tous les jardins maraichers doivent être clôturés et en fonction des besoins croissants, les capacités (débit) des points d'eau doivent être renforcées.
Ecole	Dans les écoles, les aspects notés par les personnes scolaires en termes d'amélioration se résument en ces points : • Construction des points d'eau et latrines supplémentaires • Plus de formation H&A pour enseignants et comités de gestion scolaires (CGS) • Plus de kits d'hygiène pour maintenir l'hygiène • Planter des arbres pour avoir l'ombre

CLE	Les membres du CLE remarquent qu'avec la mise en place d'une telle structure, la coordination des actions serait plus aisée. Aussi, avec l'existence de CLE, il y a une bonne dynamique des parties prenantes dans la gestion des ressources naturelles. Compte tenu de sa nouveauté, le CLE ne dispose pas de :
	• Documents techniques sur les ouvrages.
	• Il n'y a pas également de fonds actuellement pour assurer le fonctionnement de comité.
	• C'est pour cela que le CLE souhaiterait :
	  ○ Une cartographie des ressources en eau, conflits (potentiels) de la commune de Mountougoula
	  ○ Mise en place des AGR pour le CLE (pour financer son fonctionnement), p.ex. un fonds de roulement/tontine parmi les membres à rembourser avec intérêt
	• Les membres du CLE sollicitent alors un appui-accompagnement

Aussi l'équipe de Join For Water au Mali a mené la réflexion sur ce qui aurait dû fait autrement avec du recul. Son analyse se résume comme suit :

Au plan institutionnel :

- Avoir une convention de collaboration ou protocole d'accord à niveau plus élevé (district de Bamako) et des conventions de partenariat avec les communes d'investissements. Ceci ouvrirait plus de flexibilité sur la détermination de site pour certaines actions (cas de la STBV) et aussi l'élargissement du RC en MOC.
- Collaborer davantage avec la Direction Régionale de l'Hydraulique avec du RC mutuel et aussi appuyer dans sa mission (assistance à la MOC, suivi des ouvrages, outils de connaissance et gestion de ressources en eau, …) afin d'avoir un acteur capable de dupliquer/répliquer les résultats de programme à large échelle et d'assurer une durabilité dans la capitalisation et diffusion.
- Mettre en place un système d'(auto-)évaluation du partenariat entre Join For Water et ses partenaires afin d'avoir une vision commune du « partenariat » qui n'est ni de la sous-traitance, ni de la consultation et d'œuvrer ensemble à sa construction.

Au plan opérationnel :

- Inclure dans le programme une stratégie de RC institutionnel et opérationnel des ONG partenaires pour la co-construction d'expertises locales avec des moyens autonomes dans l'élaboration des programmes dans le secteur et la recherche de financements
- Mettre en place un système intégré assainissement-agriculture de sorte à utiliser les sous-produits de l'assainissement comme fertilisant dans les périmètres maraichers. Former et équiper des vidangeurs « professionnels » manuels serait gage de motivation de construction et utilisation des latrines et aussi de réduire le risque de contamination lié à la manipulation des fèces lors de la vidange et aussi de pollution par le dépôt « sauvage de boues ».
- Mettre en place une « subvention modulée » dans le cadre de l'ATPC en milieu rural. Ceci permettrait à certains ménages très vulnérables de réaliser des ouvrages d'assainissement et au moins d'assurer que toutes les dalles des latrines soient en béton armé pour plus de sécurité et de durabilité.
- Trouver l'équilibre entre urgence et développement : la situation sécuritaire de Mopti commande une certaine souplesse dans les procédures afin de répondre efficacement aux urgences. Autrement dit, il aurait été intéressant de trouver un équilibre entre situation

d'urgence/crise et développement. Malheureusement, Join For Water a continué à opérer comme ONG de développement dans un contexte de crise récurrente.

- Pour le milieu scolaire à Bamako, l'analyse de l'état des lieux devrait inclure d'autres aspects tels que la sécurité des installations, la fonctionnalité des structures scolaires, les usages et usagers de l'espace scolaire,...
- Stratégie d'exit : mettre en place la stratégie d'exit du programme déjà à mi-parcours afin d'anticiper les insuffisances de la durabilité future de l'intervention.

Au plan technique :

- Ouvrages d'eau :
  - En milieu urbain, ne pas réaliser des bornes fontaines à partir du réseau public d'eau (SOMAGEP) dans le quartier périphérique mais des postes d'eau autonomes (= une borne fontaine connectée à un forage). La baisse permanente de pression dans les conduites de la SOMAGEP surtout au niveau de ces zones périphériques (externe du réseau) ne permet pas une continuité de la disponibilité de l'eau au niveau de ces bornes fontaines.
  - Pour les ouvrages à usages mixtes, prévoir dans les Avant-Projet Sommaires (APS) et Dossiers d'Appel d'Offres (DAO), des forages à gros débit de sorte à permettre l'intensification de l'exploitation à l'avenir (BF supplémentaires, extension des périmètres maraichers, autres usages).
- Ouvrages d'assainissement :
  - Privilégier la construction d'un caniveau à ciel ouvert pour l'évacuation des eaux grises que de REFAID
- GIRE :
  - Prévoir une approche « bottom up » où les communautés participent dans l'identification des problématiques des ressources en eau et la formulation des solutions
  - Faire une cartographie participative de la zone concernée. Ceci était prévu grâce à une collaboration avec Practica des Pays-Bas, mais n'a pas pu être réalisé à cause des contraintes liées à la pandémie de Covid-19.

7. Conclusions et recommandations

Atteinte de l'objectif, des résultats et les indicateurs

En grande partie l'objectif et les résultats ont été atteints ce qui est reflété aussi dans la valeur finale de la plupart des indicateurs. L'instabilité politique au niveau national a eu peu d'incidence sur le fonctionnement des autorités locales. L'insécurité qui règne au centre du pays a impacté la mise en œuvre du programme. Beaucoup d'élus et agents communaux et étatiques ont abandonné leurs postes et les populations ont d'autres priorités, que celles mises en avance par le programme. Ceci se reflète dans la non atteinte de quelques indicateurs, notamment de l'Hygiène & Assainissement familial et la gouvernance. Les bonnes relations entre les partenaires communaux et ONG, ainsi qu'avec les communautés et leurs structures représentatives ont certainement contribué à ce succès. Certains indicateurs, leurs valeurs à atteindre et la méthode de renseignement auraient pu être mieux pensés. Il s'agit notamment de IO.3 et IR.4.3.

Recommandations

- Continuer où possible encore approfondir la collaboration avec les autorités et les synergies avec d'autres acteurs de développement.
- Promouvoir des actions en appui des communautés et des acteurs de la société civile dans un contexte fragile.

- Donner suffisamment d'attention à la bonne formulation des indicateurs, des valeurs à atteindre et la méthodologie de renseignement.

Eau potable

L'accès à l'eau potable a été amélioré par la construction et la réhabilitation d'un nombre d'infrastructures communes de différents types. Généralement, l'accès est durable au niveau technique, social (vu l'attention à l'accès universel avec des coûts de service à la portée de tout un chacun) et institutionnel (vu l'implication des autorités et services techniques par la maîtrise d'ouvrage communale, même si c'est implication pourrait encore être plus conséquente et constante, et par le rôle de l'AUEP avec ses comités de gestion et/ou délégataires autour des points d'eau) et environnemental.

Sur le plan financier tout n'est pas encore positif. Si les communes contribuent au financement des infrastructures, c'est encore ad hoc sans que cette contribution soit reflétée dans les budgets prévus et exécutés. Si le paiement de l'eau au volume est acquis en milieu urbain, au milieu rural le débat n'est pas encore clos. Ceci est illustré par l'installation du système de prépaiement à Tangala, qui n'est pas encore opérationnel en attendant la décision de la communauté sur le mode de paiement. Pendant ce temps, la population puise l'eau gratuitement. Le suivi financier à plusieurs niveaux (fontainiers, comités de gestion, autorités communale) n'est pas encore très performant, ce qui rend difficile de connaître les volumes des flux financiers en temps réel.

La durabilité financière et institutionnelle des points d'eau communautaires en milieu urbain est incertaine. Bien qu'ils répondent encore à un besoin réel de certaines couches de la population, leur continuité est menacée. Actuellement, ces points d'eau sont alimentés par la SOMAGEP, qui ne s'y intéresse pas vraiment si les factures mensuelles sont payées. La maintenance revient aux comités de gestion éventuellement avec un appui de la commune. Toutefois, souvent les membres de ces comités ne dépendent pas directement de la fonctionnalité du point d'eau et alors, c'est grâce à la motivation des fontainiers que les points d'eau sont opérationnels. Enfin, il existe progressivement des forages privés, qui vendent l'eau moins chers et auxquels la population s'approvisionne. Cependant, ces forages n'ont pas besoin de répondre aux normes techniques de construction ou de qualité de l'eau. Ainsi les points d'eau communautaires ne peuvent pas faire face à cette concurrence.

<u>Recommandations</u>

- Continuer à impliquer activement les autorités locales et les services techniques.
- Améliorer la gestion financière et son suivi à tous les niveaux
- Mener une réflexion et un débat sur le futur des points d'eau communautaires en milieu urbain.

Hygiène et assainissement

Au sein des ménages

Les différentes approches de sensibilisation en hygiène et assainissement ont contribué à un meilleur état de salubrité de ménages et leur environnement direct et de santé des membres de familles, notamment des enfants. Dans le cadre de l'ATPC en milieu rural, la construction ou la réhabilitation des latrines et leur propreté améliorent l'hygiène, diminuent (ensemble avec l'eau potable) les maladies et contribuent à la dignité, spécifiquement pour les femmes et les filles. La présence générale de l'eau et du savon ou de la cendre pour le lavage des mains la prise de connaissance sur l'hygiène. La présence des relais communautaires EHA dans les communautés pourra davantage augmenter les messages d'hygiène et d'assainissement.

La plupart des latrines en milieu rural sont construites en matériaux précaires. Il a été signalé par les ménages qu'elles ne subsistent pas bien aux intempéries. Ils demandent un appui afin de pouvoir réaliser des latrines en matériaux durs.
Le Réseau d'Egout à Faible Diamètre (REFAID) s'est avéré comme ouvrage d'assainissement collectif peu adapté au contexte (accroissement rapide de l'habitat, rejet de déchets solides dans le réseau, ensablement et colmatage de la station,) et les comités de gestion peu efficace et engagé eu égard de la complexité de gestion d'un tel ouvrage.

Recommandations

- Poursuivre la sensibilisation des ménages en renforçant et s'appuyant sur des relais communautaires
- Instaurer un mécanisme ou instrument d'appui financier aux ménages qui souhaitent investir dans des latrines en matériaux durs
- Poursuive la sensibilisation des ménages raccordés aux REFAID pour le respect des consignes et accroitre le suivi du comité par la commune.

En milieu scolaire

Les latrines construites ou réhabilitées par le programme en combinaison avec d'autres actions de HAMS ont contribué à une meilleure hygiène scolaire. Il y a encore de la marge de progrès au niveau de la qualité technique des ouvrages et leur nombre insuffisant par rapport au nombre d'usagers. Toutes les tâches liées au nettoyage et à la propreté incombent encore aux filles. Seulement, les garçons apportent l'eau pour le nettoyage. En milieu urbain, différents individus et groupes à l'extérieur de l'école se donne accès aux ouvrages, les abuses et les vandalisent.

Les latrines GHM ont eu un effet avantageux aux filles. Grâce à cet ouvrage, la disponibilité des serviettes hygiéniques et l'accompagnement par une enseignante formée, ont augmenté la confiance en elles-mêmes et diminué l'absentéisme et l'abandon des filles.

Recommandations

- Si le budget le permet, choisir toujours le nombre de latrines correspondant au nombre d'usagers, dont au moins une latrine GHM contribuant à la continuité de l'enseignement, notamment des filles.
- Porter suffisamment d'attention sur la connaissance de l'hygiène à travers les comités HAMS et chercher des méthodes adaptées pour atteindre spécifiquement les filles et les garçons.
- Inciter une démarche avec les voisins de l'école afin d'arriver à un accord d'accès et d'utilisation qui sécurise l'utilisation durable et hygiénique des ouvrages (en milieu urbain).

GIRE et eau productive

A Mountougoula, le CLE a été créé seulement en fin du programme. Même si sa composition veut refléter la représentativité des différents groupes d'usagers et l'implication des autorités locales et services techniques, le processus n'a pas été très participatif. L'outil de cartographie prévue pour l'analyse des enjeux autour de l'eau n'a pas été utilisée et actuellement les membres du CLE ne disposent pas d'une vue claire sur les problématiques et priorités à traiter.

A Mopti, les conventions de gestion sont mises en application entre usagers sans une pleine représentative du collègue de l'administration et des collectivités pour des raisons d'insécurités surtout pour ces acteurs. Il est alors impérieux de trouver des cadres et instances pour rapporter, prendre les avis afin de demeurer dans la vision intégrée de la gestion.

Les ouvrages des SHVA sont de bonne qualité et les PM sont bien exploités. La production contribue à une meilleure nutrition des familles des exploitantes, mais surtout la vente du surplus permet aux femmes individuellement et/ou leurs groupements d'obtenir des revenus importants. En tant qu'individus, elles ont le choix autonome sur l'utilisation de ces revenus, pour des besoins familiaux ou personnels. Les membres des groupements décident ensemble sur le réinvestissement de leurs revenus communs.

Recommandations

- Organiser une campagne d'information envers la population de Mountougoula sur le CLE créé récemment
- Adopter une approche « bottom up » et participative pour l'analyse et la cartographie des enjeux autour de l'eau en créant des structures réellement représentatives pour les différents groupes d'usagers
- Promouvoir des techniques d'arrosage/d'irrigation plus efficiente dans le maraîchage
- En cas de nouveaux aménagements : adopter une approche plus soucieuse de l'environnement (planter une haie vive, éviter de couper des arbres et/ou replanter d'autres, …)
- Mettre en place un dispositif et des comptes de gestion tenant compte non seulement de l'exploitation mais aussi de la maintenance et du remplacement au terme des équipements

Gouvernance et gestion

La façon, dont les communes et les services techniques jouent leur rôle dans la maîtrise d'ouvrage, est insuffisante. Ceci est partiellement dû à un manque de ressources financières et humaines.

Quant à l'eau potable, toutes les infrastructures ont une structure de gestion (CdG, fontainier, délégataire, …). Malheureusement cela ne se traduit pas dans une collecte rigoureuse des redevances. A Mountougoula, l'AUEP est la cheville ouvrière dans la gestion de l'eau potable et elle est active et fonctionnelle. Le fait que l'AUEP est une association d'usagers largement basée sur le travail volontaire est un défi en plus. Malgré le fait que des importantes couches de la population dépendent des points d'eau communautaires, leur gestion n'est pas une préoccupation prioritaire des autorités, de la SOMAGEP et parfois non plus des membres des comités de gestion.

Quant à la gestion des infrastructures d'assainissement dans les écoles, il y a une vraie appropriation des directions et des comités HAMS des écoles. L'entretien est bien organisé.

Recommandations

- Continuer à impliquer les autorités locales et les services techniques.
- Mettre en place (et faire respecter) des dispositifs de gestion inclusif un système de tarification, qui assurent la durabilité (financière) du service et l'accès universel.

Genre et participation

Le programme a réellement contribué à une amélioration des besoins pratiques des femmes. Il y a aussi du progrès au niveau des intérêts stratégiques par l'implication des femmes dans des structures de gestion (parfois sur des postes clé), par leur participation dans des associations, par l'amélioration de l'estime de soi et par la possibilité pour les filles de suivre les cours en continu. Il y a pourtant encore de la marge de progrès comme le montrent les multiples échanges où souvent les hommes étaient présents ou les femmes indiquaient de ne pas vouloir attirer de l'attention par une présence plus visible dans une structure de gestion. Aussi au sein des équipes de Join For Water et des partenaires le genre doit être un point d'attention.

Les autorités et les ONG ont fortement participé dans les différentes phases du programme. Les services techniques se sont impliqués dans le programme, mais surtout à la demande explicite des partenaires. En revanche, l'implication des usagers (H/F) était limitée comme le programme se basait surtout sur la maîtrise d'ouvrage communale et sur la représentation des usagers via leur structures de gestion. Aussi, là où une approche plus participative était préconisée. Pour renforcer l'appropriation, des méthodes d'implication plus directe des usagers auraient pu être cherchées.

Recommandations

- Augmenter l'attention pour le genre, tant au niveau du programme qu'au sein des équipes.
- Chercher des méthodes d'implication plus directe des usagers dans les différentes phases du programme.

Capitalisation et plaidoyer

Le programme au Mali a réalisé une série de produits de capitalisation sur différentes thématiques et de forme variée. Il n'a pas toujours été évident à quoi ces produits devraient servir et à quel public ils étaient destinés. D'autres ont été élaborés d'une façon réactive, comme l'article sur Kolochilikélan pour un journal scientifique.

Ainsi, seulement l'étude Cart'Eau a été élaborée en vue d'alimenter un plaidoyer sur les risques de pollution du fleuve Niger par les eaux usées y versées sans aucun contrôle. La présentation de l'étude a attiré l'intérêt d'un bon nombre d'acteurs nationaux et internationaux, qui peuvent influencer les politiques à la matière au Mali. Un autre plaidoyer, qui a connu du succès, concernait le sort des communautés Bozo à Bamako. Ces communautés sont marginalisées et leurs habitats ne sont souvent pas reconnus officiellement et du coup ne sont pas considérés pour recevoir des services de base. Les autorités de plusieurs communes de Bamako ont pu être convaincu de les inclure dans des actions d'accès à l'eau potable et l'assainissement.

Recommandations

- Déterminer au préalable l'objectif et le public de la capitalisation, qui guident la forme à donner au produit
- Déterminer au préalable les sujets de plaidoyer et en fonction élaborer des produits de capitalisation

8. Annexes

8.1. Etapes et activités de l'évaluation et personnes impliquées

N°	Etape	Dates	Contenu-activités	Personnes impliquées
1	Formation – jour 1 & 2	06 et 07/10/2021 (phase 1) 1	Introduction ; mini-évaluation ; TDR ; leçons de l'Uganda sur organisation de travail ; critères d'évaluation ; genre ; structure rapport ; cadre logique et théorie de changement ; questions évaluatrices, matrice d'évaluation et outils ; outil Forum pour capitalisation	Evaluateurs (Calipso) ; Equipes Join For Water Mali, Bénin, Belgique ; partenaires ONG et communes
2	Formation – jour 3	23/11/2021 (phase 2)	Révision travail de préparation ; défis de collecte et analyse de données ; évaluation par des pairs ; organisation du travail ; rôle d'appui de Calipso	Idem étape 1
3	Elaboration questions	20/11/2021 (phase 2)	Concrétiser l'ébauche des questions évaluatrices faite pendant la formation et réfléchir sur outils de collecte (voir Note 1)	Idem étape 1
4	Suite préparation	11/11 au 07/12/2021	Continuer la concrétisation des questions évaluatrices ; échange sur l'organisation de travail	Equipe d'évaluation
5	Début mission des collègues du siège et Bénin au Mali		Arrivée Introduction programme	Siège : Harald et Bureau Bénin : Jean Patient
6	Finalisation préparation	07 au 08/12/2021	Elaboration questions détaillées par question évaluatrices ; rédaction 5 fiches d'entretien (voir note 2)	Equipe d'évaluation
7	Visites de terrain	09 au 13/12/2021	(voir rapport de groupe d'évaluation)	Equipe d'évaluation
8	Focus group et entretien (enquête) ménage	09 au 13/12/202	' Collecte des données en vue de la triangulation et aussi apprécier le niveau d'atteinte des résultats	Staff Mali et équipe d'évaluation
9	Actualisation et analyse du cadre logique	13 au 15/12/2021	Compte rendu de la visite des écoles Analyse des valeurs du cadre logique et triangulation avec les données collectées lors de phase terrain de l'évaluation et des données d'autres sources	Staff Mali et équipe d'évaluation

N°	Etape	Dates	Contenu-activités	Personnes impliquées
10	Analyse	14 au 16/12/2021	Analyse selon les critères OCDE, genre et participation : pertinence, cohérence, efficience, efficacité et impact : durabilité : genre et participation	Staff Mali et équipe d'évaluation
11	Forum sur capitalisation	17/12/2021	Présentation du processus de capitalisation … et échange avec les autres pays et les évaluateurs	Idem + présence de Bénin, GL, Haïti, Belgique + évaluateurs
13	Rapport provisoire	10/01/22 – 26/01/22	Rédaction de la version provisoire du rapport	Equipe Mali (Kam, Fofana, Awa et Yassi) Siège (Harald)
14	Restitution	28/01/22	Atelier de restitution avec les acteurs et bénéficiaires	Equipe d'évaluation, acteurs et bénéficiaires
15	Echanges avec évaluateurs	02/02/22	Feedback de bureau Calipso.Ida sur la version provisoire du rapport	Calipso (Nico et Raja) & Join For Water (Kam, Harald, Fofana et Awa)
16	Rapport final pays	15/02/2022	Intégration des réactions sur feedback dans le rapport	Equipe Mali, siège

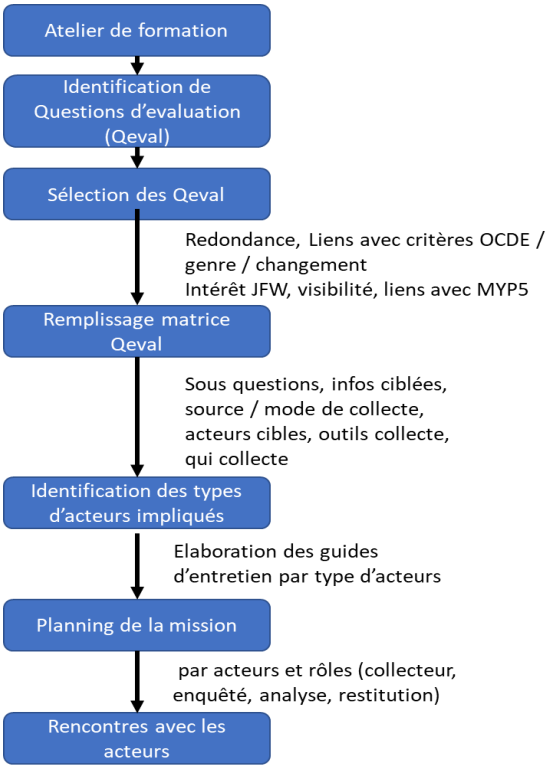
- Note 1 : les questions évaluatrices formulées lors de la formation étaient encore assez globales et nécessitaient tant une concrétisation qu'une meilleure formulation. Ce travail a été fait en différentes stades de façon concertée entre Join For Water au Mali (Kam, Fofana, Awa, Yassi) et Join For Water en Belgique (Harald). Cela s'est fait par courriel et par Teams. Ce travail a été finalisé de façon présentielle au début de la mission de terrain (étape 6). Voir le chapitre suivant pour les questions.

- Note 2 : les 5 guides de terrain / fiches d'entretien sont :

  - eau potable, hygiène et assainissement familial → Entretien ménages
  - gouvernance, capitalisation/plaidoyer, accès à l'eau → Focus groupe élus et agents communaux
  - gouvernance, capitalisation/plaidoyer, accès à l'eau/assainissement → Focus groupe AUEP, comités de gestion, délégataires, CVEHA
  - GIRE, valorisation de l'eau productive → Focus groupe CLE, usagers de l'eau productive
  - AEPHA aux écoles → Focus groupe directeur, enseignants, CGS ; focus groupe élèves (filles et garçons)

8.2. Questions d'évaluation et préparation de la collecte des données

Pendant la formation, un grand nombre de questions d'évaluation ont été formulées par les partenaires et Join For Water les différents thèmes choisis. Dans une seconde phase, la CAR Mali a décidé, sur la base de la pertinence (intérêt pour Join For Water, liens avec le prochain programme quinquennal …) et de la faisabilité de ce processus d'auto-évaluation, d'en retenir 4 avec des sous-questions. Ces questions ont été fortement liées au focus mis sur les changements induits par le programme et aux critères d'évaluation de l'OCDE.



Une matrice de caractérisation des questions d'évaluation a été proposée par les consultants du bureau Calipso lors de la formation. Elle a été reprise par l'équipe d'évaluation et les informations suivantes ont été précises pour chaque question : quelles sont les données ciblées ? quelles sont les sources ou les modes de collecte à considérer ? quels sont les acteurs ciblés ? quels outils de collecte sont à prévoir (enquête acteurs, exploitation des données de suivi, autres documents existants …) ? Qui va collecter ?

L'équipe d'évaluation a élaboré des guides d'entretien par types d'acteurs à rencontrer selon les questions d'évaluation choisies (voir en annexe). Les consultants ont pu apporter leurs amendements sur ces outils.

Des séances de travail en équipe (entre Join For Water et les partenaires puis avec l'équipe d'appui de la Belgique et du bénin) ont été organisées pour non seulement valider les questionnaires de collecte des données, mais aussi faire l'échantillonnage et constituer les équipes de collecte.

Ainsi, un planning et la logistique pour les différentes rencontres ont été élaborés.

Le tableau ci-dessous présente les questions d'évaluation retenues et leurs liens avec les critères OCDE

Thèmes	Questions principales	Sous-questions	Critères OCDE
Gouvernance	**Le programme MYP4 a-t-il apporté une amélioration du budget consacré à l'AEPHA et sa gestion dans les communes d'intervention ?**	Qu'est-ce que le programme MYP4 a fait pour augmenter le budget communal consacré à l'AEPH et sa gestion ?	Pertinence/Efficacité/ Efficience
		Quel a été l'effet en termes de budget et gestion ? (C.à.d. est-ce que le budget a augmenté et est-ce que la gestion est amélioré.	

	L'exercice de fonction par les femmes dans les comités de gestion a-t-il augmenté et/ou influencé leur prise de position dans les structures de gestion communautaires ?	Qu'est-ce que le programme MYP4 a fait pour augmenter l'exercice de fonction par des femmes dans les comités de gestion ?	Efficacité/Impact/Durabilité
		Quel a été l'effet en termes de femmes dans les comités et leur influence sur la prise de position ?	
Accès à l'eau	**Les ouvrages d'approvisionnement d'eau potable réalisés dans le cadre du programme sont-ils techniquement, socialement et économiquement adaptés pour les bénéficiaires ?**	Qu'est-ce que le programme MYP4 a fait pour adapter les ouvrages aux bénéficiaires ?	Pertinence/Efficacité/ Cohérence/Durabilité
		Quel est l'avis des bénéficiaires sur l'adaptation des ouvrages ?	
	Quels effets des points d'eau scolaires sur le cadre de vie scolaire et l'apprentissage pédagogique ?	Qu'est-ce que le MYP4 a fait pour appuyer l'accès à l'eau dans les écoles ?	Impact/Efficience
		Quels sont les effets de cet appui sur le cadre de vie scolaire et l'apprentissage pédagogique ?	
GIRE	**Quel est le niveau de satisfaction des parties prenantes dans les cadres de concertation GIRE ?**	Qu'est-ce que le MYP4 a fait pour satisfaire les parties prenantes ?	Cohérence/durabilité
		Quel est l'avis des parties prenantes sur leur satisfaction ?	
	Les conventions GIRE ont-elles permis de baisser les tensions et/ou conflits entre usagers ?	Qu'est-ce que le MYP4 a fait pour inclure la gestion des tensions et conflits dans les conventions ?	Efficacité/impact
		Quel est l'effet des conventions GIRE sur les tensions et conflits entre usagers ?	
	Quels sont les bénéfices générés pour les exploitantes des périmètres irrigués	Qu'est-ce que le MYP4 a fait pour améliorer pour valoriser les ressources en eau mobilisées et disponibles ?	
		Quel est l'effet des exploitations maraichères sur les revenus et autonomisation financière des femmes en zone d'intervention rurale ?	
Capitalisation/ plaidoyer	**Quelles ont été les actions du programme pour l'engagement de certaines OSC dans le secteur WASH ?**	Quelles ont été les actions du programme pour l'engagement de certaines OSC dans le secteur WASH ?	Cohérence/impact
		Quel est l'effet de ces actions sur le plaidoyer par les OSC ?	
	Les données et résultats du programme sont-ils partagés et connus des autorités locales et nationales ?	Qu'est-ce que le MYP4 a fait pour faire connaître les données et résultats du programme aux autorités ?	Efficacité
		Quel effet ce partage et ces connaissances ont sur les autorités ?	

A côté de cette démarche d'enquête auprès d'acteurs du programme et en lien avec des questions d'évaluation, un travail d'analyse du cadre logique et des données collectées par les dispositifs de suivi-évaluation mis en place par le programme a été mené parallèlement par Join For Water au Mali. Ce

travail a consisté à finaliser et valider les valeurs atteintes par les indicateurs, à identifier les mots clés caractérisant ceux-ci, à préciser les modes de calcul et à rassembler les différentes sources de vérification pour l'ensemble des indicateurs. Ces informations ont été présentées à l'équipe d'évaluation et cela a permis d'appuyer l'analyse en apportant des données vérifiables et utilisables pour la triangulation des différentes informations collectées.

Un travail d'analyse du suivi budgétaire a également été mené au préalable de l'analyse des données collectées pour l'évaluation, en lien principalement avec l'appréciation de l'efficience du programme.

8.3. Programme de travail de terrain, composition des sous-équipes, personnes rencontrées

	Commune I		Commune IV		Mountougoula	
Membres de l'équipe	Kam Abdoul Dembélé Brent		Yassi Jean-Patient Samaké Diallo		Fofana Awa Diarra N'koro Harald	
09/12/21	▪ Visites spontanées des ouvrages d'AEP et d'assainissement (kiosque a eau et l'AES de Doumanzana, REFAID de Sikoro, Les ouvrages de l'école de Boulkassoumbougou) ▪ Entretien école (Enseignants –bureau des parents d'élèves) ▪ Enquêtes ménages	▪ Doumanzana ▪ Boulkassoumbougou	▪ Visites spontanées des ouvrages d'AEP et d'assainissement (AES de Talico, latrines et kiosque à eau de l'école Falaba Issa...) ▪ Enquêtes ménages	▪ Taliko ▪ Djicoroni Para	▪ Visites spontanées des infrastructures (latrines scolaires, SHVA, forage, AES) ▪ Enquêtes ménages ▪ Koungodian, Sebelacoro, Tangala	▪ Koungodian : - Drissa Doumbia, homme - Ouassa Samaké, femme - Djénéba Samaké, femme ▪ Sebelacoro : - Chiaka Samaké, homme - Demba Samaké, homme (relais H&A) - Kadidjatou Samaké, femme - Djalantiné Doumbia, femme
10/12/21	▪ Entretien avec la commune I (commission communale EHA, le service assainissement, plateforme BESE) ▪ Entretien avec les fontainières et usagers ▪ Enquête ménages	▪ Mairie CI ▪ Boulkassoumbougou ▪ Doumanzana	▪ Entretien avec la commune I (4e Adjoint au Maire, Secrétaire Général, membres de la commission communale EHA, plateforme COPIDUC)	▪ Mairie CIV ▪	▪ Focus groupe Mairie ▪ Enquêtes ménages Tangala ▪ Focus groupe CLE Mountougoula	▪ Mairie : - Daouda Diarra, maire - Ousmane Pele, Segal - Bakoro Koné, 2ème adj. - N'koro Doumbia, prés. Comm. EHA ▪ Tangala : - Mory Samaké, homme (prés. AUEP) - Saly Kané, femme - Fatoumata Camara, femme ▪ CLE : - Président - Repr. Agriculteurs - Repr. Eleveurs - Agent ST Agriculture - Maraîchère 1 - Maraîchère 2
11/12/21	▪ Focus group avec les comités de gestion et AUP de la CI	▪ Mairie CI	▪ Focus group avec les comités de gestion et AUP de la CI	▪ Mairie CI	▪ Focus groupe AUEP & CVHA	▪ AUEP, CVEHA : - 18 personnes, dont 7 femmes
13/12/21	▪ Traitement des données	▪ Bureau Join For Water	▪ Traitement des données	▪ Bureau Join For Water	▪ Focus groupes écoles ▪ Dialakorobougou, Koungodian, Farako	▪ Dialakorobougou, école : - Boubacar Traoré, dir. A - Mohamed A. Touré, dir. B

						- Baissa Traoré, ens. E, en charge H&A - Adama Fomba, prés. CGS A - Modibo Touré, membre CGS B - 2 filles, 2 garçons ▪ Koungodian, école : - 14 élèves, dont 10 filles - Directeur - Enseignants - CGS - Conseiller du chef de village ▪ Farako, école : - Malick Traoré, directeur - Traoré Koumba Sissoko, ens. en charge EHA - …, membre CGS - 2 filles, 3 garçons

8.4. Cadre logique du programme

	Zone	Ligne de base	Valeur année 3	Valeur année 5	**Valeur en fin 2021**
Cible(s) stratégique(s) CSC	1 ; 2 ; 3 ; 4 ; 6				
Outcome / objectif spécifique	**D'ici 2021, l'accès à l'eau (potable et productive), l'hygiène et l'assainissement dans le District de Bamako et dans les Régions de Koulikoro et Mopti est amélioré de façon participative, durable et équitable.**				
IO.1 : Proportion des populations ayant un accès à un point d'eau géré de manière efficace, efficiente et durable	Bamako	*Original* : 20% ***Modifié* : 66% (80% en CI et 52,63% en CIV)**	*Original* : 45% ***Modifié* : 75%**	*Original* : 60% ***Modifié* : 85%**	**90%**
	Koulikoro	*Original* : 0% ***Modifié* : 28%**	*Original* : 50% ***Modifié* : 90%**	*Original* : 70% ***Modifié* : 90%**	**78%**
	Mopti	*Original* : 60% ***Modifié* : 67%**	70%	75%	**85%**
	NB : Les populations cibles sont : les usagers de 186 PE publics dans CI et CIV de Bamako (env. 75.000 pers), la population de la Commune de Mountougoula à Koulikouro (env. 20.000 pers), les usagers de 172 PEM dans les Communes de Konna, Korombana, Fatoma et Ouroubé Doudé à Mopti (env. 94.000 pers) = 189.000 pers. Pour Bamako et Mopti la valeur de base est égale au résultat attendu à la fin du programme 14-16.				
IO.2 : Proportion des populations ayant un accès à un service d'assainissement efficace, efficiente et durable	Bamako	*Original* : 65% ***Modifié* : 69%**	75%	80%	**94%**
	Koulikoro	*Original* : 15% ***Modifié* : 45%**	*Original* : 25% ***Modifié* : 65%**	*Original* : 40% ***Modifié* : 65%**	**76%**
	Mopti	60%	70%	80%	**82**
	NB : Les populations cibles sont : la population de 7 quartiers périphériques des Communes I et IV de Bamako (env. 230.000 pers), la population de la Commune de Mountougoula à Koulikoro (env. 20.000 pers), la population de la Commune de Kewa à Mopti (env.25.000 pers) = 275.000 pers. A Bamako il s'agit de l'accès à un service de vidange professionnel ; à Koulikoro et Mopti de l'accès à des latrines. L'enquête CAP fournira la valeur de base pour Bamako et Koulikoro, pour Mopti cette valeur est égale au résultat attendu à la fin du programme 14-16.				
IO.3 : Augmentation des bénéfices moyens par producteurs/ productrices des jardins maraîchers et périmètres irrigués	Koulikoro	250 000 FCFA/ha	*Original* : 400 000 FCFA/ha ***Modifié* : 300.000 FCFA/ha**	550 000 FCFA/ha	620.000 FCFA/ha
	Mopti	*Original* : 900 000 FCFA/ha ***Modifié* : 650.000 FCFA/ha**	*Original* : 950 000 FCFA/ha ***Modifié* : 700.000 FCFA/ha**	*Original* : status quo ***Modifié* : 800.000 FCFA/ha**	718.000 FCFA/ha
	NB : Les populations cibles sont : 225 producteurs/productrices à Koulikoro (Mountougoula) et 1.000 producteurs/productrices à Mopti (Kewa et Nema Badenyakafo). Les valeurs de base et cibles seront validés par un diagnostic au début du programme.				

Résultat 1	**D'ici 2021, la disponibilité en infrastructures d'eau et d'assainissement est accrue dans les Communes I et IV du District de Bamako et dans la Commune de Mountougoula de la Région de Koulikoro**				
IR.1.1 : Nombre supplémentaire d'infrastructures d'eau fonctionnelles	Bamako	186 PE publics dans les quartiers ; 12 PE dans les écoles	+2 PE dans les quartiers ; +7 PE dans les écoles	status quo (les infrastructures seront réalisées lors des 3 premières années de mise en œuvre)	+7 PE dans les écoles +5 PE dans les communautés (dont 1 kiosque dans les quartiers et 4 systèmes de traitement d'eau dans les campements Bozo)
	Koulikoro	48 PEM dans les villages ; dans les écoles : N/D	*Original* : +10 PEM dans les villages ; +4 PEM dans les écoles ***Modifié* : +15 au total**		+4 nouveau PMH dans les écoles +11 PMH réhabilités dans les villages +4 nouveaux SHVA +4 puits surcreusés de PM
	Mopti		Status quo	Status quoi	+1 AES réhabilitée
	NB : Dans les 6 quartiers de la Commune I et IV il y a 15 écoles ; dans la Commune de Mountougoula il y en a 12. *N/D : La ligne de base n'est pas disponible (données du PDESC non fiables). Elle sera complétée au début du programme*				
IR.1.2 : Nombre supplémentaire d'infrastructures d'assainissement fonctionnelles[1]	Bamako	136 latrines scolaires ; 459 branchements à 4 REFAID ; 0 STBV	+12 latrines scolaires ; +1 REFAID avec 70 branch. ; +1 STBV	status quo (les infrastructures seront réalisées lors des 3 premières années de mise en œuvre)	+12 latrines VIP dans les écoles +4 blocs latrines GHM scolaires (4 cabines) +7 blocs de latrines VIP (14 cabines) aux campements Bozo +1 REFAID réhabilité avec 5 nouveaux branchements
	Koulikoro	*Original* : N/D ***Modifié* : 9**	+30 latrines scolaires		+35 blocs latrines scolaires (3 cabines)
IR.1.3 : Superficies de périmètres/ jardins maraîchers valorisées[2]	Koulikoro	*Original* : N/D ***Modifié* : 2,5 ha[3]**	*Original* : +2 ha ***Modifié* : +3.5 ha**	*Original* : +4,5 ha ***Modifié* : +4 ha**	+4,75 ha (0,25 ha Tangala, 0,5 ha à Koungodian, 1ha Darani, 1ha Tiéné, 1ha Sanankorobougou, 1ha à Manakoroni)

	Mopti	*Original* (Kewa et Néma Badeya Kafo) : * 8 ha périmètre maraîcher (PM) * 111 ha périmètre rizicole (PIV) ***Modifié* (Commune Socoura[4]) :** *** 7 ha périmètre maraîcher (PM)** *** 39 ha périmètre rizicole (PIV)**	*Original* (Kewa et Néma Badeya Kafo) : * +1ha PM * +2ha PIV ***Modifié* (Commune Socoura) :** *** +0 ha PM** *** +0 ha PIV**	*Original* (Kewa et Néma Badeya Kafo) : * +1,5 ha PM * +3,5 ha PIV ***Modifié* (Commune Socoura) :** *** +0 ha PM** *** +0 ha PIV**	7 ha PM et 39 ha PIV
Résultat 2	**D'ici 2021, la population des quartiers d'intervention des Commune I et IV (District de Bamako), de la Commune de Mountougoula (Région de Koulikoro) et de la Commune de Kewa (Région de Mopti) a adopté de bonnes pratiques en matière d'eau, hygiène et assainissement.**				
IR.2.1 : Pourcentage de la population des zones cibles ayant amélioré leurs pratiques d'hygiène et d'assainissement	Bamako	*Original* : 68% ***Modifié* : 57%**	*Original* : 75% ***Modifié* : 64%**	*Original* : 80% ***Modifié* : 73%**	98%
	Koulikoro	*Original* : 5% ***Modifié* : 2%**	*Original* : 25% ***Modifié* : 37%**	*Original* : 35% ***Modifié* : 50%**	75%
	Mopti	60%	70%	80%	55%
	NB : Populations cibles : voir IO.2. Les pratiques à évaluer varient par zone d'intervention. Les valeurs de base et cibles seront validés sur base d'une enquête CAP qui sera réalisé au début du programme.				
IR.2.2 : Nombre de latrines/lavoirs-puisards fonctionnels construits-réhabilités sans subvention	Bamako	110 latrines et 200 lavoir-puisards	+200 latrines / lavoirs-puisards	+330 latrines / lavoirs-puisards	+329 ouvrages (latrines / lavoirs-puisards /latrines)
	Koulikoro	*Original* : N/D ***Modifié* : 748**	*Original* : +300 latrines ***Modifié* : +187**	status quo	+ 414 latrines (+299 réalisations +115 réhabilitations)
	Mopti	1200 latrines	+700 latrines	status quo	+356 latrines
	NB : Pour Bamako et Kewa la valeur de base est égale au résultat attendu à la fin du programme 14-16.				
IR.2.3 : Nombre de « écoles propres » ayant maintenu ce statut jusqu'à la fin du projet	Bamako	*Original* : 2 ***Modifié* : 0[5]**	+4	status quo	+4
	Koulikoro	*Original* : N/D ***Modifié* : 0**	+5	status quo	+5
	Mopti	2	*Original* : +5	status quo	+10

			***Modifié* : +7**		
	NB : Join For Water intervient dans 4/15 écoles à Bamako, 5/12 écoles à Mountougoula, et 5/15 écoles à Kewa. En total 8.900 élèves seront touchés (6.000 dans la CI et CIV de Bamako, 1.500 à Mountougoula et 1.400 à Kewa)				
Résultat 3	**D'ici 2021, les ressources en eau sont mises en valeur selon les principes GIRE de la Commune de Mountougoula (Région de Koulikoro) et la Commune de Ouroubé Doudé et Konna (Région de Mopti)**				
IR3.1 : Nombre de conventions de gestion locale des ressources en eau signées et suivies	Koulikoro	0	+2 (signées)	+2 (suivies)	+1
	Mopti	2	status quo (focus sur suivi)	status quo (focus sur suivi)	2
IR3.2 : Pourcentage de producteurs/-trices qui appliquent des techniques de valorisation d'eau dans leurs périmètres/jardins	Koulikoro	*Original* : 10% ***Modifié* : 0%**	20%	30%	95%
	Mopti	*Original* : 30% ***Modifié* : 85%**	*Original* : 40% ***Modifié* : 100%**	*Original* : 50% ***Modifié* : 100%**	78%
	NB : Les populations cibles sont : 225 producteurs/-trices à Mountougoula et 1.000 producteurs/-trices à Kewa et Nema Badenyakafo. Les valeurs de base et cibles seront validés par un diagnostic au début du programme.				
Résultat 4	**D'ici 2021, la gestion des services d'eau potable et d'assainissement est améliorée dans les Commune I et IV (District de Bamako), de la Commune de Mountougoula (Région de Koulikoro) et les Communes de Konna, Korombana, Fatoma et Ouroubé Doudé (Région de Mopti)**				
IR.4.1 : Degré moyen d'application de la MO par les Communes en gestion/suivi des services de l'eau et l'assainissement	Bamako	70%	80%	90%	87%
	Koulikoro	0%	*Original* : 30% ***Modifié* : 55%**	*Original* : 50% ***Modifié* : 90%**	55%
	Mopti	70%	80%	90%	45%
	NB : Les sous-indicateurs à évaluer varient par zone d'intervention et seront défini lors de la formulation des trajets de RC des Communes. La valeur de base pour Bamako/Mopti se base sur le résultat attendu à la fin du programme 14-16.				
IR.4.2 : Degré moyen de performance (technique et financière) des fournisseurs des services d'eau potable et d'assainissement	Bamako	20%	60%	80%	85%
	Koulikoro	*Original* : 0% ***Modifié* : 70%**	*Original* : 30% ***Modifié* : 55%**	70%	55%
	Mopti	60%	80%	80%	50%
	NB : La valeur de base pour Bamako/Mopti se base sur le résultat attendu à la fin du programme 14-16.				
IR.4.3 : Nombre de femmes sur les postes-clé des structures de gestion	Bamako	60%	65%	65%	48%
	Koulikoro	*Original* : 5% ***Modifié* : 20%**	*Original* : 40% ***Modifié* : 65%**	65%	52%
	Mopti	40%	45%	45%	45%
	NB : La valeur de base pour Bamako/Mopti se base sur le résultat attendu à la fin du programme 14-16.				

Résultat 5	**D'ici 2021, les expériences sont capitalisées et utilisées dans les échanges entre acteurs du secteur, le plaidoyer au niveau local et national et l'information vers le grand public**				
IR.5.1 : Nombre de personnes atteintes par la présentation des produits de capitalisation	Global	120 personnes par les produits R/A du programme 14-16 ; 0 pour les produits du programme 17-21	120 personnes par les produits R/A du programme 14-16 ; 0 pour les produits du programme 17-21	500 par les produits du programme 17-21	220 (REFAID) + 250 rapports Cart'Eau + dépliants Kolochilikélan + vidéo ce (faire moins 30% du nbre)

8.5. Guides d'entretien des visites de terrain

Guide d'entretien pour élus et agents communaux
Date de l'entretien : …….....
Lieu : …….....
Liste des enquêteurs :

1. Nature de l'entretien
Il s'agit d'un entretien qualitatif en individuel ou en groupe selon les disponibilités et les conditions du terrain
2. **Cible de l'entretien**
* 2 à 3 élus bien impreigné des activités de gouvernance de l'AEPHA depuis 2017 à ce jour (Maire, 1 adjoint du Maire et le Président de la commission EHA de la commune)
* 2 agents communaux impliqués dans les questions administratives et financières de la commune (Segal et Régisseur)

Axes entretien	Points d'attention / Questions	Qui?	Notes
Introduction	* Civilités/présentations d'usages (entre enquêteurs et groupes cibles) * Mise en contexte de la mission (auto-évaluation) * Présentation la méthodologie d'entretien : organisation de l'entretien de façon libre en valorisant l'importance de la participation personnelle de chacun, assurer le caractère anomyme des données * Liste de présence & Prise de notes & Prise de photos pour les besoins de l'enquête * Présentation du but : recueillir un éventail d'idées neutres. L'entretien n'a pas pour objet d'obtenir un consensus. Tous les enquêteurs ont la possibilité de relancer toutes les questions au besoin *Un feedbacks des enquêteurs se tiendra en fin de chaque journée	L'entretien est animé par un enquêteur désigné par les pairs (animateur de l'entretien). Tous les enquêteurs prennent des notes	
Gouvernance	1. Comment se passe en pratique la gestion du secteur de l'eau et de l'assainissement dans votre commune ? (les acteurs responsables, l'analyse des besoins des population en eau et assainissement, la planification, la budgétisation, la passation de marchés, suivi des travaux et des ouvrages, l'organisation de l'exploitation, la maintenance, la reddition de comptes)		
	2. Quelles sont vos expériences personnelles concernant l'exercice de la maitrise d'ouvrage du secteur AEPHA par votre commune ? (les expériences positives/cas concrèts de succès, les difficultés/cas concrèts d'échecs et obstacles, dans l'exercice de cette responsabilité par votre commune)		
	3. Avez-vous l'impression que quelque chose à changé (positivement ou négativement) dans la manières de gérer le secteur de l'approvisionnement en eau et l'accès à l'assainissement avec l'avènement du programme MYP4 ? (depuis 2017 en fait) Quoi par exemple ? Qu'est-ce qui a motivé ce changement ?		
	Pensez vous que l'intervention du MYP 4 a amelioré l'occupation des poste clés par les femmes dns les comités de gestion? Quels ont été les effets		
Capitalisation / Plaidoyer	4. Quelles sont les relations entre les usagers d'eau et la commune en matière de gouvernance de l'eau et de l'assainissement ? Quelles sont les circonstances / situations qui ont favorisé ou pertubé les échanges entre votre communes et les Associations d'Usagers d'Eau Potable et les Comités de Gestion des Points d'Eau de votre commune ?		
	Quelles ont été les actions du programme pour l'engagement de certaines OSC dans le secteur WASH?		
Accès à l'eau	5. Pensez-vous que les ouvrages (points d'eau et latrines) répondent aux aspirations des usagers ? Dans quelles mesures ? Quelles sont les perspectives en ce qui concerne le psotionnement des AUEP et des Comités de Gestion des Points d'Eau dans la commune ? Quelles sont vos souhaits et vos regrets ?		
	6. Si on devrait recommencer le programme MYP4, qu'est-ce que vous auriez souhaiter faire autrement ?		
Budget AEPH	7. Comment le budget annuel de la commune est monté? Notamment, pour l'investissement et la gestion du secteur AEPH? Qui prend l'initiative? Qui, au sein de la commune, contribue?		
	8. Comment les opinions et besoins de différentes partie prenantes (population, gouvernement national, services de l'Etat, AUEP, CGPE, CVEHA, …) sont entendus et pris en compte?		
	9. Comment est rendu compte de la gestion du budget et à qui?		

Guide d'entretien pour AUEP, Comités de Gestion et autres délégataires et Comités Villageois Eau Hygiène et Assainissement

Date de l'entretien : ……..

Lieu : ……..

Liste des enquêteurs : ……..

1. Nature de l'entretien

Il s'agit d'un entretien qualitatif en groupe

2. **Cible de l'entretien**

Au total 40 personnes (Mountougoula et Bamako)

Répartition des cibles :

* 20 membres de AUEP et/ou CG (villages en milieu rural et quartiers en milieu urbain)
* 10 membres de Gestionnaire privés et fontainiers (ouvrages semi complexes et complexes en milieu rural et urbain)
* 10 membres des Comités Villageois Eau Hygiène et Assainissement

Axes entretien	Points d'attention / Question	Qui ?	Notes
Introduction	* Civilités/présentations d'usages (entre enquêteurs et groupes cibles) * Mise en contexte de la mission (auto-évaluation) * Présentation la méthodologie d'entretien : organisation de l'entretien de façon libre en valorisant l'importance de la participation personnelle de chacun, assurer le caractère anomyme des données * Liste de présence & Prise de notes & Prise de photos pour les besoins de l'enquête * Présentation du but : recueillir un éventail d'idées neutres. L'entretien n'a pas pour objet d'obtenir un consensus. Tous les enquêteurs ont la possibilité de relancer toutes les questions au besoin *Un feedbacks des enquêteurs se tiendra en fin de chaque journée	L'entretien est animé par un enquêteur désigné par les pairs (animateur de l'entretien). Tous les enquêteurs prennent des notes. Les mêmes questions seront posées respectivement aux membres des structures de gestion de l'eau potable et celles en charge des questions d'assainissement	
Gouvernance	1. Comment se passe en pratique la gestion du secteur de l'eau et de l'assainissement dans votre commune ? (les acteurs responsables, l'analyse des besoins des populations en eau et assainissement, la planification, la budgétisation, la passation de marchés, le suivi des travaux, l'organisation de l'exploitation, la maintenance, la reddition de comptes)		
	2_a. Dans la pratique comment se passe l'implication des gestionnaires dans la gestion du secteur de l'eau? (Relation entre les autres acteurs du secteur) 2_b Dans la pratique comment les Comités Villageois Eau Hygiène et Assainissement sont impliqués dans la gestion du secteur de l'Assainissement? (Relation entre les autres acteurs du secteur, gestion des besoins des utilisateurs des services d'assainissement, etc.)		
Accès à l'eau	3. Avez-vous l'impression que quelque chose à changé (positivement ou négativement) dans les principes d'accès des populations l'eau potable et à l'assainissement depuis 2017 ? Donnez des exemples ? Qu'est-ce qui a motivé ce changement ? Quelles sont selon vous les conséquences de ces changements dans la vie des ménages, des femmes, des hommes, des enfants garçons comme enfants filles ?		
Capitalisation / Plaidoyer	4. Pensez-vous réellement que le dialogue entre la commune et les organes communautaires de gestion de l'eau et l'assainissement a fonctionné dans votre commune ? Quelles sont les circonstances / situations qui ont favorisé ou pertubé les échanges entre votre communes et les représentants des structures communautaires de gestion de l'eau et l'assainissement de votre commune ?)		
	5. Si on devrait recommencer le programme MYP4, qu'est-ce que vous auriez souhaiter faire autrement ?		

Guide d'entretien pour Ecoles

1. Nature de l'enquête

Il s'agit d'un entretien individuel et/ou par type d'acteurs (Directeur, enseignants, élèves, membres de CGS)

2. **Cible de l'entretien**

* Directeur, Enseignant chargé de l'hygiène, élèves, membres de CGS
* 2 filles & 2 garçons
*5 élèves membres du Club d'Hygiène Scolaire
* Un membre du CGS

1. Identification

Commune			
Nom du village/quartier			
Nom de l'école			
Effectif	Total :	Filles :	Garçons :

***NB** : Remplir une liste de présence des enfants enquêté et prendre des photos - Désignation d'un facilitateur de l'entretien - tous les enquêteurs prennent notes*

2. Appréciation des changements dans les conditions d'accès aux services Eau et assainissement dans l'école

Axes entretien	Focus sur	Avant l'intervetion	Après l'intervention
* Qu'est-ce qui a changé selon vous dans les condition d'accès aux services WASH des élèves depuis cinq ans ? * Et quel est son influence sur les élèves selon le sexe ?	Nombre d'ouvrages (points d'eau & latrines)		
	Qualité des cabines de latrines		
	La propreté des cabines de latrines et des points d'eau		
	l'utilisation de cabines de latrines		
	Le suivi de l'utilisation des ouvrages		
	L'entretien des ouvrages		
	La répartition des cabines entre filles et garçons dans l'entretien des ouvrages		

Eau Guide d'entretien pour ménages (eau et assainissement)

1. Nature de l'enquête

Il s'agit d'un mini focus groupe suivi d'observation directe au niveau du point d'eau et des latrines de les localités visitées

2. **Cible de l'entretien**

* 1 localité par équipe de collecte par jour
* Dans chaque village/quartier, cibler aléatoirement six (06) femmes et quatre (04) hommes provenant de ménages différents

1. Identification

Commune	
Village/quartier	
Ménage (personne interviewée)	

NB ***: Remplir une liste de présence et prendre des photos. Désigner le facilitateur de l'entretien. Chaque enquêteur prend notes.***

2. Appréciation des changements dans les conditions d'accès

Axes entretien	Focus sur	Avant l'intervetion	Après l'intervention
* Qu'est-ce qui a changé selon vous dans les condition d'accès de votre ménage à l'eau de consommation domestique et aux services d'assainissement depuis cinq ans ? * Et quel est son influence sur les ménages, les femmes et enfants selon le sexe ?	Nombre d'ouvrages WASH		
	Qualité de l'eau et des latrines		
	Quantité d'eau consommée et nombre des		
	L'utilisation de l'eau / usage		
	Budget familiale affectée à l'eau		
	Recherche de l'eau et défécation à l'air libre		
	service d'eau (fréquence et durée)		

Guide d'entretien - CLE

1. Nature de l'enquête

Il s'agit d'un focus groupe avec comme groupes cibles les membres du CLE et les usagers (Eau potable et productive)

2. **Cible de l'entretien**

* 6 personnes (dont 3 membres du CLE et 3 usagers d'Eau potable et productive)

1. Identification

Commune :
Lieu entretien :

NB ***: Remplir une liste de présence et prendre des photos.Désigner un facilitateur de l'entretien. Tous les enquêteurs prennent notes.***

2. Appréciation des changements dans la volorisation des sites

Axes entretien	Focus sur	Avant l'intervention	Après l'intervention
a. Qu'est-ce qui a changé dans la gestion de l'Eau (productive et productive) de votre localité ces cinq dernières années ? Donnez des exemples concrets	Activités menées		
	Ressources prélevées		
	Conservation/ Protection des ressources		
	Collaboration entres usagers		
b. Selon vous, qu'est-ce qui explique ces changements observés ?			
c. Quelle est la conséquence de ces changements sur vos exploitations et des ménages ? La vie des hommes, femmes, enfants filles et garçons			
d. Avez-vous des craintes ou des attentes par rapport aux résultats obtenus ?			
e. Si on devrait recommencer le programme MYP4, qu'est-ce que vous auriez souhaiter faire autrement ?			
f. Quel lien faites vous entre la GIRE et la protection de l'environnement			

8.6. Rapports de mission des entretiens et visites de terrain

https://protosgent.sharepoint.com/sites/hq/Shared%20Documents/1.Program-Management/Programmes/02.%20MYP%2017-21/5.%20Evaluation/2.%20Evaluation%20finale/Evaluatie%20Zuid/5.%20Mali/Prépa/Rapports%20terrain%20&%20CoPil%20Mopti

8.7. Compte rendu de l'atelier de restitution avec les acteurs

COMPTE RENDU

Atelier de restitution des résultats de l'évaluation finale du MYP 2017-2021 – Mali

GENERALITES

Date : 28 janvier 2022

Lieu : Salle de conférence de Join For Water/Protos – Bamako

Structures présentes (voir liste de présence en annexe)

- Communes : Elus, Coordinateurs de plates formes , technicien communal
- Services Techniques : DRA (Koulikoro), DRH (Bamako), CAP
- Villages et quartiers : Chefs de villageois et Chefs de quartiers
- ONG IS : Directeur de Programme (AMASBIF), Coordinateurs (AdéCB, Action Mopti et AMASBIF)

- Ecoles : directeurs d'écoles
- Organisations Communautaires Base : AUEP, CGPE, CLE, Associations de maraichères
- Join For Water Mali : Coordinateurs pays, coordinateurs de projet et programme et assistant Technique
- Join For Water Belgique : Services programme
- Calypso : Consultants

DEROULEMENT

L'atelier s'est déroulé en 2 temps, à savoir :

- Présentation du draft de rapport d'évaluation
- Discussions : commentaires, contributions et suggestions des participants sur le draft de rapport

Présentation

Elle fut axée sur 4 chapitres :

- Principaux résultats atteints
- Changements induits
- Forces et faiblesses
- Qu'aurions-nous pu faire différemment ?

Discussions

Les représentants de toutes les structures présentes se sont exprimés sur le contenu du rapport provisoire. Les interventions se répartissent en :

- des témoignages et remerciements
- des contributions et des commentaires

Témoignages : globalement les témoignages recueillis indiquent une amélioration des conditions de vie des populations en lien avec les domaines couverts par l'intervention, à savoir : l'Eau (potable et productive), l'hygiène, l'assainissement et la GIRE.

Commentaires/contributions : les participants disent se reconnaitre dans les résultats contenus dans la présentation. Le rapport reflète les changements induits par le programme ainsi que les impressions exprimées par les groupes cibles qui ont été interviewés lors de la phase terrain de l'évaluation.

Ils ont fait des contributions dont la prise en compte va certainement améliorer la qualité du rapport final. Les principales contributions ont porté sur :

- **Accès à l'eau potable & assainissement** : les participants ont suggéré de rapporter le nombre de personnes desservies par les nouveaux ouvrages et ceux réhabilités. Bien que la desserte ne soit pas un indicateur de mesure du programme, il sera bien, selon eux d'estimer ce nombre dans le rapport en lien avec la disponibilité d'ouvrages d'eau potable. Ainsi, ces chiffres permettront aux STD d'actualiser les bases de données et statistiques en la matière.

  Idem pour l'accès à l'assainissement. Aussi, il faut signaler que le programme a contribué à la stratégie Assainissement – Agriculture mise en œuvre par la Direction de l'Agriculture en ce sens que les actions d'assainissement améliorent la santé des populations et donc les bénéfices des productions agricoles contribuent à supporter d'autres charges.

  Les interventions en matière d'eau potable et d'assainissement doivent être capitalisées dans le but de mettre en relief la contribution du programme dans l'atteinte des ODD au Mali.

Les participants ont plaidé pour une transformation des forages équipés de PMH en systèmes de types AES et SHVA. Ce faisant, le programme contribuerait plus à la professionnalisation des gestionnaires des services.

- **Changements induits en lien avec les critères OCDE** :
- Pertinence : en plus de l'alignement de l'intervention sur les politiques et stratégies nationales, il est sorti que l'intervention est également en phase avec les plans stratégiques des ONG partenaires et les PDESC des communes. Ceci doit être mis en relief dans le rapport final.
- Gouvernance : de plus en plus les OSC font de la veille citoyenne. Ceci est un changement majeur à mettre à l'actif du programme. Aussi, le RC des OCB et des OSC leur donne une certaine capacité en matière de durabilité post-intervention. La prise en charge de la gestion de l'hygiène menstruelle à l'école a permis aux jeunes filles de retrouver leur intimité et leur dignité
- Efficacité et durabilité : Exemple de l'Action Mopti démontre à suffisance que le principe de « faire-faire » avec un bon coaching donne de très bon résultat aussi bien dans la mise en œuvre des activités mais aussi et surtout dans le renforcement de l'expertise locale.

Dans le cadre de leurs rôles régaliens, les services techniques ont recommandé de partager les données techniques, notamment celles relatives aux forages. Ceci constitue un moyen de visibilité de Join For Water et va dans le sens de l'atteinte des objectifs nationaux en matière d'approvisionnement en eau potable. La Direction Régionale de l'hydraulique a suggéré de faire ressortir dans le rapport, l'étude diagnostique sur les forages privés dans les communes I et IV de Bamako. En effet, les résultats de cette étude pilotée la DRH ont permis à la structure de faire des plaidoyers au niveau national.

L'apport de Join For Water dans la prévention de la maladie à coronavirus a été salué par les participants. Cet apport sous forme de formation, de sensibilisation et de dotation des structures locales en kits d'hygiène, est venu en complément de celui de l'Etat et a fortement contribué à l'atteinte des résultats du R2. Les participants estiment qu'il serait bien de faire ressortir clairement cela dans le rapport d'évaluation.

Annexe : Liste de présence

protos
Join For Water

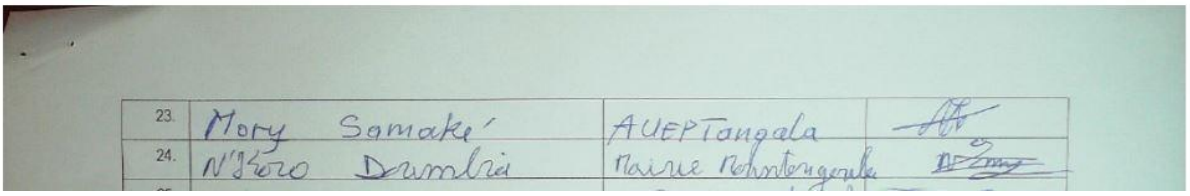
Bamako, le 28 Janvier 2022

LISTE DE PRESENCE

ACTIVITE: ATELIER DE RESTITUTION DU RAPPORT D'ÉVALUATION DU PROGRAMME MYP4

DATE : 28/01/2022

N°	Nom et Prénom	Structure	Emargement
1.	Seydou MAHAMANE	DRA - Kkoro	
2.	Drissa DOMBIA	Chef de Village - Mountougoula	
3.	Diarra Boubacar	Amasbif	
4.	Djembie Alamie	AMASBIF	
5.	Mohamadou COULIBALY	CLE de Mountougoula	
6.	Bakary Traoré	Directeur de Dialakorobougou 1er cycle A	
7.	Abdoulkarim Keita	ADéCB-Mali	
8.	Birama Samaké	ADeCB-Mali	
9.	Boubacar Koreissi	Syndicat Nieta Bulon	
10.	Tiembou SANGARE	ONG Action Mopti	
11.	Makono Traoré	chef quartier C.T.	
12.	Lédeou Bouya Touré	Mairie CIV Elue	
13.	Bakary DIALLO	COPIDUCTAEP MCIV	
14.	Daouda Sidibé	AUES Sibiribougou CIV	
15.	Nankan Keita	Ecole Falaba Issa Traoré	
16.	Ahme KAM	JFW	
17.	TOTANA Mama	JFW	
18.	Fatoumata Camara	PM Tangala	
19.	Awa TRAORE	Join for water	
20.	Souleymane DIARRA	CAP/Baguinéda	
21.	Mme Sangaré Fatoumata Assouma	DRH-DB (Hydraulique)	
22.	Yassi Dialy	JFW	



Participants à distance		
Nom & Prénom(s)	**Structure**	**Fonction**
Harald van der Hoek	Join For Water (Siège)	Service Programme
Nico Bakker	Calypso : Consultants	Consultant
Raja	Calypso : Consultants	Consultant

8.8. Consommation du budget

Utilisation du budget 2017-2021 - Mali

Sujet	Budget	Dépenses	% dépenses	Dépenses prognose	% dépenses
Investissement	616.332	528.177	86%	581.525	94%
Moyens de transport	7.000	1.829	26%		
Equipement bureau, ICT	26.327	13.612	52%		
Infrastructure	583.005	512.736	88%		
Coûts de fonctionnement	668.360	657.133	98%	730.118	109%
Coût de déplacement, voitures et motos	79.467	74.768	94%		
Coûts de bureau et fournitures	44.065	46.395	105%		
Coûts de formation, appui, études, publications, échange, plaidoyer	544.828	535.971	98%		
Coûts de personnel	1.283.853	1.395.417	109%	1.486.407	116%
Personnel local	408.197	499.726	122%		
Personnel expatrié	740.000	734.228	99%		
Personnel au siège Join For Water	135.656	161.463	119%		
Total coûts opérationnels	**2.568.545**	**2.580.727**	**100%**	**2.798.050**	109%
Budget et dépenses par acteur					
Action Mopti	69.745	61.812	89%		
ADECB	62.779	145.563	232%		
AMASBIF	62.779	65.770	105%		
BESE (Commune I)	5.488	19.872	362%		
COPIDUC (Commune IV)	5.488	13.874	253%		
Commune Mountougoula	12.348	7.398	60%		
Join For Water	2.349.918	2.266.439	96%		

8.9. Genre : besoins pratiques, intérêts stratégiques

Les observations sur les changements apportés par le programme au niveau du genre ont été classées selon 'besoins pratiques' et 'intérêts stratégiques'. Certaines observations couvrent les deux aspects.

Besoins pratiques

- Amélioration des conditions d'hygiène dans le ménage et l'environnement immédiat dont profitent les femmes, les hommes et les enfants. Plusieurs interviewés ont souligné la réduction des maladies liées à l'eau, surtout chez les enfants.
- Augmentation de la connaissance sur l'hygiène, tant au niveau familial pour femmes et hommes, qu'au niveau de l'école. Cela ne change pas encore fondamentalement la position des filles car pour l'entretien de l'école, les interviews montrent encore une répartition de rôles assez classique. La seule tâche exécutée par des garçons est le puisage de l'eau pour le nettoyage.

Intérêts stratégiques

- Préservation/amélioration de la dignité et l'intimité des femmes par la présence de latrines de qualité et à proximité (surtout en milieu rural).
- Les femmes exploitant des jardins maraîchers individuellement contribuent dans la gestion de l'économie ménagère ce qui renforce la position de la femme dans le ménage. Dans d'autres PM les femmes exploitent en association et le bénéfice sera investi dans un but commun, par exemple un moulin de céréales.
- L'esprit collaboratif au jardins et périmètres facilite le développement, les échanges entre femmes, le renforcement du tissu social, le leadership féminin.
- Les femmes participent dans les comités de gestion sur des postes de responsabilité et elles peuvent influencer les décisions. Le taux de participation des femmes n'a pas beaucoup évolué pendant le programme. Plusieurs ont observé, que culturellement les femmes ne veulent ou ne doivent pas être dans le centre d'attention, raison pour laquelle peu d'autres femmes se présentent pour des postes de responsabilité. Ceci ne veut pas dire que les femmes ne peuvent pas influencer des décisions. Selon un villageois, quand le chef de village se réunit avec ses conseillers pour discuter un nombre de sujets, des décisions ne sont pas prises le même jour. La nuit à la maison les conseillers discutent avec leurs épouses et leurs idées aident à former les avis des conseillers, qu'ils partagent lors de la prochaine réunion avec le chef de village.

Observations couvrant les deux

Besoins pratiques	**Intérêts stratégiques**
Par les AGR et le poste de fontainière les femmes reçoivent plus de moyens financiers …	… ce qui améliore l'équilibre financier entre femmes et hommes dans le ménage.
Diminution de la charge des femmes et filles pour la corvée de l'eau …	… ce qui influence aussi positivement entre autres la présence des filles à l'école, leur éducation et leurs possibilités. … ce qui a un effet positif sur le temps que les femmes consacrent à d'autres activités qui peuvent améliorer tant les conditions familiales que leur position dans la société.
Amélioration des conditions d'hygiène dans les écoles dont profitent surtout les filles, surtout quand les blocs de latrines sont séparés entre filles et garçons et du type GHM : les filles ne doivent pas faire la queue, les latrines sont plus	… ce qui a un effet sur leurs possibilités d'améliorer leur position dans la société si elles peuvent continuer à suivre les cours.

Besoins pratiques	Intérêts stratégiques
propres et en période elles peuvent se soigner à l'école …	

8.10. Echelle de participation

Echelle de participation	Explications	Partie prenante 1	Partie prenante 2	Partie prenante 3
Auto développement	Vous avez initié le projet et organisé le soutien extérieur nécessaire à sa mise en œuvre	Join For Water a rédigé le DTF et l'a soumis à la DGD	Action Mopti a proposé les activités du MYP4	Les communes partenaires du MYP4 ont formulé des recommandations lors des comités de pilotage du programme 2014-16 (MYP3)
Participation interactive	Vous avez participé à la formulation, à la mise en œuvre et à l'évaluation du projet et vous avez influencé la manière	Les ONG partenaires ont participé à la formulation, ont mis en œuvre et ont participé à l'évaluation du programme	Les Plateformes (C I et C IV) ont participé à la formulation, ont mis en œuvre et ont participé à l'évaluation du programme	Join For Water a coordonné la formulation, la mise en œuvre et l'évaluation du programme
Participation fonctionnelle	Vous avez participé en organisant votre communauté pour répondre aux objectifs prédéterminés du projet. Vous avez été impliqué dans le suivi et la mise en œuvre et avez influencé les résultats, mais vous n'avez pas participé à la préparation et à la planification du projet	Les services techniques (ST) (Hydraulique, Assainissement, Agriculture, Education, Santé, Eaux et Forêts) ont participé au suivi technique et ont appuyé les aspects techniques dans leurs domaines de compétences.	Join For Water a établi des protocoles de collaboration avec les ST dans leurs domaines de compétences	Les communes participent aux missions de suivi des services technique Les communes organisent leur propre mission de suivi
Participation par incitation	Vous avez participé au projet en fournissant de la	Les ménages apportent les matériaux de construction pour	Les ONG partenaires ont mené des sensibilisations	Les relais communautaires ont accompagné

	main-d'œuvre ou des matériaux en échange de certains avantages (matériels ou sociaux)	la réalisation et la réhabilitation des latrines sans subvention	pour un changement de comportement	les différentes sensibilisations
Participation consultative	Vous avez été consulté par le personnel du projet, qui a écouté votre point de vue. Vous n'avez pas eu d'influence sur les décisions qui ont été prises	La communauté de Sébélakoro a souhaité réaliser le forage au milieu du village mais le forage a été réalisé entre le village et l'école	Le bureau d'étude a proposé le lieu	Join For Water a suivi l'avis du bureau d'étude
Fournisseur d'informations	Vous avez répondu à des demandes d'informations sur le projet sans avoir la possibilité d'influencer l'utilisation et l'application de ces informations	Les communes sont informées de la composition du comité de gestion	Les communautés proposent la composition du comité de gestion	Les animateurs en charge de l'intermédiation sociale facilitent le processus de mobilisation sociale et encouragent la prise en compte de l'aspect genre
Participation passive	Vous n'avez pas eu d'influence sur les décisions prises concernant le projet ni sur sa mise en œuvre	Les comités de gestion doivent appliquer ces tarifs, ils ne peuvent pas faire face aux autres fournisseurs (les forages privés qui vendent l'eau à un prix plus bas)	La tarification de l'eau est décidée par la Commission de Régulation de l'Electricité et de l'Eau en milieu urbain (CREE)	Le comité interministériel donne les directives à la CREE

8.11. Bibliographie

ADéCB-Mali : Rapport final diagnostic des connaissances, aptitudes, et pratiques des populations des quartiers d'intervention et les groupes scolaires du projet sur l'EHA en commune IV du district de Bamako, novembre 2017 ;

ADéCB-Mali : Enquête finale sur les connaissances attitudes et pratiques (cap) des populations en matière eau, hygiène et assainissement dans la commune de Mountougoula, novembre 2021 ;

Commune rurale de Mountougoula : Plan de Développement Economique, Social et Culturel (PDSEC) 2017 - 2021

Dr Seydou KEITA : Rapport Provisoire de l'analyse des données de l'enquête finale sur les connaissances attitudes et pratiques (cap) des populations en matière eau, hygiène et assainissement dans les communes I et Iv de Bamako ; Résultats de la commune I ; Décembre 2021
Dr Seydou KEITA : Rapport Provisoire de l'analyse des données de l'enquête finale sur les connaissances attitudes et pratiques (cap) des populations en matière eau, hygiène et assainissement dans les communes I et Iv de Bamako ; Résultats de la commune IV ; Décembre 2021
Gerda HEYDE (ACE Europe) et Drissa TRAORE (consultant national) : Rapport Pays ACE Europe : Evaluation thématique sur la durabilité financière et l'accès universel aux services d'eau potable et d'assainissement ; avril 2020
Mamadou KEITA : Rapport Final de l'état des lieux des organisations de la société civile des communes CI et CIV de Bamako en matière de revendication des droits des populations aux services d'eau, d'hygiène et d'assainissement et de la veille citoyenne, aout 2018
Protos (Join For Water) : Avenant portant modification du cadre logique du programme 2017-2021
Protos (Join For Water) : Base de données suivi-évaluation MYP4 - Mali, décembre 2021
Protos (Join For Water) : Conventions de partenariat (bilatérale et multi acteurs) et protocoles de collaboration
Protos (Join For Water) : Documents techniques (APS, APD, DAO, croquis/plans/schémas) des ouvrages et supports (PV divers, ANO, contrats)
Protos (Join For Water) : Dossier Technique et Financier (DTF) du programme Mali 2017-2021, mars 2017
Protos (Join For Water) : Manuel de suivi-évaluation MYP4
Protos (Join For Water) : Plan de sensibilisation pour les partenaires de Protos dans les régions de Koulikoro et Mopti et dans le District de Bamako
Protos (Join For Water) : Rapports annuels à la DGD (scores de performance, leçons apprises)
Protos (Join For Water) : Rapports internes (Trimestriels, RapNar, rapports annuels)
Protos (Join For Water) : Rapportage narratif Mali – MYP-2017-2021
Protos (Join For Water) : Plans de travail annuels